



Rapport Narratif final

NER 1606911 Programme d'Appui au
Développement de l'Elevage PRADEL Kiyo
Arziki NIGER



Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	FICHE D'INTERVENTION	5
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
2.1	PERTINENCE	7
2.2	EFFICACITE	7
2.3	EFFICIENCE	8
2.4	DURABILITE POTENTIELLE	8
2.5	CONCLUSIONS	9
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	12
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	13
4	RESULTATS REALISES	15
4.1	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	15
4.1.1	<i>Indicateurs atteints</i>	15
4.1.2	<i>Analyse de l'atteinte de l'outcome</i>	15
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	17
4.2.1	<i>Indicateurs atteints</i>	17
4.2.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	17
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	18
4.3.1	<i>Indicateurs atteints</i>	18
4.3.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	18
4.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	20
4.4.1	<i>Indicateurs atteints</i>	20
4.4.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	20
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	53
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	53
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	53

5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	54
6	THEMES PRIORITAIRES	55
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	55
6.2	GENRE.....	56
6.3	DIGITALISATION.....	56
6.4	EMPLOI DECENTS	57
7	DURABILITE	57
8	LEÇONS APPRISES.....	58
8.1	LES SUCCES	58
8.2	LES ECHECS.....	59
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	60
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	60
9	RECOMMANDATIONS	61
10	ANNEXES	62
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	62
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	67
10.3	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	73
10.4	MATRICE DE MONITORING COMPLETE	81
10.5	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	90
10.6	PERSONNEL DE L'INTERVENTION.....	91
10.7	MARCHES PUBLICS.....	93
10.8	SUBSIDES	107
10.9	ACCORDS SPECIFIQUES DE COOPERATION	109
10.10	ÉQUIPEMENTS	109

0 Acronymes

ENABEL	Agence Belge de Développement
SMCL	Structure mixte de concertation locale
M&E	Monitoring et évaluation
ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales
CT	Collectivité Territoriale
CVA	Chaine de valeur animale
DDEL	Direction Départementale de l'Elevage
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DPPD	Document de planification pluriannuelle des dépenses
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
FISAN	Fonds d'Investissements pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IPBVPC	Interprofession Bétail Viande Peaux et Cuirs
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OPEL	Organisation Professionnelle d'Elevage
PAP	Programme Annuel de Performance
OSV	Observatoire de suivi de la vulnérabilité
Output	Se réfère au résultat
Outcome	Se réfère à l'objectif spécifique
PME	Petite et moyenne entreprise
RNA	Régénération naturelle assistée
SAF	Schéma d'Aménagement Foncier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Elevage et de l'Environnement
SCAP-RU	Système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences

STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STDEL	Service Technique Déconcentré de l'Etat en charge de l'Elevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	Très petite entreprise
VSF -B	Vétérinaires Sans Frontière Belgique

1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Appui au Développement de l'Elevage - PRADEL "Kiyo Arziki"
Codes de l'intervention	CODE DGD : NN 1027 Code Navision : NER 1606911
Zone d'intervention	Région de Tahoua, Région de Dosso, Niamey
Budget total après avenant	17 000 000 (14 000 000 + 3 000 000) EUR contribution belge 2 779 479 (2 542 000 EUR + 237 479) EUR contribution nigérienne

Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG/EL)
Durée de la convention spécifique après avenant	72 mois (60 + 12 mois) 7/09/2017 – 06/09/2023)
Durée de mise en œuvre de l'intervention après avenant	Durée : 60 mois (48 + 12 mois) Janvier 2018- 31 janvier 2023
Impact	Contribuer à rendre les systèmes de l'élevage familial plus résilients, durables et performants
Outcome	OUTCOME 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes OUTCOME 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement OUTCOME 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur d'élevage est améliorée Uniquement l'outcome 1 sera renforcé dans le cadre de cet avenant
Outputs liés à l'Outcome 1	OUTCOME 1 : Les chaînes de valeurs inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions R 1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné R 1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels R 1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées Les 5 résultats de l'outcome 1 seront renforcés et consolidés dans le cadre de cet avenant
Période couverte par le rapport	Janvier 2018 au 22 mars 2023

2 Auto-évaluation de la performance

2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le PRADEL est resté un programme pertinent tout au long de ces 5 années d'exécution. En effet, les problématiques d'insécurité alimentaire, de faiblesse de revenus et d'emplois, surtout des jeunes et des femmes se posent avec acuité dans un contexte d'explosion démographique et de sévérité des effets des changements climatiques. Le PRADEL, tel que conçu et mis en œuvre s'appuie sur l'énorme potentiel du sous-secteur de l'élevage, il aborde ces problématiques tout en s'inscrivant ainsi dans la stratégie I3N. Son cœur de métier qui est l'approche chaîne de valeur aborde la compétitivité des entreprises du secteur de l'élevage et la création de revenus et d'emplois décents, surtout pour les femmes et les jeunes de manière holistique (renforcement de capacités, financement, changement de comportement, mise en réseau, entrepreneuriat). Il reste donc pertinent tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre par rapport aux besoins du groupe cible. Aussi, dans son approche, le PRADEL reste fortement aligné sur les politiques nationales du Niger et la stratégie belge et dispose d'une logique d'intervention qui est bien appropriée. Des améliorations ont été apportées progressivement visant par exemple à recentrer le projet sur son cœur de métier avec un budget supplémentaire et une prolongation d'une année de la période de mise en œuvre (prenant ainsi en compte les recommandations de l'évaluation à mi-parcours).

2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Le programme a pu réaliser dans une large mesure ses objectifs, résultats et activités dans le temps. Les inquiétudes soulevées par l'évaluation à mi-parcours, notamment la durée de mise en œuvre et les ambitions, ont été abordées par le projet durant l'année 2021. Ainsi, un redimensionnement et une répartition du portefeuille des bénéficiaires pour les prestataires ont été opérés afin de rendre compatible avec les moyens humains disponibles. Le dispositif d'appui conseil porté par les prestataires de services recrutés (le consortium VSF-karkara et PFI) a été élargi aux services techniques de l'élevage afin d'assurer un encadrement /suivi des promoteurs avec des ratios d'appui par conseiller acceptables (Chaque conseiller ou agent des STDEL accompagne en moyenne une vingtaine de promoteurs). Sur la base de l'évaluation finale, de façon générale, l'ensemble des résultats attendus ont été atteints abstraction faite de certains problèmes affectants les infrastructures hydrauliques (bonne réduction des conflits agriculteurs-éleveurs, amélioration conséquente du pilotage et suivi & évaluation du secteur, concertation des acteurs, accroissement des productions, de la transformation, de la commercialisation des produits animaux ainsi que des marges nettes des acteurs appuyés etc.). L'intervention a démontré une capacité d'anticipation et d'adaptation de ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. C'est le cas par exemple, de l'approche conseil par groupe restreint ou des travaux HIMO par groupe restreint qui ont permis la poursuite de l'exécution des marchés publics pendant la période de la COVID19. C'est aussi le cas du recrutement anticipé des IMF et la mise en place de garantie partielle (initialement non prévue) qui a permis de faire des avancées importantes pour la région de Tahoua tout comme le cas de l'approche Termes de référence pour la mise en œuvre de certaines activités en lieu et place d'une procédure subsidiaire trop longue et procédurière.

2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La plupart des outputs sont réalisés et le taux d'exécution budgétaire est de 99,48%. Le PRADEL a mis en place un suivi des activités et une organisation globalement adaptée à sa mission. En conséquence, les outputs sont livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing. C'est le cas par exemple des cibles telles que le pourcentage des infrastructures qui sont bien gérées, le taux de croissance des marges nettes des transformateurs et commerçants, le pourcentage d'entreprises ayant progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome, etc.

2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Les perspectives de durabilité restent globalement bonnes. Par exemple, en matière d'aménagements pastoraux, des dispositions ont été mises en œuvre pour assurer l'adhésion des populations au processus de changement à travers l'ingénierie sociale mettant un accent particulier sur l'information/sensibilisation, la concertation entre tous les acteurs des aménagements pastoraux. Des accords sociaux ont été signés concernant les aménagements réalisés, et des dispositifs de gestion sont mis en place avec un volet important de contrôle de mise en valeur des aménagements par les commissions foncières qui d'ailleurs ont été renforcées pour jouer leurs rôles.

Sur le plan économique, le dispositif d'encadrement de proximité des promoteurs a prévu et mis en place une stratégie de sortie des prestataires privés pour se concentrer davantage sur des acteurs locaux d'accompagnement, notamment les services techniques déconcentrés de l'élevage. Ces services ont été renforcés (formations diverses, équipements en moto, outils d'accompagnement, etc.). Grâce à ce dispositif, les promoteurs arrivent à mettre en œuvre leurs activités, certains ayant réussi à renouveler leurs financements auprès des IMF.

Sur le plan politique, l'interaction avec les autorités ministérielles montre bien que le programme a bénéficié de l'appui intégral du politique et des institutions. Le comité de pilotage a bien fonctionné, la mobilisation des services techniques dans la mise en œuvre des activités a été effective, et la volonté politique s'est toujours manifestée lorsque des décisions importantes devaient être prises pour la bonne marche du Programme. Les bureaux des services techniques déconcentrés de l'Etat sont affectés aux agents du programme dans les régions/communes d'interventions.

En dépit de la bonne durabilité, il faut relever quelques atténuations/points d'attention. En effet, plusieurs activités financées demeurent à l'échelle de petites activités génératrices de revenus et restent vulnérables avec des risques d'arrêt. Aussi, même si certains projets pilotes ont montré leur rentabilité, d'autres n'ont pas donné les résultats escomptés. Par ailleurs, les changements de comportements prennent du temps dans un environnement encore largement dominé par une gestion traditionnelle des exploitations agricoles. Aussi, la gestion durable des infrastructures par les collectivités territoriales reste également un défi dont la réussite dépend encore beaucoup du leadership des responsables communaux. Enfin, concernant l'objectif spécifique 4 le défi majeur concerne la poursuite du financement sur le budget national des activités même si de bons résultats sont obtenus avec l'appui du programme (ex : gouvernance participative qui dépend de financements externes pour le moment même si leur mise à l'échelle est envisagée par l'état). Dans

le cadre du portefeuille 2022-2026, l'intervention en agropastoralisme prévoit déjà des actions de consolidation de ces acquis, renforçant ainsi les réelles chances de durabilité de ces résultats.

2.5 Conclusions

Après cinq ans de mise en œuvre, le PRADEL a atteint la majorité de ses résultats.

Le développement de chaînes de valeur des productions animales est une réalité. Grâce au dynamisme du FISAN et l'apport des conventions de subside en garantie des créances et le renforcement des capacités des quatre IMF partenaires, plusieurs promoteurs ont eu accès au financement à coût partagé. Au total 429 dossiers de projets d'entreprises ont été financés impliquant 4321 bénéficiaires directs dont plus de 2 806 femmes à l'échelle des 2 régions (Dosso et Tahoua).

Le développement des chaînes de valeur se manifeste à travers **l'accroissement des quantités produites, transformées et commercialisées des produits**. Ainsi, les quantités de viande, de lait et d'œufs produites entre 2018 et 2022 ont été respectivement multipliées par 1,8 ; 2,5 et 1.7. La quantité de lait transformée connaît un léger accroissement a été multipliée par 2,8 % par rapport à 2018 tandis que la quantité de viande transformée connaît un repli de 1,6% par rapport à 2018.

Les acteurs des chaînes de valeur animales connaissent également **une amélioration de leurs marges bénéficiaires** (41% pour les producteurs, 29% pour les transformateurs et 13% pour les commerçants).

Par ailleurs, le nombre d'emplois créés ou consolidés a été estimé à 2385 .

Des changements dans les pratiques d'élevage chez certains promoteurs (amélioration de la santé, de l'alimentation, de l'hygiène, mise en place de cahiers de gestion dans certains cas, etc.) mais également l'adoption de mesures de bonnes pratiques d'hygiène dans les activités de transformation sont constatées. Par ailleurs, l'amélioration de l'accès à la santé animale contribue également aux résultats ci-dessus avec **désormais neuf (9) services vétérinaires privés de proximité (SVPP)** qui sont fonctionnels avec l'appui du Programme et qui offrent des services pour lesquels le taux de satisfaction des usagers a été estimé à 96%.

- Les résultats atteints dans le deuxième pilier du programme sont également visibles. **L'accès durable et apaisé aux ressources pastorales s'est accru considérablement avec une baisse des conflits agriculteurs-éleveurs dans la zone d'intervention qui passe de - 6% en 2019 à -20% en 2020 et à - 70% en fin 2021**. Le retour de la biomasse et de la biodiversité sur les sites récupérés/restaurés est une réalité. Les contributions du programme sont diverses et viennent des activités d'ingénierie sociale, de sensibilisation sur le code pastoral et la prévention des conflits, de la réalisation de 440 km de couloirs de passage, de 20 km d'aires de pâturage balisées, de la restauration de 1 836 ha d'aires de pâturage, etc. On note des changements positifs avec le recours de plus en plus fréquent aux cadres légaux pour le règlement des conflits, une meilleure prise de conscience sur la gestion concertée des ressources pastorales. Toutefois, il faut noter que quelques cas de remise en cause des accords sociaux de gestion pérenne des aménagements, des cas de pannes d'ouvrages non réparés à temps rappellent ainsi la nécessité de renforcement de la fonctionnalité durable des structures locales de gestion et/ou de veille ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'autorité de l'Etat.
- **En matière de résilience**, l'action du programme a permis de renforcer davantage les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) en matière de prise en compte de la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs. **L'ensemble des collectivités partenaires sont dotées désormais de plans de contingence multirisques qui ont fait l'objet de**

vulgarisation en 2021. Ces collectivités connaissent ainsi les principales catastrophes et menaces auxquelles elles peuvent faire face et quelles sont les actions à prendre par les différents acteurs. La valorisation de ces plans de contingence est effective dans certaines communes dans la mesure où certains PTF s’y réfèrent pour leurs interventions.

- **Quant au 4ème axe du programme, l’on note une amélioration de la gouvernance du secteur élevage.**

Le Ministère dispose de référentiels avec des visions claires sur quinze ans assortis de plans d’action en matière de développement des filières lait et aviculture. Les études stratégiques (Diagnostic et Appui institutionnel aux organisations professionnelles d’élevage- OPELs, 2 plans nationaux de développement des filières Lait et Aviculture) réalisés en 2020, ont été vulgarisées en 2021 et connaissent un début de mise en œuvre de leurs plans d’actions.

Les différents documents de **programmation et de rapportage dans le cadre du budget programme sont élaborés dans les délais**, la digitalisation du système de suivi & évaluation a été opérationnalisée (même si le système nécessite encore d’être renforcé), les rapports des statistiques sectorielles bénéficient de plus d’harmonisation entre les intervenants de la chaîne, **la communication du Ministère est plus active** avec l’édition du Journal Makkiyayi et le fonctionnement du site web, etc. Au niveau régional, la dynamique de **concertation des acteurs a été effective et le partage d’informations** dans les deux régions du programme a été renforcé. Par ailleurs, au niveau des directions régionales et départementales, **le management participatif se poursuit et** permet aux différents services d’échanger beaucoup d’informations du terrain, de collecter régulièrement les données servant à l’établissement de rapports, etc.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Yacouba JIBIR	Kader NIAONE

3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général et institutionnel de mise en œuvre du PRADEL a été marqué en par les faits majeurs suivants :

- **Contexte général**

Au plan sanitaire : La pandémie de coronavirus et les mesures prises pour sa gestion par le Gouvernement et les différents partenaires ont affecté le secteur de l'élevage (accentuation de la réduction de la mobilité pastorale, perturbation des marchés à bétail, augmentation des risques de conflits agriculteurs-éleveurs dans les bassins de concentration, baisse des prix des animaux et des revenus des éleveurs dans certains cas, etc.).

Au plan sécuritaire, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la situation sécuritaire s'est dégradée dans certaines parties de la zone d'intervention. Au Nord et à l'Ouest de Tahoua la situation est demeurée précaire avec l'état d'urgence déclarée depuis 2019 et maintenu jusqu'à nos jours dans les départements de Tillia et Tassara et Bagaroua. Certaines zones à risques sont apparues (Allela, Bangui). A Dosso la sécurité est restée dégradée dans le nord Loga et Dogondoutchi (communes de Soucoutane, Dogonkiria, Dankassri, Falwel, et dans l'aire de Yani). Par ailleurs, les attaques terroristes du mois d'août 2020 de Kouré dans la région de Tillabéry à laquelle la Région de Dosso est frontalière ont modifié la carte sécuritaire de cette dernière.

Au plan social et économique : La mobilité des pasteurs et de leur cheptel a été contrariée en fin d'année 2018 par la fermeture de la transhumance transfrontalière au Bénin, cela malgré l'intense activité de plaidoyer ainsi que le dispositif réglementaire sous-régional. Aussi, la mauvaise répartition des pluies (en 2017 et 2021) a entraîné une mauvaise campagne agropastorale avec, pour le cas de 2021, un déficit céréalier de 39% par rapport aux besoins des populations et un déficit fourrager estimé à 46% des besoins. Pour 2017, le PRADEL a été contraint d'apporter une contribution à la campagne de vaccination dans la région de Dosso dans le cadre de la gestion des risques liés à cette crise pastorale. Par ailleurs, il a été noté une exacerbation des conflits agriculteurs-éleveurs au Nigéria avec des vellétés d'extension au Niger. Cela a conduit le PRADEL à s'engager dans le processus d'élaboration du schéma d'aménagement foncier pour la région de Tahoua (celui de Dosso étant déjà élaboré). Enfin, il faut noter les fermetures d'écoles et le déplacement des personnes internes du fait de l'insécurité dans certaines zones qui ont marqué l'année 2021 en plus des cas isolés d'inondations, notamment dans la région de Tahoua.

Au plan politique : L'organisation des élections présidentielles, législatives et locales a constitué un moment important de l'année 2020 et début 2021 avec parfois quelques incidences sur la disponibilité des acteurs locaux. L'installation de nouvelles autorités au niveau communal, départemental et régional a retardé la mise en œuvre ou la poursuite de certaines activités ou leur bonne appropriation.

Aux niveaux institutionnel et organisationnel : En 2021, il y a eu un nouveau Gouvernement suite aux élections présidentielle et législatives. L'installation d'un nouveau gouvernement a conduit à la réorganisation du MAG/EL en deux (2) ministères distincts, à savoir le Ministère de l'Élevage (MEL) et le Ministère de l'Agriculture (MA).

Le Gouvernement a pris des arrêtés précisant les cahiers de charge dans le cadre des transferts de compétences aux collectivités territoriales dans les domaines de l'environnement, l'éducation, la santé et l'hydraulique. A cet effet, l'hydraulique pastorale relève désormais de la compétence des régions collectivité territoriale. De ce fait, les collectivités se positionnent désormais comme un acteur majeur dans la mise en œuvre des Programmes.

Le Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN), est entré dans une phase d'opérationnalisation pratiquement au même moment que le programme. La mise en œuvre du financement agricole a été confronté aux faiblesses d'une structure partenaire naissante même si les choses ont évolué positivement par la suite.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

En matière de marchés publics : Tous les marchés publics ont été passés et ont connu un bon niveau d'exécution. Des rares marchés ont été décalés dans leur exécution (notamment du fait de la covid 19, des insuffisances propres des entreprises adjudicataires). Le renforcement de l'équipe de marchés publics de la Représentation d'Enabel au Niger, la bonne coordination avec et la promptitude du siège d'Enabel, le renforcement des capacités des agents en marchés publics ont permis une réduction sensible des délais de conclusion des marchés publics.

La loi de finances année 2020 a remis en cause certaines dispositions de la convention spécifique du projet imposant la non exonération des marchés publics des droits de douane et taxes. Cela a entraîné par ailleurs une diminution des capacités budgétaires pour les activités. Par ailleurs, l'introduction de la facture informatisée a freiné le paiement des fournisseurs, mais la situation s'est vite stabilisée avec la prompte mise en conformité des fournisseurs.

En matière de convention de subside : Le PRADEL a conclu, mis en oeuvre et suivi plusieurs conventions de subsides avec différents partenaires: (i) une convention avec le Fonds d'Investissement pour la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) pour le financement des promoteurs cibles du PRADEL ; ii) une convention avec l'Agence Nationale pour le Financement des Investissements des Collectivités Territoriales (ANFICT) pour le financement d'infrastructures communales dans le domaine de l'élevage, (iii) une convention de subside avec Vétérinaires Sans Frontières (VSF-Belgique) pour la promotion des SVPP; (iv) trois conventions avec les institutions de microfinance Yarda Tarka Maggia, Capital Finance; Assussu Raya Karkara (ARK) et Hinfani pour une garantie des créances irrécouvrables et le renforcement de ses capacités à offrir des services financiers de qualité aux promoteurs cibles du PRADEL.

Une convention de subside avec le MAGEL a été initiée dans le cadre du transfert des activités des objectifs spécifiques 3 et 4 à ce ministère comme recommandé par l'évaluation à mi-parcours. Elle a été finalement abandonnée du fait des difficultés du MAGEL à obtenir l'autorisation d'ouverture de compte bancaire.

Les subsides avec le FISAN et ANFICT confirment encore l'alignement de la Belgique sur les politiques et outils nationaux.

Termes de référence d'activités : La plupart des activités ont été mises en œuvre grâce à une collaboration, à travers des termes de référence, avec les services techniques de l'Etat et certaines structures (MEL, STDEL, génie rural, environnement, RECA, OPEL, etc.). La révision du taux des perdiems intervenue au mois d'avril 2020 a permis une meilleure participation des partenaires dans la mise en œuvre des activités du programme.

Modalités opérationnelles

Le PRADEL a été mis en œuvre selon la modalité de cogestion entre Enabel au Niger et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAGEL). Cette modalité de gestion est appropriée et l'on connaît un bon niveau de leadership et d'appropriation du Niger dans la mise en œuvre du Programme.

Un comité de pilotage ouvert qui a pleinement joué son rôle

Un comité de pilotage (CoPil) présidé par le secrétaire général du Ministère de l'élevage et intégrant plusieurs structures publiques, les autorités régionales et les représentants des éleveurs a été mis en place. Les sessions du COPIL ont été bien tenues et les décisions prises ont été mises en œuvre.

Un alignement sur les politiques et stratégies pays : le projet s'est aligné sur les mécanismes, politiques et stratégies nationaux. Le financement agricole a été aligné sur le mécanisme FISAN, plusieurs marchés publics ont été exécutés selon la réglementation nationale, les guides sur l'ingénierie a été appliqué. Pour renforcer cette démarche d'alignement et de cogestion, les bureaux du programme au niveau central et déconcentrés ont été logés au sein des services du ministère de l'élevage, le Responsable National du programme est un fonctionnaire mis à disposition qui a cogéré le programme avec l'intervention manager recruté par Enabel

Une responsabilisation des acteurs : Partenariats avec les services publics, les OPELs

Les services techniques de l'Etat et les OPEL ont été responsabilisés dans la mise en oeuvre des activités à travers des termes de référence conjoints élaborés par ces acteurs, la conduite des activités par lesdits acteurs, le programme se positionnant comme financier et facilitateur.

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Les adaptations stratégiques apportées dans la mise en œuvre du programme sont limitées, il s'est plutôt produit des adaptations opérationnelles :

Au niveau du financement agricole : Mise en place des conventions de garantie

Initialement, le programme devait signer une convention avec la BAGRI pour le financement agricole. Finalement contenu des éléments d'analyse qui faisaient ressortir une probable cession de la banque, le programme a dû recourir au FISAN qui pourtant était une structure en démarrage. Ce changement opérationnel a eu pour conséquence le retard dans l'opérationnalisation du volet financement.

Par ailleurs, au regard des réticences des institutions financières à financer la cible majoritairement embryonnaire du programme, 4 conventions de garanties de créances irrécouvrables ont été signées pour encourager les IMF à s'engager auprès de la cible.

Recours aux services techniques déconcentrés de l'Etat pour le conseil agricole de base

Le portefeuille de promoteur s'est avéré assez large et éparpillés pour être bien encadrés par les 2 prestataires d'appui conseil. Le portefeuille a été redimensionné et une partie confiée aux services techniques déconcentrés de l'Etat. Aussi, cela rentrait dans une stratégie de sortie des prestataires [en ce qu'il permettait d'assurer la pérennité et la proximité de l'appui conseil après le départ des opérateurs de conseil.](#)

Renforcement de la mise en place de projets pilotes modèles (PPM), dont la laiterie de Gaya :

Compte tenu de l'insuffisance de modèles, 25 projets pilotes ont été réalisés afin de permettre de tester des modèles techniques et économiques innovants (pour le Niger) et à servir comme exemple pour susciter l'intérêt d'autres acteurs/jeunes pour se lancer dans ce type d'activité plus professionnelle. La laiterie de Gaya, a pris un volume finalement prépondérant compte tenu de l'importance du volume d'investissement, du caractère stratégique de la laiterie pour faire de Gaya un pôle agro-industriel conformément à la politique du Gouvernement.

Redimensionnement de certaines activités de l'OS2 et l'OS3

- L'objectif d'élaborer ou de capitaliser et diffuser des modèles d'actions de résilience en élevage n'a pas été pertinent au regard déjà de la multiplicité des acteurs et des initiatives déjà en cours dans ce domaine ; le programme a dû limiter son intervention dans ce domaine.
- L'élaboration d'outils TICs favorisant l'accès aux informations sur les ressources pastorales s'est heurtée au foisonnement des initiatives déjà en cours dans ce domaine et au risque de faible pérennisation de nouvelles initiatives. Le programme a préféré ainsi soutenir les initiatives en cours et leur appropriation par le Ministère (SIM Bétail 2^{ème} génération, E-extension du RECA, etc.).

Modifications d'indicateurs :

Un nouvel relatif au « **Nombres d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux** » a été ajouté au niveau du RESULTAT 2.1 afin de valoriser l'importante contribution de l'approche HIMO en matière de générations de revenus pour les populations.

Aussi, certains indicateurs ont été revus comme suit :

Indicateur initial	Indicateurs actuels
Taux de croissance dans la production de la viande, des œufs et du lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL dans les régions de Dosso et Tahoua	Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)
	Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)
	Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)
Taux d'accroissement des produits transformés des unités de transformation encadrées par le PRADEL	Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL
	Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL
Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs et transformateurs, familiaux financés par PRADEL	Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL
	Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL
	Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL

4 Résultats réalisés¹

4.1 Performance de l'outcome 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes



4.1.1 Indicateurs atteints

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
I.1.1. Production de la viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	387 171	638 831,86	705 406,76	Taux de réalisation de la cible : 110%
I.1.2. Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (litre)	401 348	662 223,75	991 500	Taux de réalisation de la cible : 150%
I.1.3. Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)	626 223	1 033 267,29	1 057 715	Taux de réalisation de la cible : 102%
I.1.4. Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (Kg)	1 202 022	1 983 335,8	1 883 237,60	Taux de réalisation de la cible : 95%
I.1.5. Quantité de Lait transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre)	153 865	253 877,3	426 172,19	Taux de réalisation de la cible : 168%
I.1.6. Taux d'accroissement de la Marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	4%	7,4%	41%	Taux de réalisation de la cible 554%
I.1.7. Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	37%	62%	29%	Taux de réalisation de la cible 47%
i.1.8. Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL	39%	64%	13%	Taux de réalisation de la cible 20 %
I.1.9. Nombre d'emploi, équivalent-emploi créés et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL	0	2.634	2 385 ²	Taux de réalisation de la cible 90%

4.1.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome

Après cinq ans de mise en œuvre, le PRADEL a atteint dans une large mesure son objectif en matière de développement de chaînes de valeur animales (OS1) comme le montre le tableau ci-dessus.

L'analyse du tableau ci-dessus montre une nette amélioration de la performance des exploitations familiales d'élevage, des entreprises et sociétés coopératives d'élevage appuyées par le PRADEL.

¹ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

² Emplois promoteurs : 2058 ; emplois SVPP (9 vétérinaires + 10 techniciens + 270 AE fonctionnels : 289) ; Infrastructures communales : 3 ; stations pompage pastorale : 35
Rapport final intervention

Dans le domaine **de la production** par exemple, entre 2017 et 2022, les quantités de viande produites ont été multipliées par 1,8 ; celles du lait par 2,5 et celles des œufs par 1,7.

La transformation des produits s'est également accrue : les quantités de viande transformée ont été multipliées par 1,6 et celles du lait par 2,8.

Les appuis apportés par le programme ont également permis d'améliorer les revenus des acteurs tel que le montre l'augmentation **de la marge nette bénéficiaire même si les cibles des transformateurs et commerçants n'ont pas été atteintes** (taux d'accroissement de la marge nette de 41%, 29% et de 13% respectivement pour les producteurs, les transformateurs et les commerçants). Cette marge nette est passée de : (i) 369 391 FCFA en 2017 à 522 508 FCFA pour les producteurs ; (ii) 4 458 558 FCFA en 2017 à 5 748 308 FCFA en 2022 pour les transformateurs ; (iii) 4 390 930 FCFA en 2017 à 4 956 546 FCFA en 2022 pour les commerçants.

Le programme a également réalisé de **bonnes performances en matière d'emplois** avec au final 2 385 emplois qui ont été créés et/ou consolidés par les promoteurs au niveau des six bassins enquêtés de Dosso et de Tahoua durant les 5 ans de mise en œuvre des activités. Dans cette dynamique, la création d'emplois et l'insertion professionnelle des jeunes/femmes est une réalité : par exemple, la restructuration de la mini-laiterie de Douthi a permis de créer 5 emplois au profit de jeunes filles, l'élargissement du nombre de collecteurs de 1 à 6 (en synergie avec le PROMEL dont l'appui a permis d'augmenter le nombre de points de vente et d'améliorer la collecte).

L'atteinte de l'outcome 1 a été possible du fait de résultats intermédiaires importants qui traduisent la pertinence de la théorie de changement du programme.

- Une démarche innovante de développement des chaînes de valeur est en train de prendre forme au Niger. Six stratégies spécifiques de chaînes de valeur ont été élaborées et regroupées dans une approche cluster appelée GEIC-Groupement d'entreprises intégrées et collaboratives.
- Les conditions et les services pour la production animale ont été fortement améliorées. En matière d'alimentation, 1 133,16 tonnes de matières sèches produites grâce à la promotion de la RNA, la protection des pâturages à travers les bandes pare-feu, la promotion de cultures fourragères. Dans le domaine de la santé animale, 9 services vétérinaires privés de proximité avec la collaboration de VSF ont permis d'améliorer l'accès à des services de santé de proximité avec une satisfaction importante des usagers qui est passée de 70% à 96%. La mortalité des bovins a été réduite de 7% à 3%.
- Grâce à l'appui conseil sur divers thèmes apportés aux promoteurs, on note de plus en plus un professionnalisme et des changements dans les pratiques d'élevage chez certains promoteurs : le travail est mieux structuré (des outils mis en place pour l'approvisionnement, la production, la gestion, etc.). En matière d'aviciculture et d'embouche, on note le recours aux services de santé et l'adoption d'équipements adaptés/améliorés et l'aliment amélioré (des mini laiteries qui externalisent des prestations sont également des comportements visibles). Dans le domaine de la transformation, l'on note une amélioration sensible de l'hygiène dans le processus de transformation et des conditions d'emballage des produits laitiers et du Kilichi (C'est le cas des mini laiteries Tchupal, Adaltchi ou Nonon Sahel qui appliquent les bonnes pratiques d'hygiène (BPH), etc.). Les liens d'affaires ont également été agrandis (par exemple, des promoteurs développent des contrats avec des compagnies de transport pour la livraison des commandes, etc.)
- L'appui au mécanisme à coût partagé du FISAN a permis d'améliorer considérablement l'accès au financement et une certaine fidélisation entre les institutions de microfinance (IMF) et promoteurs s'installe : 429 dossiers de projets d'entreprises ont été financés impliquant 4321 bénéficiaires directs dont plus de 2 806 femmes. On note un bon taux de remboursement des crédits (plus de 96%) et des renouvellements de crédits par les promoteurs (59 promoteurs ont pu renouveler leurs crédits).
- L'accès à des services publics de qualité est accru grâce à 20 investissements publics sous maîtrise d'ouvrage communale avec l'appui de l'ANFICT (marchés à bétail, aire d'abattage, marché volaille, etc.). L'on note la mise en place et la responsabilisation des acteurs dans la gestion de ces infrastructures. La gestion durable de ces infrastructures reste cependant une problématique dans le contexte de la faible gestion communale.

- L'amélioration de la situation socio-économique de la femme est également perceptible dans certains cas (l'exemple d'une promotrice de ferme d'élevage de poules pondeuses à Tounfafi générant un bénéfice net journalier de 50 000 FCFA).

4.2 Performance de l'output 1 : Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies



4.2.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	0	6	6	<ul style="list-style-type: none"> • Trois études sur les chaînes de valeur animale dans la zone d'intervention au démarrage du projet en 2018 (filères bétail/viande, filière aviculture, filière lait). Ces études ont permis de dégager des stratégies de chaînes de valeurs animales autour des chaînes de valeur suivantes : filière bétails sur pieds de Dosso et Tahoua ; filière viande rouge de Dosso et Tahoua ; filière Kilichi du Niger de Tahoua ; filière Lait de Tahoua et Dosso ; filière avicole de Tahoua Dosso. • Les stratégies opérationnelles sus-évoquées ont été fusionnées pour produire un document de stratégie d'Appui à l'Entreprenariat pour le développement des chaînes de valeur Bétail-Viande, Lait et Aviculture dans les régions de Tahoua et Dosso (DSAE) • Après deux ans de mise en œuvre de ces stratégies opérationnelles, et afin de mieux prendre en compte le genre, le programme a jugé utile d'élaborer une 6e stratégie spécialement dédiée à la promotion de l'entreprenariat des femmes dans les chaînes de valeur animales

4.2.2 Analyse de la réalisation de l'output

Le tableau ci-dessus montre que le résultat atteint en matière de réalisation de stratégies de chaînes de valeur. La stratégie synthèse qui est la stratégie de développement des chaînes de valeur a permis de définir une approche de promotion des chaînes de valeur qui peut être qualifiée d'innovante pour le contexte du Niger et articulée autour des éléments clés suivants :

- Six (06) bassins d'intervention identifiés et retenus comme fondements de l'intervention du PRADEL ;
- Une approche d'intervention basée sur la mise en place d'un réseau d'acteurs intégrés au niveau des bassins de production (appelée approche GEIC) adoptée ;
- Un dispositif d'appui conseil pour la compétitivité desdites chaînes de valeur a été défini ;
- Un mécanisme financement des acteurs adopté ;
- Des infrastructures structurantes identifiées en lien avec les chaînes de valeurs promues dans les bassins ;
- Des projets collaboratifs identifiés et mis en œuvre.

Le Ministère a été au cœur de la définition de la stratégie. Son engagement et le renforcement des capacités dont a bénéficié sur l'approche chaîne de valeur (formation, voyages d'études au Maroc) ont fortement facilité la bonne conduite et l'appropriation de ces études. Toutefois, l'approche GEIC, bien qu'appréciée par le Ministère, reste confrontée au défi de son institutionnalisation.

4.3 Performance de l'output 2 : Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées



4.3.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Quantité de matières sèches produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL (TMS)	0	1 000	1 133,16	Il s'agit de la paille ramassée sur les ouvertures des bandes pare feux et de la paille produite sur les sites de production fourragères
Nombre de services vétérinaires privés de proximité (SVPP) installés et fonctionnels dans la zone d'intervention du PRADEL	0	9	9	9 services vétérinaires privés, 10 techniciens, 321 auxiliaires dont 270 fonctionnels ont bénéficiés de formations, d'équipements, d'appui conseil, etc.

4.3.2 Analyse de la réalisation de l'output

Le niveau d'atteinte du résultat est bon et les conditions et les services pour la production animale ont été améliorées. Ainsi, en matière d'alimentation, la quantité de matières sèches produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL (TMS) a atteint 1 133, 16 tonnes de matières sèches contre une cible de 1000 tonnes ; soit un taux de réalisation de 113%. En santé animale, l'accès à des services de qualité a été amélioré avec 9 services vétérinaires privés de proximité (SVPP) qui ont été installés et/ou rendus fonctionnels dans la zone d'intervention du Programme. Ces SVPP permettent ainsi aux populations d'avoir un suivi sanitaire et des soins de qualité avec 96% de taux de satisfaction des usagers.

Les produits intermédiaires suivants ont contribué à l'atteinte de ces résultats :

En matière de promotion des actions pour l'amélioration de la disponibilité des aliments bétail, des progrès notables ont été enregistrés. Ainsi :

- 1 255 km de bandes pare-feux réalisées et 88 ha de terre emblavés en cultures fourragères ont permis de produire et de ramasser 1133,164 TMS dans les 2 régions. On note l'adoption de la pratique de cultures fourragères, notamment à Bangui, Konni et Dogueraoua

- Les techniques de régénération naturelle assistée (RNA) ont été promues et ont permis d'enregistrer 883 paysans l'ayant adoptée pour une superficie 2 938, 72 ha traités en 2019.

NB : Un test pilot de lutte contre le sida cordifolia dans l'aire de pâturage de Angoual Douchi dans la commune rurale de Doumega a été réalisé mais n'a pas donné de résultat satisfaisant.

En matière de renforcement du dispositif privé et public de santé animale

- 9 services vétérinaires privés de proximité (SVPP) renforcés ou mis en place dans le cadre d'une convention de subside avec VSF-Belgique (stocks de médicaments, formation, dotation en équipements, introduction des animatrices villageoises en aviculture et petits ruminants etc.). Dans ce cadre, 96% des utilisateurs sont satisfaits des services des SVPP, et le taux de mortalité a été amélioré chez les bovins (réduction de 7% à 3%).
- Le Laboratoire Central de l'Elevage (LABOCEL) a été doté de matériels labo.
- Le suivi de la sécurité sanitaire des denrées d'origine animale a été renforcé : (i) 73 personnes sensibilisées et formées : sur les textes réglementaires de l'élevage (20 personnes), l'hygiène et le contrôle de la viande (28 personnes), la surveillance des maladies transfrontalières, la lutte contre les zoonoses et l'inspection des denrées alimentaires (25 personnes). (ii) Trois (3) postes des services officiels de contrôle (SOC) sont ouverts et opérationnels dans le département de Gaya à savoir le poste de Gaya-Mallanville, Toungandjado et Dolé et 85 participants (préfets, chefs coutumiers, maires, Forces de défense et de sécurité, STD) ont été sensibilisés sur les textes réglementaires régissant le service officiel de contrôle (SOC) ;
- Le suivi sanitaire du cheptel des promoteurs de projets d'élevage a été renforcé : Deux (2) missions de surveillance épidémiologique ont été réalisées avec l'appui du programme (par le LABOCEL/Tahoua sur la ferme avicole de Badaguichiri; l'autre par le LABOCEL/Niamey relative à l'investigation de l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (Grippe Aviaire) dans la région de Dosso (Gaya, Birni, Douchi et Dosso). Une campagne de vaccination du cheptel aviaire des promoteurs du programme et un appui à la campagne de vaccination 2018 a été opéré dans la région de Dosso (3 305 têtes de bovins ont été vaccinés contre la PPCB notamment dans les départements de Boboye, de Dioundou, et de Gaya ; 997 357 têtes de petits ruminants vaccinés contre la PPR ; 4 078 camélins vaccinés contre la pasteurellose).
- Une campagne exceptionnelle de protection du cheptel aviaire des promoteurs du programme a été menée avec l'appui de la DGSV avec 100 000 sujets vaccinés et 28 500 sujets déparasités.

Plusieurs facteurs ayant favorisé l'atteinte de l'output :

- Les expériences antérieures d'Enabel accumulées à travers notamment le projet PAAPSSP en matière de protection des pâturages, l'expertise confirmée de VSF-B en matière de promotion de SVPP et la forte implication des services techniques déconcentrés de l'Etat ont joué favorablement dans l'atteinte du résultat.
- La disponibilité de la main d'œuvre locale expérimentée pour les travaux HIMO du fait des interventions antérieures a également été un facteur décisif.
- Les connaissances et pratiques endogènes en matière de cultures fourragères ont facilité la promotion du poids d'angol

- La forte présence du bétail (du fait des mesures de restriction de la mobilité pastorale liées au covid 19, banditisme, insécurité, fermeture de la frontière avec le Nigéria, etc.) qui accroît la demande en cultures fourragères

Toutefois, plusieurs difficultés rencontrées sont à relever. Ainsi, on relève le faible engouement des femmes pour intégrer le réseau des animatrices villageoises en aviculture et élevage des petits ruminants. Aussi, la faible mobilisation de la contribution des vétérinaires privés à la construction des cliniques vétérinaires a retardé ladite activité. L'insécurité et la covid 19 ont fortement entravé l'activité (inaccessibilité de certaines zones, avec des retards dans l'exécution des marchés de matériels de laboratoire, etc.). L'importation non contrôlée des produits avicoles fait que malgré les dispositions prises, des cas de grippe aviaire ont été enregistrés régulièrement avec des conséquences désastreuses pour certains acteurs. Enfin, les inondations de 2020 ont détruit de nombreux sites de cultures fourragères.

4.4 Performance de l'output 3 : L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné



4.4.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'acteurs (groupements ou individu, etc.) qui ont été accompagnés	0	1430	1427	
Pourcentages des entreprises appuyés qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	0	30%	15%	

4.4.2 Analyse de la réalisation de l'output

Le programme a fortement promu/accompagné l'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes (1 427 acteurs ont été accompagnés). Mais l'objectif de faire évoluer les promoteurs du stade embryonnaire n'a été atteint qu'à moitié (15% contre une prévision de 30%). Cela provient du fait que 86% des promoteurs sont du maillon production et sont des exploitations familiales ou individuelles gérées par des acteurs dont la capacité et le profil entrepreneurial est très faible. En outre, l'analphabétisme rend difficile la tenue correcte et régulière d'outils de gestion des exploitations.

Malgré ces difficultés, il convient de noter les résultats intermédiaires suivants :

- ***En matière de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l'entrepreneuriat dans les deux régions, on note :***

- **Les capacités des acteurs institutionnels en approche chaînes de valeur renforcées :** (i) Trente (30) cadres du Ministère et du PRADEL ont été formés sur l'approche chaîne de valeur. (ii) Un voyage d'étude au Maroc sur les chaînes de valeur prioritaires du PRADEL a été organisé au profit de sept (7) cadres du Ministère et du PRADEL. Ces formations et voyages ont permis au ministère de bien conduire les études chaînes de valeur et la définition des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur cibles du programme.

- **Un portefeuille de bénéficiaires mis en place :**
 - Un appel à projet a été lancé dans les 36 communes d'intervention du projet. Plus de 4000 dossiers de candidatures enregistrés. Le traitement et l'analyse de ces dossiers par les Comités Techniques d'Analyse Régionaux ont permis de retenir **1 427 promoteurs** dans le portefeuille.
 - Dans la dynamique de promotion de l'entrepreneuriat des femmes, un portefeuille de 40 femmes entrepreneures a été sélectionné pour un trajet spécifique d'accompagnement à l'entrepreneuriat (éveil entrepreneuriat, formation GERME, leadership, etc.).

- **Un dispositif d'appui conseil des acteurs des chaînes de valeur d'élevage a été mis en place** avec : (i) le recrutement et la contractualisation de deux prestataires privés de services d'appui conseil de proximité (Consortium VSF-B/KARKARA, le cabinet d'étude Partners For Innovation (PFI), (ii) le recrutement d'un prestataire privé spécifique (2M Invest) pour les projets pilotes modèles (PPM) sur les questions d'entrepreneuriat, marketing, etc. (iii) la signature de protocole de collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'élevage. (iv) Les 2 prestataires privés et les services techniques ont bénéficié de formation et de coaching en matière d'entrepreneuriat (2Minvest). (v) 16 référentiels technico-économiques (RTE) ont été élaborés, reproduits et diffusés largement auprès des prestataires, des promoteurs et autres partenaires ainsi que sur la plateforme du RECA.

- 1 427 promoteurs (dont 719 femmes et groupements féminins) ont bénéficié d'un appui conseil de proximité tant sur le plan zootechnique que sur le plan entrepreneurial depuis 2019 ;
 - Formations (alimentation, santé animale, hygiène de l'habitat, etc.)
 - Montage dossiers de financement
 - Mise en relation avec les IMF
 - Appui à la réalisation des investissements/activités des projets financés
 - Suivi/conseil de l'exploitation des investissements (mise en place d'outils de gestion, de production animale, etc.)
 - La structuration des groupements/coopératives
 - Diversions formations/appui conseil sur l'éveil entrepreneurial et métier/compétences du collecteur de lait ; les techniques d'embouche ; l'éducation financière ; l'utilisation de couveuses artificielles et maîtrise de la phase de démarrage de la production de volaille ; et le contrôle qualité du lait et l'utilisation du matériel de laboratoire, etc.

- Une étude de faisabilité de deux centres de formation professionnelles en entrepreneuriat en élevage (CFPEEL) dans le but de mettre en place un dispositif durable de renforcement des capacités des acteurs,

- Contribution régulière apportée depuis 2018 aux éditions du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et de l'Elevage – SAHEL.

- **Dans le domaine de la recherche, de l'analyse et de la promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur répliation :**
 - Une étude d'élaboration de dix (10) modèles d'entreprises viables, compétitives et reproductibles dans les 02 régions a été réalisée. Suite à la revue à mi-parcours, le portefeuille de **projets pilotes modèles** a été porté à 25 projets et accompagné (formation, financement, suivi/conseil, etc.).
 - 25 promoteurs pilotes (1^{ère} et 2^{ème} génération) ont bénéficié d'un appui conseil spécifique en entrepreneuriat, en hygiène et qualité, etc.
 - Un appui a été apporté au processus de l'Indication Géographique du Kilichi du Niger avec l'appui au dispositif organisationnel, le financement de l'expertise d'un consultant du Cameroun qui a partagé l'expérience IGP du Poivre du PENJA qui a permis de mieux cadrer le processus Kilichi du Niger.
 - **Laiterie de Gaya et 2 centres de collecte de Lait** (Nadwa/Bengou et Tanda) ont été réhabilitées et opérationnalisées :
 - Étude de faisabilité réalisée ;
 - Mise à niveau effectuée (travaux, équipements, contrôle)
 - Etude mode de gestion élaborée ;
 - Un processus de mise en concession ayant abouti au choix d'un concessionnaire expérimenté ;
 - Une mobilisation communautaire à travers les organisations d'éleveurs (AREN, FNENDADO, etc.) pour plus d'adhésion des populations au processus ;
 - 3 sociétés coopératives simplifiées (SCOOP-S) ont été mises en place pour l'organisation des producteurs et la préparation de la gestion des centres de collecte de lait et de la laiterie
 - 142 promoteurs dont 111 producteurs/ collecteurs sensibilisés sur l'organisation de la collecte du lait et 31 producteurs dans le cadre de l'accompagnement du concessionnaire de la laiterie de Gaya ;
 - 24 acteurs des Centres de Collecte de Lait de Bengou, Tanda et Gaya sont bénéficiaires d'un voyage d'études au Centre de Collecte de lait de Kollo.

- **Appui au processus de mise en place de FaireNiger et du lait local**

Une convention de subside a été élaborée et signée avec OXFAM en vue de la promotion du lait local dont la mise en œuvre a permis de :

 - Une analyse du cadre fiscal et de la protection et valorisation du Lait Local dans les politiques nationales réalisée ;
 - Une stratégie nationale de protection et valorisation du lait local développée ;
 - Une note de position pour le plaidoyer en faveur du lait local développée
 - Une campagne de plaidoyer « mon lait est local » conduite
 - Renforcement d'une plateforme électronique de commercialisation du lait local.

- La Fédération Nigérienne des Producteurs de Lait (FENIPROLAIT) désignée comme propriétaire de la marque FaireNiger ;
 - Un cahier des charges, une étude de faisabilité et un plan de développement et d'affaires de la marque FaireNiger rédigés et validés ;
 - Le schéma de gouvernance (inclus les mécanismes de suivi et de contrôle) de la marque et étude préparatoire élaboré et validé
 - Participation assurée au 2ième Congrès du lait équitable (Ouagadougou, Burkina Faso du 24 au 29.10.2022).
- **Promotion de l'insémination artificielle en vue d'accroître la productivité des races locales :**
 - 246 producteurs sensibilisés sur l'insémination artificielle dans les départements de Dogondouthi et Gaya (811 vaches enregistrées).
 - 221 vaches inséminées. L'opération d'insémination artificielle a bénéficié de la complémentarité avec P2RS qui a fourni les semences.
 - **Une recherche action sur le biodigesteur domestique** a été initiée en partenariat avec le ministère chargé de l'énergie : 10 biodigesteurs construits et utilisés et suivis.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin, quelques évolutions sont notées.
Ainsi :

- 15 femmes ont bénéficié d'un voyage de partage d'expérience au niveau de Nonon Sahel. Ce voyage a permis aux participantes de découvrir le modèle de structure de transformation de lait et produits laitiers et de faire le benchmark des techniques de transformations de nouveaux produits laitiers plus précisément les fromages (Tchoucou et wagassi), d'apprendre l'emballage , le circuit de commercialisation et le management.
- 8 femmes entrepreneures leaders ou modèles coachées à travers des missions d'élaboration des comptes de résultats au profit de plusieurs femmes et à l'issue de ces missions, 8 business plans ont été déposés en banque pour financement.
- 38 femmes entrepreneures sur 40 ont été formées en éducation financière.
- 40 femmes formées en GERME bénéficient d'un suivi et d'un coaching régulier sur le même thème. C'est ainsi que toutes les femmes coachées tiennent un journal de l'entrepreneur et ont leur compte d'exploitation de référence établis. Le suivi et le coaching en éducation financière est en cours de préparation suite à la formation fraîchement reçue.
- 3 femmes entrepreneures ont participé à la troisième édition du festival « Femmes & Climat » avec l'appui financier du PRADEL.

Les principales difficultés rencontrées sont :

- Le problème foncier ayant retardé l'exécution de la laiterie de Dogondoutchi et du centre de collecte de lait de Tanda;
- L'analphabétisme qui rend difficile la tenue correcte des documents de gestion au niveau des exploitations ;
- Les marchés publics qui ont également pris beaucoup de temps (relancé au moins deux fois, délai d'avis de non objection, etc.).
- Des zones d'insécurité sont également apparues et ont rendu difficile l'appui conseil du fait de la faible accessibilité aux promoteurs résidant dans ces zones ;
- La pandémie de la covid 19 qui a perturbé fortement les activités de renforcement de
- Certains promoteurs des PPM n'ont pas été à la hauteur et n'ont pas joué correctement leur rôle d'agrégateur.

4.5 Performance de l'output 4 : Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels



4.5.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	0	710	530	Taux de réalisation 75%. Toutefois le nombre de bénéficiaires directs individuels est de 4 321 bénéficiaires directs
Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	0	80%	75%	Taux de réalisation de 94% La fonctionnalité de 16 infrastructures structurantes (IS) a été évaluée sur les 20 réalisées.

4.5.2 Analyse de la réalisation de l'output

Le tableau révèle que la performance en matière « des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales est globalement bonne en dépit du fait que le nombre de promoteurs financés reste en deçà de l'objectif). En effet, 530 projets (dont 429 sous projets individuels et collectifs financés via FISAN, 59 dossiers financés par renouvellement de crédits par les IMF, 25 projets pilotes modèles, 10 projets collaboratifs (approvisionnement de boutique d'aliments bétail et 7 projets pilotes de petite taille testés pour en faire des modèles mais dont les résultats sont restés en deçà des attentes) ont été financés contre une cible de 710, soit un taux de réalisation de 75%. Toutefois, le nombre de bénéficiaires directs est important et s'élève à 4 321 bénéficiaires directs. Concernant les infrastructures structurantes financées, on relève que 75% sont bien gérées contre une cible de 80%. La bonne gestion est évaluée sur la base des critères suivants : la fonctionnalité de l'ouvrage, l'existence d'un mode de gestion, d'une convention de gestion, de structure de gestion fonctionnelle, d'outils de gestion appliqués, etc.

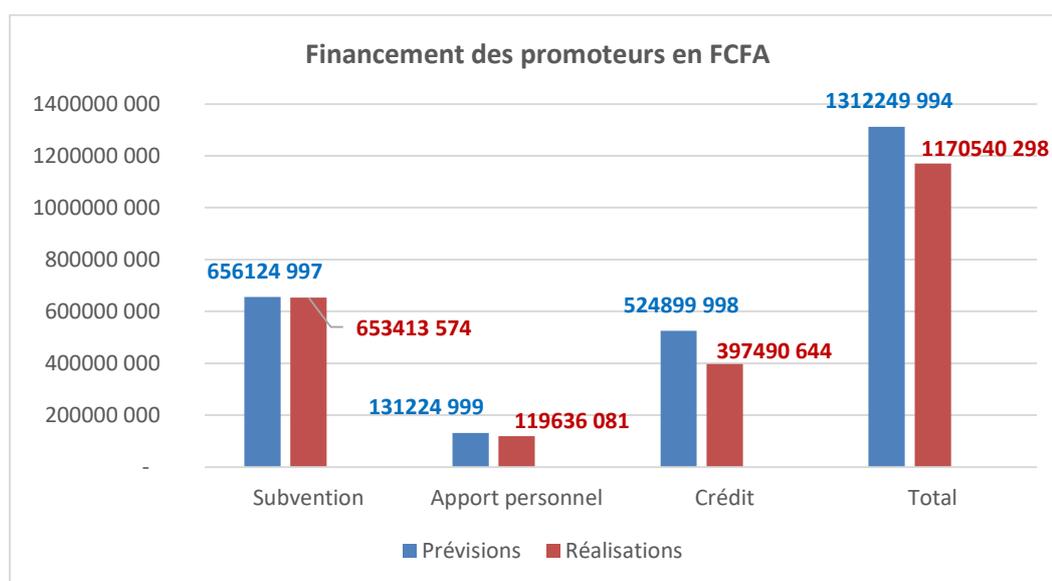
Les principaux résultats intermédiaires réalisés sont :

En matière d'investissements privés :

- Une convention de subside a été signée avec le FISAN d'un montant de 1 151 000 Euros pour le financement à coût partagé des promoteurs et 4 conventions de subside pour la garantie partielle des créances irrécouvrables et le renforcement des capacités signées avec

4 IMF (Yarda Tarka Magia, ARK, Hinfani, Capital Finance) ont été signées. La mise en œuvre de ces conventions a donné les résultats suivants :

- ✓ 429 sous-projets ont été financés au profit de 4 321 bénéficiaires directs (Tahoua : 144 sous projets ont été financés pour 2338 bénéficiaires Dosso : 285 sous projets ont été financés pour 1 983 bénéficiaires directs). 95% de sous-projets financés sont des producteurs/éleveurs en amont des chaînes de valeur (maillon production).
- ✓ Un financement total de 1 170 540 298 FCFA a été mobilisé soit 89,20% de la cible implicite de 1 312 249 994 FCFA (653 413 574 FCFA pour la subvention, 119 636 081 FCFA d'apport personnel et 397 490 644 FCFA de crédit). Le taux de mobilisation de la subvention est de 99,59% ; 91,17% pour l'apport personnel et 75,73% pour le crédit



- ✓ 59 promoteurs ont bénéficié du renouvellement de leur financement auprès des IMF et 4 nouveaux promoteurs ont bénéficié de nouveaux financements.
- ✓ Un bon taux de recouvrement des crédits est observé mais le taux de reconduction reste contrasté selon les IMF

IFP	Taux de remboursement de crédit (%)	Taux de reconduction de crédit après le financement (%)
YARDA TARKA	97	82
ARK	97	22
HINFANI	90	50
CAPITAL FINANCE	93	3

- 4 centres de collecte de lait de Bengou, Tanda, Dogueraoua et de Yayya, ainsi que la laiterie de Gaya sont dotés de champs solaires mixés à des groupes électrogènes de 11KVA.
- 25 projets pilotes modèles financés ;
- 10 projets collaboratifs (banque d'aliments bétail) financés ;
- 7 projets pilotes testés pour en faire des modèles mais n'ayant pas donné des résultats satisfaisants.

En termes de définition de mécanisme de financement des investissements et gestion des investissements structurants sous maîtrise d'ouvrage communale via l'ANFICT, les principales actions réalisées sont les suivantes :

- Des ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention ont été organisés et ont permis d'identifier et de prioriser de façon participative et inclusive les investissements publics à réaliser sous maîtrise d'ouvrage des CT en vue d'impulser le développement des chaînes de valeur d'élevage dans lesdits bassins (marché à bétail, parc à vaccination, aire d'abattage, etc.).
- Une convention de subside entre Enabel et ANFICT a été élaborée et signée octroyant ainsi environ 609 000 euros à l'ANFICT pour le financement des investissements publics d'appui au développement des chaînes de valeur cibles du PRADEL. 19 conventions signées entre les communes et l'Agence Nationale pour le Financement des Investissements des Collectivités Territoriales (ANFICT) qui accompagnent les collectivités en maîtrise d'ouvrage.
- 20 infrastructures structurantes réalisées entre 2020 et 2021 (dont 9 à Dosso et 11 à Tahoua) par les communes avec l'encadrement de l'ANFICT et l'appui des services techniques déconcentrés de l'élevage et du génie rural
- 20 infrastructures structurantes sont dotées de structures de gestion. Les modes de gestion de ces infrastructures sont : la gestion directe par la mairie pour 5 infrastructures, la gestion communautaire pour 9 infrastructures et la gestion déléguée pour 6 infrastructures. Notons que 6 conventions/accords de gestion ont été signés entre les communes et les gestionnaires des infrastructures structurantes (documents de gestion signés disponibles) dans la région de Dosso. Des outils de gestion des Infrastructures Structurantes des communes sont élaborés et mis en place.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de projets collaboratifs, 11 Banques d'Aliments Bétail (BAB) ont été équipés et approvisionnés en relation avec les membres des GEIC concernés, ce qui correspond à 3 868 sacs de 25 kg. Pour la fonctionnalité de ces BAB, des comités de gestion, ont été mis en place et accompagnés.
- 72 membres (dont 45 membres des CG et 27 membres des CC) des infrastructures structurantes (IS) ont été formés sur leurs rôles et responsabilités, sur l'utilisation des outils de gestion, sur l'entretien et la maintenance des ouvrages et sur la bonne gouvernance des CG (17 COGES ou structures locales de gestion des infrastructures structurantes (9 à Dosso et 8 à Tahoua).

L'engagement de nouvelle direction du FISAN, le professionnalisme et l'engagement de certaines IMF, le niveau d'accompagnement des acteurs, la mise en place des conventions de subside pour le renforcement des capacités des IMF et l'octroi de garantie partielle des créances irrécouvrables ont été déterminants dans l'atteinte des résultats sur le financement agricole. Le renforcement des capacités des IMF pour la connaissance des secteurs aviculture et lait a déclenché leur intérêt même si cela est resté tiède. La bonne collaboration entre les prestataires et les IMF (même si le départ a été difficile) a également facilité le bon déroulement du financement.

Plusieurs contraintes ont entravé l'atteinte de ce résultat dont :

- Le retard d'environ un an du démarrage effectif du financement agricole du fait de l'annulation par le siège d'Enabel du processus de la convention de subside avec la BAGRI et la reprise du processus avec le FISAN dont la réactivité a été globalement faible dès le

départ. La sélection tardive des IMF partenaires par l'ancienne direction du FISAN (intervenue seulement en début et fin juin 2020) a retardé le financement dans la région de Dosso.

- Les insuffisances des IMF (faible capacité financière, faibles capacités opérationnelles à s'engager dans certaines zones comme Gaya ou à s'engager pour le crédit au profit de certaines activités économiques (lait, aviculture des IMF limite également le financement de volumes importants de dossiers à Tahoua, le retard dans le traitement des dossiers et la non mise à disposition des fonds en temps opportun aux promoteurs par les IF.
- Le risque élevé pour les IMF du fait de la spécificité de la cible qui est constitué à plus de 90% d'exploitations familiales précaires en milieu rural.
- L'insuffisance des fonds de la subvention au regard du nombre important de promoteurs individuels ayant déposé des dossiers de demande de financement. Certains promoteurs dont les dossiers ont été acceptés par les IMF n'ont pas pu bénéficier d'une subvention d'appoint au crédit (cela pose problème avec certains promoteurs qui croyaient cette subvention déjà acquise).
- Une importante partie des fonds de financement (subvention et crédit) a été plus orienté sur les activités d'embouche ovine et bovine au détriment des autres filières.
- Le nombre élevé de bénéficiaires directs individuels met en exergue des financements de petite taille, et donc des activités encore embryonnaires dont la rentabilité reste limitée.
- La question foncière a été un problème récurrent qui a retardé les travaux dans certaines communes.
- Le renouvellement des exécutifs communaux et le faible leadership de certaines autorités ne permettent pas toujours une appropriation correcte de la maîtrise d'ouvrage communale, et notamment la question de la gestion durable des investissements publics.

Les opportunités :

- Certains promoteurs ont pu bénéficier de l'appui pour présenter leurs dossiers de financement à d'autres partenaires pour leur financement (PIMELAN)

4.6 Performance de l'output 5 : La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées



4.6.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyés par le PRADEL	0	60%	81%	Globalement, sur un échantillon de 22 organisations paysannes évaluées, il ressort que 18% sont moyennement fonctionnelles, 45% fonctionnelles et 36% très fonctionnelles.

qui sont fonctionnelles				
-------------------------	--	--	--	--

4.6.2 Analyse de la réalisation de l'output

Le résultat visant à rendre fonctionnelles les organisations des acteurs des filières appuyées par le PRADEL a été atteint à 81% contre une cible de 60%.

Les principaux résultats intermédiaires réalisés sont :

- La restructuration de l'interprofession bétail/viande/peaux et cuirs et de l'interprofession avicole a été renforcée ((étude d'identification des OPELS de base dans les régions de Dosso réalisée, trois (3) collèges départementaux (Collège des éleveurs et producteurs de lait, Collège des collecteurs et commerçants de lait et Collège des industries et unités laitières) ont été mis en place dans 5 régions, trois (3) fédérations nationales interprofessionnelles du Lait installées (Fédération Nigérienne des Eleveurs et Producteurs de Lait (FENIPROLAIT), la Fédération Nigérienne des Collecteurs et Commerçants de Lait (FENICOLAIT) et de la Fédération Nigérienne des Industries et unités Laitières (FENILAIT)) . Au terme de ce processus l'Association Nigérienne des Fédérations Interprofessionnelles du Lait au Niger (ANFILAIT) a été installée et son plan d'action quinquennal élaboré.
- Les interprofessions bétail/viande et aviculture ont été renforcées
 - L'interprofessionnelle Volaille a été accompagnée pour participer à une foire en Turquie et au Maroc avec la conclusion d'une convention entre l'interprofession aviculture et l'association sœur du Maroc.
 - Une session de formation des collèges régionaux bétail-viande-cuirs et peaux et volaille mais aussi des autres acteurs de la Région de Tahoua sur : (i) l'acte uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés coopératives ; (ii) la gestion administrative et comptable. Forts de ce renforcement, les membres des IP ont mené une large diffusion des outils au niveau des promoteurs de leurs localités respectives. Ainsi, l'on note un regain d'intérêt des bénéficiaires au point où le processus de structuration a déjà commencé au niveau de certains départements et communes. Les résultats ci-après sont atteints :

N°	Société coopérative	Département	Commune	Niveau processus
1	<i>Rimiss</i> des bouchers spécialistes des abats	Ville de Tahoua	Tahoua II	Agrément disponible ; compte ouvert à BAGRI ; 1 ^{er} crédit de 2.000.000 FCFA
2	<i>Souya</i> des bouchers spécialistes des viscères	Ville de Tahoua	Tahoua II	Acte d'agrément à la signature
3	<i>Alhourma</i> des bouchers de Tabalak	Abalak	Tabalak	Acte d'agrément à la signature
4	Bouchers d'Abalak	Abalak	Abalak	Assemblée constitutive tenue

N°	Société coopérative	Département	Commune	Niveau processus
5	Keita	Keita		Acte d'agrément à la signature
6	Bouza	Bouza		Agrément disponible
7	Madaoua	Madaoua		Acte d'agrément disponible ; mobilisation des frais de signature en cours
8	Tahoua I et II	Ville de Tahoua	Tahoua I et II	Acte d'agrément disponible

- Deux IP (IP Lait et IP BV/CP) appuyés dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions à travers l'organisation de 2 ateliers sur la planification des activités au profit des deux IP, de l'organisation d'un Voyage d'étude au Sénégal au profit de l'IP/Lait et de la mise en place d'un manuel de procédure IP/BETAI-Viande.
- A une échelle plus petite, on note 10 GEIC et 3 sociétés coopératives simplifiées mis en place. Ces GEICs facilitent l'établissement de relations d'affaires entre les acteurs (formelles ou informelles). C'est le cas par exemple entre fournisseurs de bourgou et producteurs de lait ou entre producteurs et transformateurs, ou de celui entre 10 aviculteurs et d'une SCOOP avec la promotrice de "Poulet du pays" (Koré Mairoua) ou entre une union de production de lait, d'une SCOOP de production et de collecte de lait avec l'unité de transformation de lait ADALCI (Tahoua).
- Une étude comparative des expériences des contrats-programmes au Niger et leur applicabilité dans le cadre des plans nationaux de développement des filières lait et aviculture au Niger, réalisée.
- Plusieurs groupements/coopératives appuyées par le programme ont également amélioré leur gouvernance (renouvellement de bureaux, mise en place d'outils de gestion, etc).

4.7 Performance de l'outcome 2 : l'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement



4.7.1 Indicateurs atteints

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
O.2.1 : Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	3 %	-30%	-70%	Taux de réalisation 233%. Mais doit être tempéré car la dernière enquête a été faite à une période légèrement décalée par rapport à la période de l'enquête de base.
O.2.2 : Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques	1%	25%	21%	Taux de réalisation 84%.

O.2.3 : Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé	17%	35%	72%	Taux de réalisation 206%.
O.2.4 : Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	58,0%	71,3%	67%	Taux de réalisation 93,97%.
O.2.5. Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux	0	1000	960	Taux de réalisation 96%.

4.7.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome

Les conditions pour l'accès sécurisé aux ressources pastorales ont été améliorées dans les communes d'intervention du Programme comme le montre le bon taux de réalisation des indicateurs contenus dans le tableau ci-dessus. En référence au tableau, la baisse de conflits (-70%), l'accroissement des taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques et à l'espace pastoral aménagé (respectivement de 21% et 72%) et l'augmentation des couloirs de passage de 67% indiquent clairement ces progrès notables.

La baisse des conflits par exemple, au-delà des chiffres, se traduit par un changement dans les comportements de certains acteurs. Les populations font de plus en plus recours aux cadres formels de prévention et de gestion des conflits (par exemple, avec la sensibilisation, en cas d'empiètement sur les couloirs de passage, les éleveurs viennent déclarer aux commissions foncières). Par ailleurs, il y a de moins en moins de transgression de la vocation de chaque ressource pastorale et on note une plus grande prise de conscience des différents acteurs sur la gestion durable et rationnelle des ressources pastorales. Il y a une libération plus concertée des champs et les éleveurs transhumants envahissent moins précocement les champs.

Pour atteindre ces résultats, des progrès importants ont été réalisés dans plusieurs domaines dont :

- ***Un accès plus grand à l'eau et à l'alimentation et la mobilité pastorale ont été facilités grâce à plusieurs aménagements qui ont été réalisés et sécurisés***

On peut retenir à ce sujet : 6 puits pastoraux réalisés ; 5 stations de pompage pastorales réalisées ; une superficie de 1 836, 34 Ha de terre pastorale a été restaurée avec la réalisation d'ouvrages de CES/DRS ainsi que l'ensemencement et la plantation d'arbres ; une distance de 460 Km de couloirs de passage et aire de pâturage a été balisée.

La biomasse générée à travers la récupération des terres permet à des animaux d'avoir accès au pâturage. Malgré la fin des travaux de restauration des terres dégradées en 2020, ces aires ont pu générer en 2021 environ 1 572 T.MS pouvant subvenir au besoin alimentaire de 925 UBT durant la période morte de l'année. Les ouvrages hydrauliques ont également permis une plus grande disponibilité de l'eau dans la zone, réduisant ainsi les nécessités de longs déplacements et des conflits autour des points d'eau.

L'évaluation externe fait le constat suivant : « *Les zones de pâturage sont visiblement améliorées : elles sont en plein développement ; du fait des pâturages développés, elles fournissent une sécurité d'alimentation aux éleveurs et, déjà des ressources exploitables (bottes de foin), permettant le développement d'un marché de fourrages et fournissant des revenus monétaires. On observe par ailleurs un développement de la biodiversité dans les zones traitées* ». ETR OS2, 3 et 4.

- ***En dépit de quelques cas de remises en cause, la gestion durable et concertée des aménagements pastoraux a été facilité grâce à une ingénierie sociale qui a été***

déployée avant, pendant et après la réalisation de ces aménagements. Ainsi, des missions d'informations/sensibilisation et de mobilisation ont permis de conclure des accords sociaux pour 100% des aménagements. Pour la gestion de ces aménagements, 19 structures locales de gestion ont été mises en place, formées et accompagnées et dotées de plans d'actions et de petits matériels de travail. Pour des infrastructures disposant des systèmes photovoltaïques et groupes électrogènes, une formation théorique et pratique sur l'entretien et la maintenance de ces installations a été conduite au profit des structures de gestion concernées. Des missions de contrôle de mise en valeur (suivi des engagements) ont été réalisées pour s'assurer du respect de la vocation des espaces pastoraux. Tout cela a contribué à la responsabilisation des acteurs et une meilleure prise de conscience autour de la gestion de ces ressources pastorales. Par ailleurs, on observe le respect /application des règles d'hygiène au niveau des puits pastoraux.

- **L'accès à l'information a été facilité pour les éleveurs à travers plusieurs canaux et a permis une meilleure compréhension de la loi et une amélioration des pratiques:** (i) un centre d'appel en élevage (CAEL) mis en place en partenariat avec le RECA et a permis une digitalisation de l'accès à l'information sur divers thèmes tels que la santé animale, l'alimentation, etc. (ii) un partenariat avec un réseau de 20 radios locales pour la sensibilisation et la diffusion d'information diverses sur la loi pastorale, les machés etc.
- **960 emplois dont 59% de femmes et 41% d'hommes (contre une prévision de 1 000) ont été créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux**
Il s'agit d'une équivalence de 211 200 hommes/jours travaillés en HIMO qui correspond à 960 personnes employés pendant une année. Les aménagements sont réalisés à travers l'approche HIMO et permettant ainsi à plusieurs personnes d'avoir des emplois temporaires durant une période difficile de l'année. Ainsi, dans certains villages, certains jeunes qui avaient émigré vers des pays voisins du Niger sont revenus dans leur terroir pour participer à ces travaux et gagner des revenus.

4.8 Performance de l'output 2.1. : Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus



4.8.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	0	100%	100%	
Pourcentage des aménagements mis en place	0	80%	91%	

ou réhabilités par PRADEL qui sont gérés correctement				
--	--	--	--	--

4.8.2 Analyse de la réalisation de l'output 2.1.

Le tableau montre que le résultat attendu a été atteint en matière de réalisation d'aménagements pastoraux sécurisés et bien gérés. En effet, **100% des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL sont sécurisés et 91% (contre une cible de 80%) des aménagements réalisés sont gérés correctement.**

La sécurisation foncière a consisté surtout, dans un processus participatif et inclusif d'ingénierie sociale conduite par les services techniques de l'Etat, à délimiter et géoréférencer les sites, à signer des accords sociaux entre les usagers, à prendre des actes administratifs (arrêtés de clarification de statut foncier, de sécurisation foncière, de mise en défens). Les contrevenants aux clauses des accords sociaux ont été verbalisés par les autorités lors des missions de police rurale appuyées par le programme.

En ce qui concerne les aménagements qui sont relativement bien gérés, les comités de gestion sont mis en place et renforcés, les arrêtés de mise en défens sont pris. Toutefois, sur certaines aires de pâturage restaurées (comme Dankouna dans la Commune de Yelou), et couloirs de passage, on a assisté à des remises en cause des limites par certaines populations riveraines ou des cas de vandalisme par des transhumants armés (cas de l'aire d'Askou dans la commune de Allela et à Intouhouzout dans la commune de Tabalak).

Les résultats intermédiaires suivants ont été réalisés et contribué à l'atteinte des résultats ci-dessus.

- **Le cadre institutionnel de la gestion des ressources pastorales a été renforcé :**
 - (i) Six (6) plans d'aménagements pastoraux ont été élaborés et diffusés.(ii) 65 personnes membres des COFOCOM et COFODEP ont été formées et accompagnés sur le système d'informations foncières et dotés en matériel informatique (7 ordinateurs bureau, 7 disques durs externes, 4 GPS, 6 imprimantes, 7 scanners + accessoires) ; (iii) Un appui a été apporté à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de Tahoua à travers le financement d'une campagne d'information et de mobilisation sociale autour du projet de Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua ainsi que le financement d'un atelier de validation de la feuille de route du processus d'élaboration du SAF (iv) Une contribution de dix millions (10 000 000) FCFA a été apportée pour la tenue des états généraux du foncier rural.
- **Une ingénierie sociale et un processus de préparation minutieuse de la mise en place des aménagements ont été conduits :**
 - Des ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention et au niveau régional organisés pour identifier et prioriser de façon participative et inclusive les aménagements pastoraux à réaliser pour soutenir le développement des chaînes de valeur (aires de pâturage, couloirs de passage, stations de pompage pastorales, puits pastoraux). Une liste consensuelle des aménagements prioritaires a été établie.
 - Un processus de délimitation, de géoréférencement et d'établissement d'accords entre les usagers a été entrepris et 100% des aménagements réalisés disposent d'accords sociaux entre les différents acteurs

- Des Fora communaux entre acteurs ont permis de décanter des situations liées à des incompréhensions et réticences des populations face à certaines réalisations. Des solutions sont trouvées de commun accord avec les chefs de villages riverains de 2 aires de pâturage dans les communes de Dioundiou, Yelou à Dosso ainsi que les autorités administratives et coutumières des départements concernés.
 - Une mission d'information/sensibilisation des agropasteurs et éleveurs réalisée par le ROPEN sur la loi Pastorale pour une coexistence pacifique dans 7 communes (Abalak, Akoubounou, Barmou, Kalfou, Badaguichiri, Madaoua, Bangui) a touché 656 personnes dont 415 hommes et 241 femmes
 - 19 leaders des OPELs formés sur la loi pastorale dans la région de Dosso
- **Des aménagements pastoraux réalisés**
 - 6 puits pastoraux réalisés ;
 - 5 stations de pompage pastorales réalisées et équipés ;
 - Une superficie de 1 836, 34 Ha de terre pastorale a été restaurée avec la réalisation d'ouvrages de CES/DRS ainsi que l'ensemencement et la plantation d'arbres.
 - Une distance de 440 Km de couloirs de passage et 20 Km d'aire de pâturage a été balisée.
- **La bonne exploitation et gestion des aménagements pastoraux a été accompagnée :**
 - 19 structures locales de gestion (SLG) ont été mises en place, formées, accompagnées sur la tenue des outils de gestion et dotées de plans d'actions triennaux et de petits matériels d'entretien. Ce travail a été réalisé par des ONG d'ingénierie sociale recrutées à cet effet. L'appropriation correcte des rôles et responsabilités reste toutefois un défi important malgré la période de dix mois d'accompagnement.
 - Deux délégataires privés ont été choisis pour la gestion des stations de pompage pastorales via des contrats de délégation de gestion avec le conseil régional
 - 13 aménagements, soit 72% des aménagements, ont fait l'objet en 2020 de missions de contrôle de la mise en valeur avec l'appui du Programme et permettent de mettre fin à certaines tentatives de remise en cause des accords sociaux.
 - En lien avec le renouvellement des conseils municipaux, une formation des nouveaux exécutifs locaux a été faite à l'échelle des deux régions pour leur permettre de s'approprier rapidement leurs rôles et responsabilités dans la maîtrise d'ouvrage communale.

Plusieurs contraintes ont été rencontrées dont :

- La première difficulté concernant ce résultat a été la question foncière avec la remise en cause de certains accords sociaux. Le puits pastoral de Patelnaneri (Région de Dosso) n'a finalement pas été réalisé du fait du refus catégorique des communautés malgré les missions et rencontres de conciliation entamées par les autorités régionales (Conseil régional, Gouverneur, etc.) avec l'appui du PRADEL. Il y a aussi, le non-respect de la mise en défens au niveau de certains sites (exemple de l'aire de Dankouna où les communautés se sont définitivement installées dans l'aire avec mise en culture d'une partie de cette aire).
- Par ailleurs, les travaux de récupération de terre pastorale ont été perturbés par la pandémie du covid-19 et l'insécurité dans certaines zones.

- Il faut également noter que certaines entreprises n'ont pas respecté pas les délais de réalisation du fait des difficultés internes de fonctionnement et d'organisation des chantiers (cas du marché de balisage).
- L'insuffisance des études techniques sous-estiment dans certains cas la consistance des travaux (niveau des nappes)
- Le faible leadership de certaines responsables des collectivités constitue enfin une contrainte et une crainte quant à la durabilité de la gestion des aménagements pastoraux. En effet, des cas ont été identifiés ont ces responsables n'assument pas pleinement leurs responsabilités (pannes d'ouvrage hydraulique et envahissement de l'espace pastoral aménagé et mis en défens sans réaction de l'autorité locale).

Facteurs :

- La forte responsabilisation des acteurs dans l'identification des aménagements et leur gestion a fortement contribué à l'atteinte du résultat.
- La forte expérience d'Enabel en matière d'ingénierie sociale et de mise en œuvre d'aménagements pastoraux a également été déterminant.
- L'existence d'un cadre institutionnel régissant le foncier a également favorisé

Un résultat inattendu est que la réalisation des travaux de récupération des terres pastorales suivant l'approche HIMO a permis à la fois d'associer la population pour une meilleure appropriation et de distribuer des revenus permettant de conforter la base économique des éleveurs et ménages, leur sécurité alimentaire, et leur capacité d'investissement (petit élevage, outillage, moyens de transport) et en définitive leur résilience potentielle. On estime à environ 960 équivalents-emplois créés suite aux travaux de CES/DRS. Cette création d'emplois a eu un effet réducteur sur l'exode rural.

4.9 Performance de l'output 2.2. : Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés



4.9.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication appuyé par le PRADEL qui sont satisfaits	0	70%	90%	

4.9.2 Analyse de la réalisation de l'output 2.1.

Le programme a contribué de à améliorer conséquemment les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs. En effet, **90% des utilisateurs du système d'information appuyé par le PRADEL sont satisfaits des services contre une cible de 70%**.

Le PRADEL a apporté un appui conséquent au renforcement des systèmes et des canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des filières

animales. Entre autres réalisations on peut retenir : l'utilisation d'un réseau de 20 radios locales, l'appui au système d'information sur les marchés à bétail de deuxième génération (SIM B 2G), le renforcement de la plateforme électronique E-extension du RECA dans le domaine de l'élevage avec la mise en place d'un centre d'appels et de groupes WhatsApp.

Sur la base des témoignages, on peut affirmer que les messages diffusés à travers les 20 radios locales, le centre d'appel en élevage et le groupe WhatsApp permettent une bonne prise de conscience sur les questions de sécurisation foncière, la gestion efficace des ressources naturelles et une exploitation non conflictuelle des ressources naturelles. Les acteurs ont également accès à des informations et des conseils diversifiés sur la santé animale, l'alimentation du bétail, la dynamique des marchés.

Les émissions radiophoniques ont suscité l'engouement des auditeurs qui intervenaient sur les ondes des radios concernées pour donner leurs impressions notamment quant à voir ces émissions se poursuivent pour une cohabitation pacifique des agriculteurs et éleveurs d'une part mais aussi pour une gestion concertée et participatives des ouvrages pastoraux et espaces aménagées.

Les produits intermédiaires suivants sont enregistrés pendant la période de mise en œuvre du programme :

- **Analyse des besoins d'information et renforcement du SIM B**
 - Deux ateliers régionaux organisés à Tahoua et à Dosso en 2018, ont permis d'identifier les besoins d'informations des acteurs des chaînes de valeur animales y inclus en matière d'accès aux ressources, et de voir le gap par rapport à ce qu'offrent les systèmes d'informations actuels (SIT, SIM Bétail, SIESPA).
 - Un atelier de réflexion organisé pour le passage au système d'information sur les marchés à bétail de 2ème génération (SIM 2G) a été tenu avec la participation de deux experts du CILSS ;
 - 37 personnes (34 agents et 3 contrôleurs) formées sur la méthodologie de suivi des marchés à bétail et l'application mobile de collecte des données sur le bétail du SIM Bétail ;
- **Renforcement de la diffusion des informations aux éleveurs via les radios**
 - 20 conventions (5 conventions en 2019 et 15 conventions en 2020) signées avec les radios locales de Dosso (9 radios) et de Tahoua (6 radios) qui ont effectué 407 diffusions de message réalisées sur les thèmes suivants : la loi pastorale, la scolarisation des jeunes filles, les informations sur les filières, la sensibilisation sur la COVID -19.
 - 3 211 personnes ont fait des retours sur les émissions diffusées dont 1215 femmes (38%) et 1996 hommes (62%).
- **Renforcement de l'accès aux informations et au conseil via des outils digitalisés à travers un Centre d'Appels en Elevage (CAEL) de la plateforme e-Extension du RECA** a été mis en place et opérationnalisé. Cette collaboration avec le Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) a visé l'amélioration de l'accès aux informations et aux services d'appuis conseil en élevage sur trois thèmes (1) santé animale (2) prix et marchés pour les animaux sur pied et aliments bétail (3) alimentation *des animaux*. Six missions ont été réalisées dans le cadre de l'encrage du centre d'appel en élevage dans la zone d'intervention du PRADEL et ont permis d'enrôler 5 809 acteurs du secteur de

l'élevage, et deux nouveaux groupes WhatsApp créés (un par région). Plusieurs émissions de sensibilisation sous forme de messages vocaux ont été partagés sur le groupe WhatsApp. Des émissions radiophoniques ont été organisées sur la pasteurellose, le déparasitage, la coccidiose et la maladie de Newcastle, hygiène du lait, etc., se basant sur les fiches produites par le PRADEL et le PRAPS. Les fiches techniques sur la maladie de Newcastle, l'embouche et la pasteurellose ont été traduites en langues et diffusées par ces canaux. Des supports en éléments vocaux en langues sont réalisés sur le fromage de la chèvre et la pasteurellose. Ces supports ont été partagés sur le groupe WhatsApp en 4 langues

La difficulté majeure de ce résultat a été le fait que la collaboration avec le RECA s'est faite à travers l'élaboration et l'exécution de termes de référence d'activités. Cette modalité a été prise en vue de contourner la procédure de subside qui est longue et fastidieuse, surtout en cette phase de clôture amorcée du programme. Malheureusement, cette démarche a aussi ses contraintes liées au fait qu'il n'y a pas assez d'autonomie du RECA.

Les opportunités ont également été saisies : ainsi le programme a constaté le foisonnement d'initiatives diverses en matière d'outils digitalisés d'information des éleveurs (SIT de VSF-B, SIM Bétail du Ministère de l'élevage, etc.).

Les facteurs qui ont influencé positivement l'atteinte des résultats sont entre autres : l'engagement et l'intérêt du RECA qui s'est investi totalement dans l'outil CAEL, l'existence des radios locales qui a rendu possible une collaboration assez fructueuse et étendue dans l'espace.

4.10 Performance de l'outcome 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées



4.10.1 Indicateurs atteints

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	NA	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	

4.10.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome 3

Le PRADEL a contribué à améliorer les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique. Mais la contribution du programme est restée assez modeste. Des modèles d'actions de résilience ont été revus/améliorés mais leur degré de prise en compte dans les actions promues par le DNP/GCCA est estimé à un

score de 2 contre un score cible de 3 même si les 100 kits de 4 caprins chacun ont permis à des familles de reconstituer leur cheptel après les pertes subies inondations de 2020

Les capacités des acteurs ont été renforcées pour mieux prendre en compte la vulnérabilité. A ce titre, le programme a contribué au côté des partenaires sous le lead du PRAPS à l'introduction de huit indicateurs de la vulnérabilité pastorale dans le dispositif national de prévention et de gestion. En outre, six plans de contingence bassin ont été élaborés et diffusés.

Les contributions suivantes ont été déterminantes dans l'atteinte de ce résultat :

- Deux études de capitalisations relatives aux modèles d'actions de résilience et au fonctionnement des OSV/ SCAP RU ont été réalisées en concertation étroite avec les démembrés du DNP/GCCA.
- Des réflexions ont été menées à l'échelle des deux régions et ont permis d'analyser les modèles d'actions de résilience mises en œuvre, d'en ressortir les forces et les faiblesses et de faire parfois des propositions d'amélioration.
 - A Dosso, les acteurs travaillant dans le domaine de la résilience ont adopté un modèle combinant plusieurs actions : Aliments (Aliments complémentaires de bétail + Fourrages + Vivres) + Fourniture d'animaux (kits de petits ruminants + gros ruminants + soins vétérinaires) + Déstockage (Stratégique + abattage). Ce modèle a été ensuite recentré et détaillé dans les 3 types d'actions définies de la résilience (atténuation, adaptation, relèvement).
 - Dans la région de Tahoua, les acteurs ont identifié trois modèles jugés les plus pertinents et proches des préoccupations liées à la vulnérabilité pastorale de ladite région : (i) l'Approche 3PA (Assistance Alimentaire pour la création des Actifs productifs) ou 3A développée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), (ii) l'Approche Village Vert mise en œuvre par l'ONG Concern et (iii) une approche non nominée, développée par les ONG RESCATE et ADKOUL en zone de réfugiés.
- Six plans de contingences multirisques pastoraux (PCMRP) ont été élaborés pour les six bassins d'intervention du PRADEL intéressant 36 communes. Ces PCMRP ont été édités et diffusés et connaissent déjà un début de mise en œuvre avec la mise en place de 100 kits de caprins dans deux communes pour faire face aux conséquences des inondations de l'année 2020.

4.11 Performance de l'output 3.1. : Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs



4.11.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de nouveaux de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	0	8	8	
% de collectivités locales appuyées dans le cadre du	0	70%	100%	

PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs				
--	--	--	--	--

4.11.2 Analyse de la réalisation de l'output 3.1.

Le PRADEL a réalisé un renforcement des capacités des acteurs en vue de mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs. Les résultats visés ont été atteints comme le décrit l'analyse ci-dessous :

- **Huit (8) paramètres spécifiques liés à la vulnérabilité pastorale ont été intégrés dans le dispositif du DNPGCCA et les OSV et SCAPRU grâce un travail multi-acteurs coordonné par le PRAPS auquel le PRADEL a contribué**

La contribution du PRADEL concerne surtout :

- La participation à l'atelier national d'intégration de 8 indicateurs pastoraux au Système d'Alerte Précoce ;
 - La participation à l'atelier de validation et de partage du Guide consensuel et Outils de mise en place et d'opérationnalisation de 40 dispositifs locaux d'alerte précoce et de réponses aux crises alimentaires et catastrophes.
 - Le test pilote d'utilisation des smartphones pour la collecte et le suivi des indicateurs de vulnérabilité purement pastoraux dans les bassins d'interventions du PRADEL initiée en 2019 en collaboration avec la Division Alerte Précoce et Structures Communautaires du DNPGC (acquisition des équipements nécessaires et la formation des formateurs 12 cadres des Cellules de Coordination du Système d'Alerte Précoce (CC/AP) (Niveau central et Régional sur l'utilisation du serveur et des smartphones pour la collecte et la transmission des données et la réception des messages d'alerte avec les logiciels ODK Collect et ODK Agregate. Cette expérience s'est poursuivie en 2021 avec la formation des OSV et SCAP/RU des communes ciblées par le test ainsi que la collecte et la transmission des données à la portion centrale. Malheureusement, ce test pilote n'a pas donné les résultats escomptés par manque d'engagement et de disponibilité des acteurs. L'édition d'un bulletin test sur la vulnérabilité pastorale escomptée n'a pas été réalisée.
- **100% des communes appuyées par le PRADEL disposent de plan de réponse aux crises qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et agropasteurs**
 - Six plans de contingence (par bassin) élaborés, édités et diffusés à travers cinq ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention (Doutchi, Dosso et Gaya, Tahoua et Madaoua), et *des missions de partage et d'internalisation à l'endroit des élus locaux nouvellement installés ont été organisées par bassin*. Ces communes connaissent ainsi les principales catastrophes et menaces auxquelles elles peuvent faire face et qu'elles sont les actions à prendre par les différents acteurs Ces plans servent désormais de référence pour les actions visant à prévenir et gérer les crises et catastrophes dans les bassins d'intervention du programme.

La valorisation de ces plans de contingence est effective dans certaines communes dans la mesure où certains PTF s'y réfèrent pour leurs interventions.

- 12 OSV et 30 SCAP RU (dont 6 OSV et 18 SCAP RU dans la région de Dosso et 6 OSV et 12 SCAP RU à Tahoua) ont été mis en place/dynamisés et renforcés sur leurs rôles et responsabilités et sur les outils de travail

4.12 Performance de l'output 3.2. : Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables



4.12.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de modèles et actions spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	0	3	4	

4.12.2 Analyse de la réalisation de l'output 3.1.

Quatre modèles et actions spécifiques en élevage développés ou capitalisés et diffusés modèles

- Deux ateliers d'analyse et de réflexion sur les actions de résilience pour la région de Dosso et pour la région de Tahoua ont été organisés et ont permis d'esquisser/choisir quatre (4) « modèles d'actions de résilience » les mieux adaptés pour chaque région dont un (1) pour la région de Dosso et trois (3) pour la région de Tahoua). A Dosso : « le modèle » est basé sur la pratique actuelle des acteurs et est détaillé dans les 3 types d'actions de la résilience (atténuation, adaptation, relèvement). Il combine : Aliments (Aliments complémentaires de bétail + Fourrages + Vivres) + Fourniture d'animaux (kits de petits ruminants + gros ruminants + soins vétérinaires) + Déstockage (Stratégique + abattage).

A Tahoua : les modèles qui ont retenu l'attention et fait consensus sont : (i) l'Approche 3PA (Assistance Alimentaire pour la création des Actifs productifs) ou 3A développée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), (ii) l'Approche Village Vert mise en œuvre par l'ONG Concern et (iii) une approche non nommée, développée par les ONG RESCATE et ADKOUL en zone de réfugiés. Ces ateliers ont permis aux différents acteurs intervenant dans le domaine de la résilience d'analyser ces actions, de se les approprier et de dégager un consensus sur leur

pertinence. Ces modèles méritent d'être maintenant décrits avec l'appui d'une expertise confirmée en vue d'une plus large diffusion.

En 2020, la poursuite dans le développement de modèles d'actions de résilience a été jugée non pertinente au regard de la multitude d'actions déjà développées par les agences humanitaires qui sont spécialisées et qui disposent de divers approches et outils dans ce dans ce domaine. Par contre, en droite ligne des réflexions menées en 2019 sur les modèles de résilience ainsi que dans le cadre des plans de contingence, et suite aux inondations de l'année 2020, le Programme a accompagné quelques ménages affectés. Ainsi, 100 kits caprins soit 500 têtes ont été mis en place au profit de 100 ménages dans le village de Founkoye de la commune de Tahoua 1 (70 kits) et dans le village de Charé de la commune de Karofane (30 kits). Cet appui a été en priorité orienté vers les ménages dirigés par les femmes.

- Une étude de capitalisation des expériences d'alerte précoce - les SCAP-RU et OSV- et une étude de capitalisation des pratiques et actions de résilience (vente à prix modéré et distribution gratuite à Dosso et transhumance précoce à Tahoua) ont été réalisées et diffusées.

Les difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre des activités de l'output R3 sont :

- Bénévolat des membres des OSV/SCAPRU.
- Faible disponibilité du niveau national du DNP-GCA et du niveau régional de Dosso pour finaliser le test pilote de collecte digitalisé.
- Insuffisance de ressources des collectivités pour la mise en œuvre des plans de contingence.

4.13 Performance de l'outcome 4 : La gouvernance du secteur est renforcée



4.13.1 Indicateurs atteints

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Evolution du niveau de la performance du MAGEL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH)	2.4	4	3.7	
Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant	2	4	3.7	

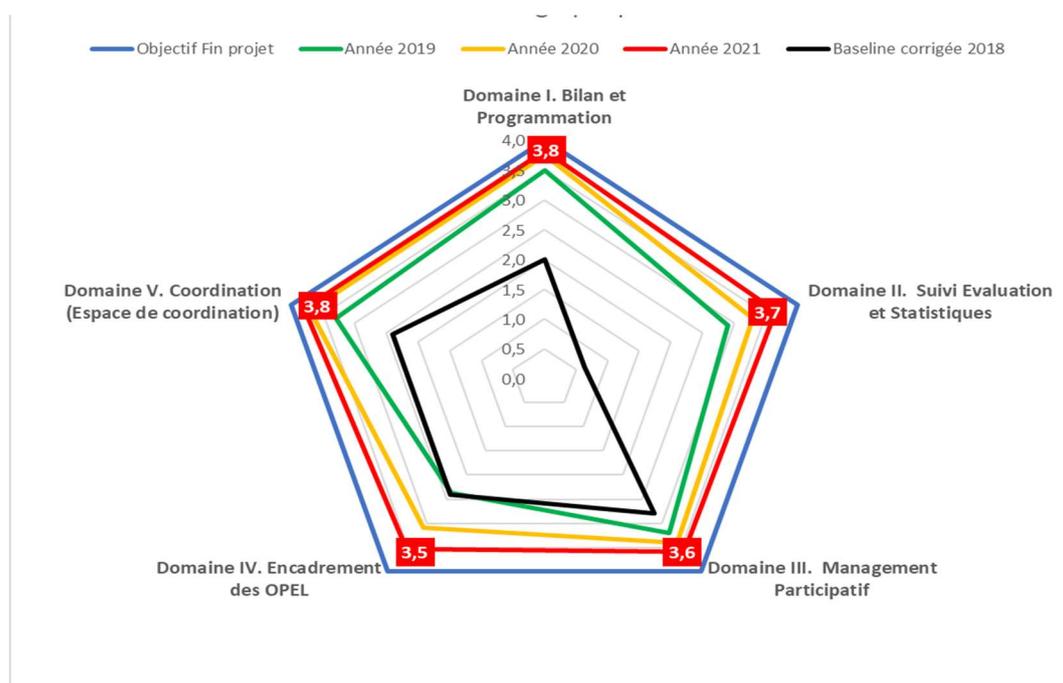
d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage				
---	--	--	--	--

4.13.2 Analyse de l'atteinte de l'outcome 4

A travers les actions du programme, la gouvernance du secteur de l'élevage a été renforcée.

- **Le Ministère de l'Élevage a accru ses performances en matière de gouvernance du secteur de l'élevage avec un score de 3,7/4 en 2021 contre un score de 2,4/4 en 2018.**

Ces progrès sont notables dans tous les cinq domaines de gouvernance convenus au départ : Programmation, Suivi & Evaluation/statistiques, management participatif, encadrement des organisations professionnelles de l'élevage (OPEL), communication et coordination.



Au niveau régional, la DREL est à jour en matière de données et d'information du secteur, il y a une meilleure connaissance des acteurs intervenant dans le secteur. Grâce à une plus grande capacité logistique, les STDEL jouent mieux leur rôle régalien (ils vont de plus en plus sur le terrain et assurent l'appui conseil, le suivi/contrôle des prestations des autres acteurs, etc).

Au niveau national, le ministère dispose et utilise d'outils de planification/programmation et des référentiels en matière de promotion des filières lait et aviculture. Il communique mieux et est plus visible (site web fonctionnel, journal makyayai, etc.).

Ces progrès ont été rendus possibles grâce aux contributions suivantes du PRADEL :

- Grâce aux actions du programme de même qu'à la contribution d'autres acteurs, le Ministère a amélioré le pilotage et la programmation en passant d'un score de 2 en 2018 à 3,8 en 2021 même si des marges d'amélioration demeurent. Le Ministère fait chaque année le bilan des activités de l'année N-1 et la programmation des activités du sous-secteur de l'élevage de l'année N à l'échelle des 8 régions du pays, prenant même en compte les activités de l'ensemble des acteurs du secteur de l'élevage. La démarche est articulée à la réforme du budget-programme et la disponibilité et la mise à jour des documents de programmation (Documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), les Plans d'Actions Prioritaires (PAP), Rapports annuels de performance (RAP)) sont une réalité.
- La dynamique d'amélioration du système de suivi évaluation a été renforcée par l'élaboration d'une plateforme digitalisée de suivi & évaluation, la formation des acteurs et la mise en route du système de suivi et évaluation digitalisé. Cependant, l'utilisation systématique du système et sa reconfiguration au regard de la séparation du ministère en deux entités distinctes sont les priorités d'actions pour l'avenir.
- De même, la gestion des statistiques sectorielles de l'élevage a été améliorée avec l'élaboration de rapports annuels des statistiques de façon concertée et participative avec l'ensemble des gestionnaires des statistiques de l'ensemble des régions permettant une harmonisation des données et de disposer de données de meilleure qualité. La base de données Excel et ACCESS a été améliorée et contribue également à cette qualité des données statistiques d'élevage.
- La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage dans les deux régions a été poursuivie et s'est améliorée en passant d'un score de 2,8 en 2018 à 3,4 en 2020 et à 3,6 en 2021. Avec l'appui du programme, les directeurs régionaux et départementaux tiennent des réunions périodiques avec leurs collaborateurs ; ils planifient leurs activités et font le suivi des dites activités. Cela permet un meilleur partage d'information et une meilleure performance du personnel.

Depuis au moins 5 ans, les DDEL et SCEL ne tenaient aucune réunion. Les SCEL ont toujours cru que leur tâche se résumait au contrôle de la viande, à la clinique et à la collecte de données pour le SIM/B. Aujourd'hui, avec les réunions trimestrielles et mensuelles appuyées par le PRADEL, l'on note un changement sans précédent qui se traduit par les avancées ci-après :

- *les deux niveaux échangent beaucoup d'informations du terrain;*
- *les données sont régulièrement collectées et servent aux rapports annuels;*
- *les communaux vont eux-mêmes vers les autres intervenants dans leurs entités respectives pour collecter les données sur leurs activités et alimenter ainsi leurs rapports;*
- *on note un niveau de capitalisation intéressant de toutes les interventions sur la région. Les missions ministérielles d'évaluation de campagnes se passent sans stress pour la DREL car les données sont disponibles, à jour et très facilement compilables à la demande. Aujourd'hui, nous sommes capables de faire un bilan régional à tout moment sans retard d'informations. Nous avons même constaté que des trois directions régionales (DREL, DRA, DRGR), la DREL est la plus à l'aise en termes de mobilisation d'informations et sans stress.*

- *actuellement, la DREL a une programmation jusqu'au niveau communal;*
- *du point de vue de la communication, les contacts sont facilités entre les agents;*
- *l'intégration des nouvelles recrues (communaux) a été bien facilitée car ils ont eu leur orientation de base à travers les réunions périodiques."*

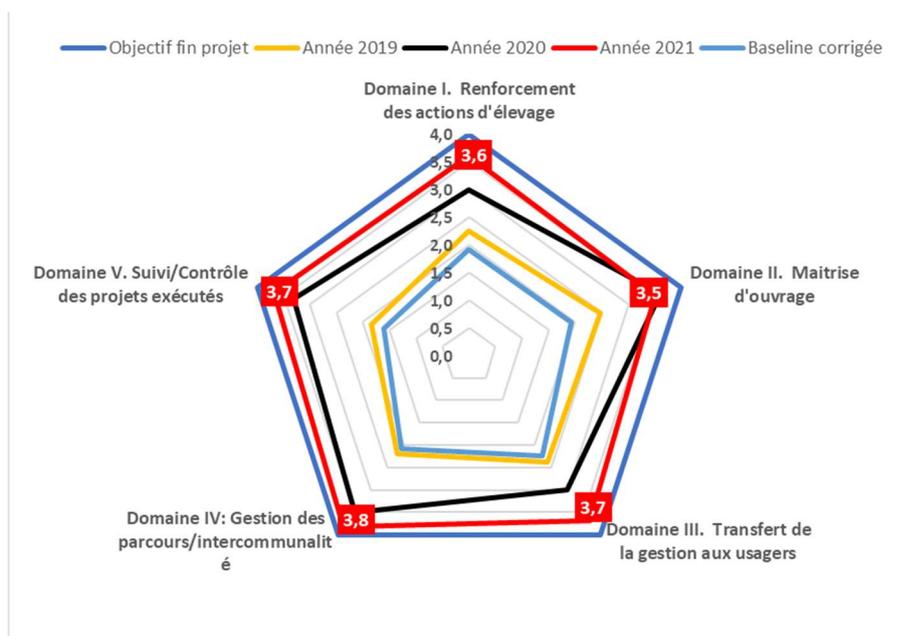
- Les services publics déconcentrés de l'élevage (Dosso et Tahoua) ont accru l'offre de services d'encadrement aux populations et organisations passant d'un score de 2,4 à 3,9 de 2018 à 2020 et à 3,5 en 2021. Surtout avec la fin des contrats des prestataires privés d'encadrement, les services publics de l'élevage ont pris le relais pour un appui conseil de proximité aux promoteurs. A cet effet, le programme a renforcé les moyens d'actions des services déconcentrés et les populations bénéficient ainsi de plus de conseil en techniques de production et en gestion de leurs exploitations permettant ainsi d'accroître la performance des exploitations encadrées telles que mises en exergue par l'analyse du développement des chaînes de valeur à l'outcome 1.
 - La communication par le Ministère a évolué relativement bien mais stagne à un score de 3,7 après s'être améliorée de 2,4 en 2018 à 3,7 en 2020 sur une échelle de 4. Le site web est fonctionnel, le Journal Makkiyayi a été relancé et éditée, l'intranet du Ministère est également fonctionnel, etc.
 - La coordination des acteurs au niveau régional a été renforcée à travers la mise en place et le renforcement de la fonctionnalité de deux comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage à Dosso et Tahoua. Les acteurs se retrouvent pour partager des informations, mieux coordonner leurs actions au niveau régional. Ils font des visites conjointes des réalisations permettant de partager les expériences et se faire mutuellement des propositions d'amélioration.
- **Les communes partenaires du PRADEL ont accru leurs capacités en maîtrise d'ouvrage des investissements structurants avec un score de 3,7 /4.**

Ces performances ont concerné plusieurs aspects dont la connaissance du cadre juridique de la maîtrise d'ouvrage, la passation de marchés publics et la gestion des contrats, la collaboration avec les services compétents pour le suivi/contrôle des travaux, la mise en place des comités de gestion, la gestion des parcours, etc.

L'accompagnement de l'ANFICT a permis ainsi aux communes d'avoir une meilleure connaissance et une performance accrue en matière de passation et gestion des marchés. Les communes ont été ainsi capables de finaliser la réalisation de vingt infrastructures publiques d'appui aux filières.

La responsabilisation des communes a été appréciée et ces communes demandent de plus en plus à être autant associées dans les actions des autres partenaires. Ces communes ont une meilleure connaissance de l'ANFICT et de ses procédures.

Toutefois, la recherche de fonds et les investissements sur fonds propres communaux dans le secteur de l'élevage restent à un niveau encore insuffisant. De même, la gestion des infrastructures communales mérite encore des efforts importants surtout que l'ingénierie sociale n'a pas permis de résoudre la question de l'exploitation de certains ouvrages du fait de la faible concertation/entente préalable entre les communes et les professionnels des filières.



Notons que la mise en place des marchés a permis de mieux restructurer/organisation la commercialisation des produits animaux. Aussi, les infrastructures réalisées (en dehors des parcs de vaccination) génèrent actuellement des recettes pour les budgets communaux

4.14 Performance de l'output 4.1. : Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques



4.14.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre total de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	0	10	11	

4.14.2 Analyse de la réalisation de l'output 4.1.

Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques grâce à 11 publications, ateliers, conférences études et recherches qui ont été réalisées avec l'appui du programme.

Dans le cadre de l'atteinte de ce résultat, les actions suivantes ont été mises en œuvre :

- Deux conférences-débat organisés sur deux thématiques dont « *l'Avenir du pastoralisme du Niger dans un contexte de changement climatique et de*

dégradation poussée des ressources naturelles » et « l'expérience malienne en matière d'insémination artificielle » ; en concertation avec l'Ambassade du Royaume de Belgique et animée par un enseignant-chercheur de l'université Abdou Moumouni de Niamey ;

- Six 6 études réalisées, éditées et diffusées qui constituent des documents de référence pour plusieurs intervenant dans le secteur : (i) Une étude thématique sur les modèles d'infrastructures marchandes d'élevage et leur mode de gestion a été réalisée en 2019 ; (ii) trois études stratégiques dans le secteur notamment, l'élaboration de Plan national de développement de la filière lait (PNDF Lait), du Plan national de développement de la filière aviculture (PNDF Aviculture) et de l'étude diagnostique des organisations agricoles du sous-secteur de l'élevage ; (iii) une étude sur les référentiels technico-économiques des chaînes de valeur d'élevage dont les livrables sont aussi édités et diffusés ; (iv) une étude comparative des expériences des contrats-programmes au Niger et leur applicabilité dans le cadre des plans nationaux de développement des filières lait et aviculture au Niger.
- Une recherche action (suivi de la tenue d'un atelier de validation et capitalisation des résultats de la recherche-action) sur les cultures fourragères sur 7 sites (Bangui, Dogueraoua, Tsernaoua, Tserassa, Jidda et les stations de recherche INRAN konni et Kalapathé) dans les deux régions d'intervention du programme. Ce travail a permis de produire quatre référentiels technicoéconomique (RTE) sur quatre espèces fourragères très productives et à haute valeur nutritive qui pourront si elles sont cultivées à grande échelle contribuer à une réduction significative du déficit fourrager récurrent que vit le Niger
- Un atelier de capitalisation des expériences des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au Niger en collaboration avec le Conseil National de la Recherche Agronomique (CNRA) dans cinq (5) thématiques : l'amélioration génétique et la reproduction, l'alimentation animale, la santé animale, la transformation des produits animaux, la socio-économie de l'élevage. Quinze communications sous format article scientifique ont été présentées et discutées en plénière, elles sont compilées dans un document intitulé « **Actes de l'atelier de capitalisation et de diffusion des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au Niger ; Tahoua du 15 au 18 janvier 2020** » disponible sur le site web du MAGEL

Facteurs :

- Le ministère s'est vite approprié dès le départ les activités et a pleinement joué son rôle de leadership facilitant le bon déroulement des activités

Contraintes :

- On note une faiblesse dans l'organisation du dispositif de suivi & évaluation des PNDP

4.15 Performance de l'output 4.2. : La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées



4.15.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'espaces de coordination/concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL	0	3	2	
Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	0	Entre 51% et 75% : bonne mise en œuvre	67% : Bonne mise en œuvre	

4.15.2 Analyse de la réalisation de l'output 4.2.

La coordination et la communication dans le secteur de l'élevage ont été renforcées mais restent à un niveau moyen (taux de réalisation des indicateurs de 66,66% et de 67%). Au niveau régional l'on note, une plus grande synergie entre les acteurs, une meilleure connaissance des acteurs du secteur et de leurs interventions, un partage régulier des informations, etc. Au niveau national, la visibilité du Ministère de l'Élevage est davantage marquée ces dernières années.

Les résultats intermédiaires suivants ont été réalisés et contribuent aux résultats ci-dessus évoqués :

- Concernant le renforcement des plateformes et des espaces de dialogue :
 - Deux (2) Comités techniques régionaux (CTR) de coordination et de concertation du secteur de l'élevage ont été mis en place en 2018 à Dosso et Tahoua avec l'appui du programme et sont fonctionnels avec la tenue régulière des réunions. Ces CTR permettent aux acteurs du secteur de l'élevage des deux régions de mieux partager les informations, de mieux se concerter et d'assurer la cohérence et l'efficacité des actions.
 - En étroite collaboration entre l'Ambassade de Belgique et Enabel, la concertation des PTF du secteur de l'élevage a été soutenue sur plusieurs sujets dont l'impact de la COVID 19 sur le secteur de l'élevage, la mise en œuvre du programme stratégique 4 de l'I3N « Développement des filières et chaînes de valeur de l'élevage », la revue annuelle conjointe du secteur de l'élevage, etc.
 - Deux cadres de concertation des OPELs ont été mis en place dans les régions de Dosso et de Tahoua. Cela a aidé à préparer la participation cohérente et concertée des OPELs des deux régions aux actions de

plaidoyer/lobbying mais le fonctionnement de ces deux cadres est resté en deçà des attentes.

- A propos du renforcement de la communication dans le secteur, les résultats intermédiaires suivants sont à noter :
 - Un plan de communication du MAGEL a été élaboré et une contribution apportée à sa mise en œuvre :
 - Une assistance technique fournie à la DAIDRP du MAGEL dans le cadre du traitement, classement et de la numérisation des versements administratifs des archives réalisée en 2019 (60 mètres linéaires d'archives ont été triées, 50 mètres linéaires d'archives et 1800 rapports et études traités, informatisés, cotés et classés. Deux (02) bases de données créées ayant permis l'enregistrement de 632 boîtes d'archives et 1800 documents monographiques. 37 mètres linéaires d'archives ont été numérisés ce qui a permis de produire 1003 fichiers dont les métadonnées ont été créés et saisi dans le site intranet du MAGEL)
 - Des points focaux du Ministère chargés des questions de communication/archivage dans les deux régions d'intervention du PRADEL (Tahoua et Dosso) ont été mis en place et formés ;
 - Le Site Web du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a été actualisé et rendu fonctionnel.
 - Concernant l'intranet, sur la base de données de la DRH, il y a 267 agents au niveau central et 257 comptes d'utilisateurs sont déjà créés sur l'intranet soit 96% ; et 100% de ces utilisateurs sont formés avec l'appui du projet IRC ; 1853 documents ont été archivés sur le réseau de l'intranet
 - Le Journal Makiayi da Manomi du Ministère a été accompagné et a fait 4 publications sur une prévision de 3 publications ;
 - Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et plusieurs acteurs ont été appuyés par le PRADEL et ont participé aux éditions 2019, 2020, 2021 et 2022 du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage (SAHEL) et du SARA d'Abidjan. Cela a contribué à une plus grande visibilité du ministère, à la promotion des innovations/pratiques dans le secteur, à l'établissement des relations d'affaires entre les acteurs du secteur.
 - Des documents sur les maladies prioritaires et émergentes du bétail au Niger (1 500 exemplaires), pathologie du dromadaire (1 500 exemplaires), posters (5 000) et dépliants (10 000) destinés aux agents des services vétérinaires, conçus et élaborés par un cadre du MAGEL, ont été édités avec l'appui financier du PRADEL et sont vulgarisés.
 - Un appui a été apporté à l'organisation des différentes éditions de la cure salée avec la mise en œuvre d'activités diverses comme la sensibilisation sur les droits humains, les textes sur le pastoralisme, la connaissance de l'IP Lait, le plaidoyer des OPEL en faveur du secteur, etc.

Facteurs :

La disponibilité et l'intérêt des acteurs locaux de se concerter a facilité le bon déroulement des espaces de coordination

Contraintes :

- Le fonctionnement des CTR reste principalement sur les contributions financières du programme, ce qui réduit leur durabilité
- La réunion du cadre national de concertation des acteurs de l'élevage, elle est toujours en attente en dépit des efforts faits par le programme pour sa tenue (l'UGP n'a pas le contrôle sur cette activité). Un projet d'arrêté élaboré par le Ministère a été amendé par les PTF.

4.16 Performance de l'output 4.3. : Les capacités des différents acteurs publics renforcées



4.16.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc.)	0	5	4	
Pourcentage de communes disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	0	75%	92%	

4.16.2 Analyse de la réalisation de l'output 4.3.

Durant les cinq années de mise en œuvre du PRADEL, les capacités des acteurs publics ont été renforcées comme le démontre l'analyse des indicateurs du tableau ci-dessus.

- **Le Ministère de l'Élevage a été renforcé dans quatre outils importants pour le pilotage, le suivi & évaluation et la gestion.** Ainsi, on note une gestion plus participative au niveau des services déconcentrés de l'élevage avec des réunions régulières entre les responsables et le personnel, le respect des engagements en matière d'élaboration des documents de programmation et de rapportage budgétaire exigés dans le cadre de la réforme du budget-programme, la gestion qualitative et concertée des statistiques sectorielles, etc.
- **92% des communes partenaires du programme ont amélioré leurs capacités de maîtrise d'ouvrage.** En effet, des communes ont passé et géré des marchés publics, certaines ont mis en place des structures de gestion des aménagements, elles ont collaboré avec les services techniques pour le suivi/contrôle des réalisations, etc. En outre, elles

disposent toutes de plans d'aménagements pastoraux, de plans de contingence multirisques pastoraux, etc.

Les produits intermédiaires réalisés sont les suivants :

- **Dans le domaine du pilotage, planification, de suivi & évaluation, de gestion au niveau des STD de l'élevage :**
 - **Les outils de programmation et de rapportage au niveau du ministère ont été renforcés :** (i) trois exercices de bilans (n-1) et programmations des activités des acteurs du secteur de l'élevage à l'échelle du pays de 2019 à 2021 réalisés (ii) les documents de programmation stratégique et opérationnelle du ministère (DPPD, PAP et RAP) élaborées chaque année. (iii) 111 cadres de l'élevage ont été formés sur la SDDEL, les nouveaux outils de budgétisation et le tableur Excel ; (iv) 21 cadres du MAGEL ont été renforcées sur la méthodologie de conception du DPPD et du PAP et leur processus d'actualisation. Tout cela a permis au ministère de mieux connaître les interventions de tous les acteurs dans le secteur au niveau national, d'améliorer et d'être à jour de ses obligations en matière de programmation et de rapportage, etc.
 - **Les outils de suivi & évaluation du ministère ont été améliorés :** (i) un logiciel de suivi & évaluation a été élaboré, le matériel et les équipements informatiques ont été mis en place et la plateforme déployée. (ii) 60 agents à l'échelle du pays (administrateurs et utilisateurs du dispositif) formés sur le logiciel SGBD. Le MAG/EL étant scindé (MAG et MEL), la base de données aussi doit être scindée en base de données Elevage et base de données Agriculture/Génie Rural.
 - **La gestion des statistiques a été renforcée :** (i) La base de données statistiques d'élevage a été corrigée pour pallier aux insuffisances identifiées pendant son utilisation (possibilité d'installation sur toutes les versions ACCESS de 2007 à plus, mise à jour de certaines fonctionnalités des données de généralités, production, santé, animale et commercialisation, conformation des états des indicateurs des niveaux régional et national). Le PRADEL a aussi financé le renforcement des capacités de 86 cadres de l'élevage sur la gestion de la base de données ACCESS relatives aux statistiques administratives de l'élevage (ii) Le PRADEL a pris en charge l'organisation des ateliers annuel d'harmonisation et de validation des rapports annuel des statistiques de 2018 et 2019.
 - **La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage** a été soutenue à Dosso et Tahoua par la tenue de réunions régulières entre les DREL et leurs collaborateurs d'une part et entre les DDELs et leurs collaborateurs. Cela a créé une habitude de partage d'informations entre les différents échelons de l'administration locale du ministère de même qu'une planification concertée.
- **Dans le domaine du renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale**
 - Outils relatifs au foncier pastoral mis en place : six (6) plans d'aménagements pastoraux ont été élaborés et diffusés.

- Outils de gestion des aménagements pastoraux mis en place : 19 structures locales de gestion des aménagements ont été mises en place et renforcées à travers l'accompagnement de proximité de deux ONG prestataires (100% des aires et ouvrages hydrauliques réalisés disposent d'un comité de gestion)
- Appuis conseils et des outils ont été fournis pour la délégation, l'exploitation et la gestion des infrastructures publiques d'appui à l'élevage : 19³ comités de gestion (COGES) mis en place et (17)⁴ conventions de délégation de gestion signées entre les communes et les comités de gestion.
- Capacités des communes renforcées sur divers thèmes : (i) 76 personnes des communes ont été formées sur la redevabilité ; (ii) 124 acteurs des communes formés en maîtrise

Facteurs :

Le renforcement des capacités des acteurs a bénéficié d'une forte complémentarité et de l'expertise avérée de l'Intervention Renforcement des Capacités d'Enabel (IRC). Ainsi, dans le domaine de la formation la mise en œuvre des actions du Plan de renforcement des capacités du Ministère (niveau central) et des Services techniques déconcentrés de l'Elevage ainsi que des communes a été transféré à l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) sur la base des recommandations de l'évaluation à mi-parcours.

La bonne connaissance des procédures Enabel, la tradition de collaboration entre Enabel et le ministère de l'Elevage, l'engagement du secrétariat général du ministère ont favorisé la mise en œuvre et l'appropriation des activités par le ministère.

Contraintes :

La difficulté principale est la mauvaise mise en application de certaines formations ou appui conseils par les communes, notamment la gestion efficace des aménagements et infrastructures d'appui au développement de l'élevage. Le renouvellement des exécutifs communaux a également conduit à la reprise de certaines formations. Par ailleurs, la durabilité de certains outils mis en place ou renforcés au niveau du ministère reste fortement dépendante de l'existence d'appui financier (cas des exercices de réalisation des bilan/programmation à l'échelle nationale).

4.17 Performance de l'output 4.4. : Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques



4.17.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	0	3	2	

³ Absence de COGES pour le complexe d'abattage et de commercialisation de Dosso

⁴ Absence de convention pour l'aire d'abattage de Tabalak, les complexes d'abattage et de commercialisation de volaille de Tahoua et de Dosso

4.17.2 Analyse de la réalisation de l'output 4.4.

Les capacités des OPELs faitières ont été renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques

- 2 cadres de concertation des OPELs mis en place dans la région de Dosso mais peu fonctionnels;
- 3 plans de plaidoyer de trois faitières (CAPAN, IPBVPC, IP Volaille) ont été élaborés.
- 33 personnes membres des OPELs ont été formées sur les techniques de plaidoyer.
- Un appui a été apporté à la campagne « Mon lait est local » pour faire du plaidoyer sur le lait local.
- Un forum a été organisé par le Collectif des Organisations Pastorales du Niger (CAPAN) avec l'appui financier du PRADEL sur l'accaparement des terres pastorales et la sensibilisation des éleveurs sur la pratique des cultures fourragères en zone de repli. A l'issue de ce forum, une note de plaidoyer a été élaborée pour servir de support de plaidoyer à soumettre aux structures/autorités compétentes.
- Un appui a été apporté à la première édition du camp laitier à Niamey au cours duquel des expositions ventes, des ateliers et des activités de plaidoyer ont été faites pour la promotion du lait local
- Des appuis pour la participation à des foires : (i) six personnes ont été appuyées pour participer Salon de l'Agriculture et des Ressources Animales d'Abidjan, SARA 2019 ; (ii) Un appui apporté à trois organisations pour leur participation au Salon de l'Agriculture (SAHEL 2020) et à l'IP Volaille pour une participation à une foire en Turquie
- Des formations réalisées au profit des membres des OPELs : (i) 12 membres de Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Dosso ont été formés sur l'élaboration des microprojets et plans d'affaires ; (ii) 22 membres des Chambres régionales d'agriculture (CRA) formés sur les techniques innovantes en production, transformation, commercialisation et le conditionnement des produits de l'élevage ; (iii) Formation de 25 membres du Collectif Djingo sur l'élevage et l'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur animales, dans le cadre de la mise en œuvre des plans de plaidoyers.

Contraintes :

La faible capacité opérationnelle des OPEL et leurs faiblesses structurelles n'ont pas permis d'avoir des résultats extraordinaires en matière de plaidoyer. L'organisation peu adéquate de ces activités par le programme n'a pas non plus facilité les choses.

4.18 Performance de l'output 4.5. : Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus



4.18.1 Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	0	25 280	21 193	taux de réalisation de 84%.

4.18.2 Analyse de la réalisation de l'output 4.5.

- Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés ont été promus : *21 193 personnes ont été sensibilisées sur divers thèmes les droits humains, la scolarisation des jeunes filles et la lutte contre les mariages précoces,*
 - Une ONG (TIMIDRIA) a été recrutée et a procédé à une série d'activités. Elle a organisé des tournées foraines, la diffusion de message radio de sensibilisation sur les droits humains, notamment la pratique de l'esclavage dans certaines sociétés de pasteurs. En outre 21 leaders coutumiers dont 2 femmes (pour Tahoua), religieux, juges/magistrats ont été formés sur les droits humains. Aussi, des conventions de partenariat avec les radios communautaires ont été signées et ont permis l'organisation de 30 tables rondes radiophoniques et 314 diffusions de messages sur les droits humains, la scolarisation des jeunes filles et la COVID-19. Au total, 21 193 personnes ont été touchées.
 - Notons aussi, qu'un appui a été apporté pendant la cure salée (grande fête annuelle réunissant des éleveurs du Niger et de la sous-région) pour la sensibilisation des leaders sur des thématiques cruciales pour les sociétés nomades/pastorales : scolarisation des jeunes filles, lutte contre les mariages précoces.

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Des synergies ont été recherchées avec l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC). Ainsi:

- Au niveau des acteurs bénéficiaires : les organisations bénéficiaires d'IRC sont celles avec lesquelles le PRADEL agit dans le cadre des objectifs et résultats recherchés par ce projet.
- Planification et mise en oeuvre concertée des activités: Une dynamique de concertation a également été instaurée entre les deux interventions (participation aux réunions de l'une ou l'autre équipe, choix concerté des activités de renforcement de capacités à financer par chaque intervention, partage systématique des TdR d'activités des acteurs bénéficiaires, partage des responsabilités dans le cadre d'activités conjointes (par exemple étude d'élaboration de la stratégie d'amélioration génétique où IRC assure l'élaboration de la stratégie et PRADEL s'est occupé de la mise en oeuvre, voyages d'étude sur l'organisation des services d'insémination artificielle, etc.)
- Logistique : Mise à disposition des personnels des antennes régionales du PRADEL pour l'organisation des activités d'IRC sur le terrain, etc.).

Cette organisation/synergie permet ainsi une utilisation plus rationnelle et un ciblage cohérent des bénéficiaires, des activités et des changements attendus.

Quelques exemples tirés du rapport d'IRC : *“(i) PRADEL a doté les structures du code rural de Tahoua en équipement informatique et IRC les a formées en informatique. ; (ii) PRADEL a aussi appuyé le MAG/EL à la mise en place du réseau intranet, d'un système d'archivage numérique et d'un système de numérisation du dispositif de suivi-évaluation et IRC a formé les cadres sur l'utilisation du site web, l'entretien et la maintenance de ces systèmes. Pour rendre opérationnel ce dispositif de suivi-évaluation, IRC a accompagné l'acquisition des compétences en suivi-évaluation, et en GAR”.*

5.2 Avec les projets pour tiers

- Des échanges sur les pratiques/approches et partages d'informations diverses ont eu lieu avec le Projet DURAZINDER et le projet REPO financé par l'Union Européenne sur divers thèmes (approche chaîne de valeur, démarche d'appui à l'entrepreneuriat, etc.). Une mission backstopping conjointe d'appui au PRADEL et DURAZINDER a été organisée et a permis de renforcer la recherche de pistes de synergie et de collaboration entre les deux projets, notamment en matière d'entrepreneuriat, de financement, de conseil.
- L'assistant technique en suivi des infrastructures du PRADEL est également régulièrement à disposition du projet REPO pour un appui sur les aménagements pastoraux (élaboration des DAO, analyse des offres des soumissionnaires aux marchés publics, etc.).

5.3 Autres synergies et complémentarités

Des initiatives de synergie/complémentarité ont été développées avec certains partenaires.

- ✓ Dans le cadre de la formation des paysans pionniers sur la RNA, le Projet Muraille Verte a fourni l'expertise technique (formateur) et le PRADEL a fourni le matériel de formation et assuré l'hébergement et la restauration des participants.
- ✓ VSF-B a reçu le financement de MCA-Niger pour installer 12 nouveaux SVPP et renforcer 16 autres dont les 6 qui bénéficient des appuis du PRADEL. Il s'agit des SVPP de Dosso, Doutchi, Konni, Madaoua, Illéla et Abalak. Cette subvention complète les appuis du PRADEL notamment en termes de formation et de recyclage sur d'autres thématiques, appuis en équipements, etc.
- ✓ Les différents ateliers entrant dans le cadre de la réduction de la vulnérabilité des pasteurs et agropasteurs (identification de modèles de résilience, élaboration des plans de contingence) ont vu une participation active des autres intervenants (projets et ONG) et du système des nations unies au niveau régional.
- ✓ Une forte synergie a été dégagée avec le PROMEL autour de la laiterie de Doutchi (mise en place d'équipements, de points de vente, etc.).
- ✓ L'activité d'insémination artificielle dans nos zones a bénéficié de la complémentarité entre PRADEL et P2RS (celui-ci a fourni des semences et PRADEL a fourni les moyens pour la sensibilisation et l'opération d'insémination).
- ✓ Des échanges réguliers d'informations ont lieu avec d'autres partenaires (LuxDev, Coopération Suisse, etc.), surtout sur la question du financement agricole (dans le cadre d'un cadre de concertation sur ladite thématique).
- ✓ Un partenariat avec AVI Niger – PRADEL- INRAN permis également de mettre ensemble des ressources pour une recherche-action sur les performances des aliments bétail & volaille de l'entreprise AVINiger
- ✓ Le partenariat PRADEL-INNERAN a été effectif pour la recherche-action sur les cultures fourragères, notamment le pois d'angol.
- ✓ Un partenariat avec l'Université Abdou Moumuni a été conclu et permis à sept étudiants de faire des stages terrain sur des thèmes en lien avec des problématiques importantes sur lesquelles le programme travaille.
- ✓ Un partenariat avec le Conseil National de Recherche Agronomique (CNRA) a permis de finaliser la capitalisation des expériences et des résultats de la recherche vétérinaire et zootechnique au dans cinq (5) thématiques : l'amélioration génétique et la reproduction, l'alimentation animale, la santé animale, la transformation des produits animaux, la socio-économie de l'élevage.
- ✓ Les comités techniques de concertation du secteur de l'élevage mis en place et appuyés au niveau régional permettent également d'avoir une certaine synergie/ harmonisation entre les différents partenaires intervenant sur le terrain qui acceptent de participer à ces cadres de concertation.

6 Thèmes prioritaires

6.1 Environnement et changement climatique

- **1 836,34 ha de terres pastorales ont été restaurées avec la réalisation de 543 368 demies-lunes, la plantation de 543 368 plants et l'ensemencement.** Sur les sites restaurés par le projet les années antérieures, une évaluation sur 7 sites a révélé qu'au total, les sites évalués ont produit 1572 T.MS pouvant servir au besoin alimentaire de 925 UBT au cours de la période morte de l'année. On note, en plus de fortes quantités de biomasse, un retour du couvert végétal, des arbres et de la biodiversité sur ces sites.
- **La régénération naturelle assistée a été promue.** En 2020, on a noté 704 nouveaux adoptants de la pratique de la régénération naturelle assistée à but pastoral (RNA) en plus des 130 pilotes formés dans la région de Tahoua pour une superficie couverte de 1 290 ha couverts avec les espèces ligneuses protégées telles que l'acacia nilotica, la balanite aegyptiaca, le combretum micranthum, le ziziphus mauriciana, l'Acacia seyal, le pilostigma reticulatum. En 2021, on dénombre 526 nouveaux adoptants pour une superficie de 1.151,72 ha dans la région de Tahoua et 227 nouveaux adoptants pour 497 ha dans la région de Dosso.
- **Promotion de biogaz domestique :** 10 biodigesteurs domestiques ont été réalisés à titre de teste pilote dans le département de Gaya
- **Promotion de l'utilisation de l'énergie solaire :** 2 centres de collecte de lait, 5 stations de pompage pastorales, 8 postes d'eau autonome (3 aires d'abattage, 4 fermes avicoles, 1 centre de collecte de lait) ont été dotés de sources d'énergie solaire photovoltaïque,
- Des appuis apportés à des initiatives diverses de préservation/promotion de l'environnement : (i) une dotation en plants de l'ONG Niger Vert (1 000 000 FCFA) a été faite dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et réunissant des jeunes de la sous-région. (ii) trois (3) promoteurs privés appuyés pour le fauchage et le broyage du Sida cordifolia (une plante envahissante non appétée) en vue de la production des BMD et contribuer à protéger 30 ha aires de pâturage contre l'espèce envahissante.
- L'étude de faisabilité de la laiterie de Gaya et des stations de pompage a comporté un volet sur les risques environnementaux et les mesures de gestion desdits risques.

Les défis majeurs restent la durabilité des initiatives et leur mise à l'échelle. Les travaux de récupération des terres pastorales est une réussite, mais dans certains on a commencé à assister au non-respect de la mise en défens ainsi que des accords sociaux malgré tout le renforcement du dispositif de gestion.

6.2 Genre

- Dans le cadre du financement des promoteurs, une discrimination positive à l'égard des femmes est faite. Ainsi, en plus du taux de subvention qui est de 60% pour les groupements de femmes, l'on compte 4 321 bénéficiaires dont 2360 femmes
- La participation des femmes au réseau des services vétérinaires privés de proximité (SVPP) a été promue. On note 11 animatrices villageoise en aviculture et petits ruminants.
- Les travaux HIMO de récupération des terres pastorales ont connu une plus grande participation des femmes et ont engendré 565 emplois (sur un total de 960 emplois) pour femmes sur un total de 960, soit 59%.
- La mise en place de 19 structures locales de gestion (comités de gestion des aires de pâturage, associations des usagers du service public de l'eau, des comités de gestion des points d'eau) a tenu compte de la participation des femmes et/ou groupes spécifiques à ces structures.
- **Une démarche spécifique pour l'entrepreneuriat des femmes :** (i) une stratégie d'appui à l'entrepreneuriat des femmes dans les filières lait et aviculture a été élaborée. (ii) un portefeuille de 40 femmes entrepreneures a été sélectionné a bénéficié d'un trajet spécifique d'accompagnement à l'entrepreneuriat (éveil entrepreneuriat, formation GERME, leadership, etc.).
- **Sensibilisation sur des thématiques spécifiques des femmes :** Des messages radio de sensibilisation et des tables rondes radiophoniques ont été organisées sur les droits humains, les atteintes aux droits humains, la violence basée sur le genre, les mariages précoces et l'importance de la scolarisation de la jeune fille, la prise en compte de la vulnérabilité pastorale, les indicateurs liés à la vulnérabilité pastorale et les stratégies développées par les pasteurs en cas de crise.
- 6 membres du staff PRADEL ont été formés en genre et développement. Un point focal genre du PRADEL a été désigné.

6.3 Digitalisation

Les initiatives suivantes peuvent être retenues dans le domaine de la prise en compte de la digitalisation :

- Mise en place du dispositif de suivi & évaluation digitalisé du ministère de l'Elevage
- Un appui a été apporté à l'extension dans le domaine de l'élevage de la plateforme électronique d'information et de conseil (E-Extension) du RECA. Un centre d'appels en élevage a été mis en place et un groupe WhatsApp créé pour les éleveurs qui échangent des informations diverses
- Un appui a été apporté au système d'information sur les marchés à bétail – 2ème génération (SIM B 2G) avec une digitalisation de la collecte des données et 37 personnes formées sur la méthodologie de suivi des marchés à bétail et l'application mobile de collecte des données sur le bétail du SIM Bétail).
- Un système digitalisé de traçabilité des flux financiers dans le cadre du financement agricole a été élaboré et est en cours de test.

- Un test pilote d'utilisation des smartphones pour la collecte et le suivi des indicateurs de vulnérabilité pastoraux dans les bassins d'interventions du PRADEL amorcée en 2019 avec la Division Alerte Précoce et Structures Communautaires du DNP-GCA se poursuit
- L'archivage numérique d'un important lot de documents du MAGEL a été réalisé, un intranet créé et un site web renforcé
- Le Système d'informations foncières (utilisant les TIC) a été promu dans les zones d'intervention du Programme (le SIF est un logiciel dans lequel les commissions foncières enregistrent les données sur les ressources foncières : coordonnées géographiques, cartographie, statut, les transactions foncières etc.).

L'exploitation du dispositif de suivi & évaluation reste faible. Le foisonnement des initiatives de digitalisation et l'absence d'une expertise confirmée en TIC dans l'équipe ont été des facteurs qui n'ont pas facilité la prise en compte adéquate de la question de la digitalisation.

6.4 Emplois décents

RAS

7 Durabilité

- La durabilité reste globalement bonne. Par exemple, en matière d'aménagements pastoraux, des dispositions ont été mises en œuvre pour assurer l'adhésion des populations au processus de changement à travers l'ingénierie sociale mettant un accent particulier sur l'information/sensibilisation, la concertation entre tous les acteurs des aménagements pastoraux. Des accords sociaux ont été signés concernant les aménagements réalisés, et des dispositifs de gestion sont mis en place avec un volet important de contrôle de mise en valeur des aménagements par les commissions foncières qui d'ailleurs ont été renforcées pour jouer leurs rôles. En dépit de ces acquis, la gestion durable des infrastructures, aménagements pastoraux et la gouvernance foncière par les collectivités territoriales restent également un défi permanent dont la réussite dépend encore beaucoup du leadership des responsables communaux, des autorités locales, etc.
- Sur le plan économique, le dispositif d'encadrement de proximité des promoteurs a prévu et mis en place une stratégie de sortie des prestataires privés pour se concentrer davantage sur des acteurs locaux d'accompagnement, notamment les services techniques déconcentrés de l'élevage. Ces services ont été renforcés (formations diverses, équipements en moto, outils d'accompagnement, etc.). Grâce à ce dispositif, les promoteurs arrivent à mettre en œuvre leurs activités, certains ayant réussi à renouveler leurs financements auprès des IMF. En dépit de la bonne durabilité, il faut relever quelques atténuations/points d'attention/risques. En effet, plusieurs activités financées demeurent à l'échelle de petites activités génératrices de revenus et restent vulnérables avec des risques d'arrêt. Aussi, même si certains projets pilotes ont montré leur rentabilité, d'autres n'ont pas donné les résultats escomptés. Par ailleurs, les changements de comportements prennent du temps dans un environnement encore largement dominé par une gestion traditionnelle des exploitations agricoles. Aussi, certaines réalisations comme la laiterie de Gaya doivent encore subir la phase difficile de décollage et de dialogue constructif agrégateur-éleveurs sur les défis communs (pris juste et rémunérateur, qualité du lait, amélioration de la productivité des vaches, etc. le Nouveau portefeuille Niger -Belgique 2022-2026 prévoit la prise en compte de la consolidation des acquis et s'attaquera à ces défis majeurs.
- Sur le plan politique, l'interaction avec les autorités ministérielles montre bien que le programme a bénéficié de l'appui intégral du politique et des institutions. Le comité de pilotage a bien fonctionné, la mobilisation des services techniques dans la mise en œuvre des activités a été effective, et la volonté politique s'est toujours manifestée lorsque des décisions importantes devaient être prises pour la bonne marche du Programme. Les

bureaux des services techniques déconcentrés de l'Etat sont affectés aux agents du programme dans les régions/communes d'interventions. Aussi, le programme a renforcé les capacités institutionnelles du ministère et du secteur (documents de planification des filières lait et aviculture, mécanismes de concertation/dialogue des acteurs du secteur au niveau régional, etc.). Malgré cet appui, un défi majeur demeure et concerne la poursuite du financement sur le budget national des activités de gouvernance du secteur même si de bons résultats sont obtenus avec l'appui du programme .

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Les principaux succès enregistrés au cours de la période de rapportage et les leçons apprises de ces succès par rapport à l'atteinte des changements visés sont :

- **La baisse continue des conflits agriculteurs-éleveurs dans la zone d'intervention** (-20% en 2020 et -70% en 2021) constitue un succès important à relever quand on connaît le contexte de pression de plus en plus forte et la concurrence exacerbée sur les ressources en milieu agro-pastoral au Niger. Ce résultat est le fruit du travail d'ingénierie sociale, de sensibilisation, de réalisation de couloirs de passage et autres aménagements /points d'eau réalisés. Il reste fragile et nécessite un regard constat dans toute action de développement dans les 2 régions.
- Le développement des chaînes de valeur inclusives animales commence à donner des résultats avec des cas de progrès intéressant de certaines exploitations familiales ou entreprises accompagnées qui ont doublé la productivité en lait ou le chiffre d'affaires. Ainsi, Dans le domaine **de la production** par exemple, entre 2017 et 2022, les quantités de viande produites ont été multipliées par 1,8 ; celles du lait par 2,5 et celles des œufs par 1,7. **La transformation des produits** s'est également accrue : les quantités de viande transformée ont été multipliées par 1,6 et celles du lait par 2,8.
- Les GEIC, malgré leur installation récente, constitue une approche qui montre clairement une nette amélioration de la structuration des acteurs, la coordination et le développement des relations d'affaires. Ils assurent la prévisibilité et l'agrandissement des relations d'affaires. Toutefois, le renforcement des capacités de facilitation et ainsi que des actions des agrégateurs ainsi que des relations équitables doivent constituer des points d'attention.
- L'accès au financement est une réalité avec 4 321 bénéficiaires directs financés, avec un taux de remboursement des crédits de plus de 96%, la mise en relations et un début de fidélisation entre promoteurs et IMF. Des cas intéressants de promoteurs ayant réussi sont légion : (i) Coopérative Katanga d'embouche bovine a bénéficié d'un crédit initial, l'a remboursé et renouvelé à quatre reprises (ii) Mme Haouaou Adda, qui a bénéficié d'un crédit initial pour embouche bovine, l'a remboursé et renouvelé à deux reprises, (iii) Habi Sodi, qui avait pratiquement cessé son activité, a bénéficié d'un crédit pour élevage de 2000 poules pondeuses et réalise actuellement un bénéfice net journalier de 50 000 FCFA/jour ; (iv) Ferme SAA bénéficiaire d'un crédit de 14 425 000 FCFA a bénéficié d'un crédit pour la modernisation de l'élevage de poules pondeuses (v) groupement ALHEIRI a bénéficié et renouvelé 3 fois un crédit pour embouche ovine
- L'accompagnement des promoteurs en amont et en aval du financement, la formation des IMF sur les métiers et les chaînes de valeur, la garantie partielle offerte aux IMF, ont été des facteurs importants de réussite.

- La laiterie de Gaya, en dépit des défis énormes qui se présentent, est une réalisation majeure porteuse d'espoirs pour le développement de la filière lait en droite ligne de la politique des pôles agroindustrielles du Gouvernement. Le niveau des investissements faits, la concession à un professionnel expérimenté, la mise en place des coopératives autour des centres de collecte de lait offrent déjà de réelles chances de réussite de ce projet spécifique du PRADEL. Toutefois, des activités importantes doivent être poursuivies (consensus sur le prix du lait au producteur, amélioration du système de collecte, renforcement du système d'élevage/amélioration de la productivité, gouvernance foncière, etc.)
- Émergence progressive d'un tissu d'entreprises modèles dans les filières d'élevage (Fermes avicoles, les mini laiteries, etc.) dans la zone intervention du PRADEL. On note les cas de projet pilotes modèles :
 - Souleymane OUSSEINI, ferme avicole (3 à 4 cycles de poulets de chair par an, 600 pondeuses, la bonne maîtrise de l'activité, les équipements améliorés de travail :
 - 3 mini laiterie Tchupal de Douchi, ADALCHI de Tahoua, Nono Sahel de Konni (amélioration de la qualité de l'emballage, équipements de productions, l'application des BPH, la maîtrise des process de production, des produits, la tenue des outils de gestion, etc.)

L'approche de promotion des PPM n'a pas suffisamment pris en compte certains préalables (critères de choix des PPM pas toujours bien muris, la contractualisation des engagements et la rationalisation de leur accompagnement (appui financier-matériel et appui technique)

- Les documents stratégiques mis à la disposition du gouvernement (PNDF, DSEF) sont adoptés et constituent des cadres de référence du développement des filières au niveau national. La forte implication et la responsabilisation des STDEL dans la mise en œuvre des activités constituent une garantie d'une bonne appropriation du programme.
- La concrétisation de la structuration des professionnels de la filière lait avec la mise en place effective de l'interprofession lait est un succès même si le défi de sa pleine fonctionnalité demeure ;
- La mise en place des SVPP dans la zone d'intervention qui sont devenus des entreprises autonomes permettant d'améliorer l'accès des promoteurs aux services de santé animale. Le réflexe de recourir aux services vétérinaires de proximité, au service public d'élevage, ainsi que la vaccination devient de plus en plus systématique chez les promoteurs financés dès la mise en place des animaux ;
- L'adoption et la répliquabilité de certaines pratiques d'élevage, notamment la formulation des aliments de volaille, développé par les STDEL dans le cadre de l'appui conseils. Des aliments complémentaires ont été produits dans le GEIC aviculture de Koré Mairoua.

8.2 Les échecs

- L'on note des cas d'infrastructures non exploitées ou mal exploitées (centres de collecte de lait de Yaya, de Dogueroua, Tanda, marché de volaille de Karguibangou, air d'abatage de Bolbol, complexe d'abattage de volaille Tahoua). L'amélioration de l'ingénierie sociale

avant la conclusion préalable d'accords entre les acteurs avant leur réalisation est une nécessité pour toute intervention.

- La recherche de modèles a conduit à la réalisation de projets pilotes modèles mais certains promoteurs PPM ne jouent pas leur rôle de modèle, ou n'exploitent pas réalisations (Boucherie Moderne de Dosso, les Bergeries d'Embouche, etc.)
- Le sous-financement (voir le non financement des filières lait et aviculture). La démarche de mise en place de ces PPM est un échec. Il eut fallu construire une démarche cohérente qui met un point d'honneur sur le profil et le choix des promoteurs de ces PPM. Par ailleurs, il eu fallu conclure des accords préalables avant toute réalisation.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

RAS

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
En vue d'assurer une meilleure qualité de réalisation des ouvrages, il est préférable de faire recours à des agents de suivi-contrôle directement liés à l'UGP ou à des consortiums de bureaux nationales-internationales au regard des défaillances constatées au niveau des bureaux d'études nationaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.	Intervention Enabel
En vue de garantir une meilleure valorisation et gestion des infrastructures communales d'appui au développement de l'élevage, il faut : (i) améliorer l'ingénierie sociale en amont dans l'identification de ces infrastructures à travers une large concertation communale entre les autorités locales et les acteurs des filières et autres groupes influant locaux ; (ii) signer des conventions de partenariat entre la commune et les acteurs avant la réalisation. Par ailleurs, il peut être plus porteur de faire une sélection des communes bénéficiaires du programme sur la base d'une compétition entre communes et exiger une contrepartie des communes et des acteurs au financement du coût de réalisation des infrastructures.	Intervention Enabel
Afin d'éviter une trop grande orientation des IMF vers un seul type d'activités et de petite taille, il est important de : (i) renforcer la formation des IMF sur les métiers/filières, notamment l'aviculture et le lait (ii) faire la sélection des promoteurs par catégorie de promoteurs et par filière/bassin d'intervention ; (iii) le FISAN doit également intégrer des banques dans ses partenariats en vue de prendre en compte le financement d'acteurs plus ambitieux et plus professionnels ; (iv) Il est important que la sélection des promoteurs se fasse par séquence ou soit flexible afin de prendre en compte des nouveaux promoteurs au moins deux fois durant la vie du projet ; (v) prendre systématiquement dans le portefeuille du nouveau projet les membres actifs des GEIC PRADEL pour bénéficier l'appui conseil	Intervention, Portefeuille Enabel
(i) Renforcer les capacités des agrégateurs des GEIC (ii) voir au-delà du bassin pour trouver de bons agrégateurs (iii) renforcer les capacités de l'équipe Enabel en facilitation de processus multi-acteurs et des clusters (iv)	Intervention, Portefeuille Enabel
L'importance d'affiner les critères permettant de sélectionner des promoteurs disposant du profil et des capacités pour maximiser les chances de réussite des appuis	Intervention, Portefeuille Enabel

9 Recommandations

Recommandations	Acteur
Pour l'objectif spécifique 2 :	
L'Etat doit prendre des mesures pour assurer régulièrement l'inspection de la gestion des infrastructures et des aménagements pastoraux et donner l'ordre aux collectivités de mieux assurer leurs responsabilités	Etat
La survivance des épizooties, notamment des fermes avicoles, est un sérieux problème pour les investisseurs dans ce domaine pour lequel un mécanisme national, une assurance agricole devrait bénéficier fortement de l'appui de l'Etat et des partenaires	Etat
La faiblesse des ressources des IMF et la nature des ressources (dépôt à vue) nécessite que l'Etat mobilise les acteurs pour accompagner les IMF dans l'accès à des ressources de long terme et à coût raisonnable.	Etat
Reprendre et consolider automatiquement le portefeuille actuel du PRADEL dans le cadre du nouveau projet REEL Mahita du portefeuille pays Niger-Belgique 2022-20226	Enabel
Poursuivre l'appui des acteurs pour la bonne gestion des aménagements pastoraux en dépit de la clôture du PRADEL	Enabel
Inscrire le financement de certaines activités de l'OS4 (gouvernance) dans le budget de l'Etat en vue d'assurer la continuité	Ministère
Prendre en compte dans le portefeuille 2022-2026 les bénéficiaires du PRADEL ayant de bons dossiers mais qui n'ont pas eu de financement dans le cadre du PRADEL	Enabel

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
x	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
x	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
X	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
	A	B	C	D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale					
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			

X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	<u>Objectif global</u> : Les populations impliquées dans des activités liées à l'élevage familial dans les régions de Tahoua, Dosso sont accompagnées pour contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants	- <u>Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%</u>	Etudes et rapports Institut national des statistiques, HCI3N , DNPGCCA	- Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration - Stabilité politique et institutionnelle - Maintien de la stabilité sécuritaire
OS1	<u>Objectif spécifique 1</u> : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées et créent des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes	- Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité) - Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	- Rapports MAG/EL (DDP) - Rapports de suivi de l'intervention	- Des services d'accompagnement de qualité sont disponibles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL 		
R 1.1	Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont définies pour les 2 régions	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et documents de l'intervention - Rapports des études, stratégies opérationnelles actualisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des autorités de développer des chaînes de valeur inclusives, sensibles aux femmes et aux jeunes
R 1.2	Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL - Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de Pradel ; Rapport mission d'évaluation de la biomasse, de la paille ramassée et des cultures fourragères - Rapport VSF-BE/Karkara et rapport PRADEL 	<ul style="list-style-type: none"> - La politique de privatisation de la fonction vétérinaire et de mandat sanitaire est maintenue - Conditions climatiques et pluviométrie normaux
R 1.3	L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'acteurs (groupement, individus.) qui ont été accompagnés - Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade de subsistance (AGR), embryonnaire au stade émergent ou autonome 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de résultats de l'intervention - Enquête auprès des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Durabilité du dispositif d'accompagnement de l'entrepreneuriat

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.4	Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets collaboratifs et des sous-projets (individuels et collectifs) intégrés financés (Projets Economiques et Plans d'Affaire (PEPA)) - Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports opérateurs financiers - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires ciblés sont les bénéficiaires réels - Réticences aux crédits bancaires
R 1.5	La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi de l'intervention - Enquête auprès des organisations d'acteurs des filières 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des acteurs de se coordonner
OS2	<u>Objectif spécifique 2</u> : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales - Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques - Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé - Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés - Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDP et DREL - Rapports de suivi de l'intervention - Rapports des structures du code rural - Rapport d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement de vocation des espaces restaurés (glissent vers les agriculteurs) - Occupation et vente des espaces pastoraux malgré l'existence d'actes de sécurisation foncière

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		aménagement pastoraux		
R 2.1	Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural) - Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement 	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier communal des COFOCOM - Comptes rendus des commissions communales et des COFODEP - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion - Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales
R 2.2	Les systèmes et les canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête auprès des utilisateurs - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place effective des systèmes et canaux d'information et de communication au profit des éleveurs
OS3	<u>Objectif spécifique 3</u> : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'évaluation des actions (DNP/GCCA, communes) - Rapport de suivi de l'intervention 	
R 3.1	Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des communes et DNP/GCCA 	Peu de coordination entre les collectivités territoriales et les structures du DNP/GCCA

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		- % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs,		
R 3.2.	Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables	- Nombre de modèles et actions spécifiques de résilience en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	- Rapports de suivi de l'intervention	
OS4	<u>Objectif spécifique 4</u> : La gouvernance du secteur est renforcée	- Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) - Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	- Enquêtes auprès des acteurs clés (MAG/EL et communes) - Enquête auprès des membres des OPELs - Rapports de suivi de l'intervention	- Une volonté des acteurs d'améliorer la gouvernance - L'Etat poursuit ses efforts de renforcement des STDs - La politique de décentralisation est maintenue
R4.1	Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques	- Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	Rapports de suivi de l'intervention Documents et études au niveau du MAG/EL, RECA	- Les acteurs et intervenants sur le terrain sont intéressés à partager et discuter leurs expériences

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R4.2	La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'espaces de coordination/ concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL - Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL 	PVs des réunions de coordination ; Rapports MAG/EL Matériel de communication disponible au niveau du MAG/EL Site-webs RECA, MAG/EL Rapports de suivi de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté et capacité de se coordonner au niveau institutionnel et local
R4.3	Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAG/EL et ses STD etc,) - Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage 	Rapports de programmation et de S&E du MAG/EL et DRELS Rapports des communes Rapport suivi de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté et intérêt des acteurs d'améliorer leurs capacités pour mieux jouer leur rôle
R4.4	Les capacités des OPEL faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPEL faitières appuyés par le PRADEL 	Rapports des Organisations de coupole /auto-évaluations	Une bonne synergie avec les autres intervenants appuyant les OPELS
R4.5	Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs 	Rapports de suivi de l'intervention Rapport de mise en œuvre de la prestation	Les autorités ne veulent pas reconnaître les problèmes des droits des groupes défavorisés

10.3 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
1	La baseline du Programme devra être disponible dans un délai maximum de 9 mois à compter de ce jour ;	janv-18	PV COFIL	Réaliser la baseline Réaliser la situation de référence	UGP	31/10/2018	Rapport baseline adopté Réalisé	CLOS
2	Mettre en place un mécanisme de suivi des exonérations comprenant la DRFM du MAG/EL), Enabel et l'unité de gestion du PRADEL ;	janv-18	PV COFIL	Mettre en place le mécanisme de suivi des exonérations	UGP	Immédiat	Comité mis en place	CLOS
3	Prévoir la participation au COFIL du Responsable du Budget-programme « Productions Animales du MAG/EL ».	janv-18	PV COFIL	Inviter le Responsable du Programme Productions Animales aux réunions du COFIL	UGP	Continu	Le Responsable du Budget-Programme « Productions animales du MAG/EL participe régulièrement au COFIL	CLOS
4	Le réaménagement budgétaire prenant en compte l'Expert Filières dans le budget du PRADEL est approuvé.	janv-18	PV COFIL	Adapter le FIT au réaménagement budgétaire	UGP	Immédiat	Réalisé	CLOS
5	La proposition de budget de la contrepartie nationale est adoptée avec la recommandation de créer une ligne dédiée au fonctionnement du COFIL	janv-18	PV COFIL	Créer une ligne dédiée au fonctionnement du COFIL dans le budget de la contrepartie nationale	UGP	31/12/2021		Accompli
6	Le recrutement de 2 chauffeurs est approuvé	janv-18	PV COFIL	Recruter les 2 chauffeurs en temps opportun	UGP	Selon programmation de l'achat des véhicules	Réalisé	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
7	Le recrutement de 2 personnels d'entretien est approuvé	janv-18	PV COFIL	Recruter les 2 personnels d'entretien en temps opportun pour les coordinations régionales de Dosso et de Tahoua	UGP		Réalisé à travers des contrats de prestation	CLOS
8	Le PRADEL doit apporter un appui à la campagne de vaccination de 2018 afin de contribuer à résoudre la crise pastorale qui s'annonce	janv-18	PV COFIL	Signer des contrats avec des SVPP à Dosso pour la vaccination du cheptel	UGP	01/05/2018	3 contrats signés et mis en œuvre avec 3 SVPP à Dosso	CLOS
				Accompagner les STDs Elevage dans le suivi de la campagne de vaccination	UGP	01/05/2018	3 missions de supervision effectuées	
9	Le PRADEL doit apporter une contribution financière pour la tenue des états généraux du foncier rural compte tenu de l'impact de cette activité sur l'avenir du foncier rural et donc du pastoralisme	janv-18	PV COFIL	Identifier et prendre en charge des activités rentrant dans le cadre des états généraux du foncier rural	UGP	31/03/2018	Réalisé	CLOS
10	Le manuel de gestion complémentaire du PRADEL est adopté	oct-18	PV COFIL	Mettre en œuvre le manuel de gestion	UGP	Continu	Manuel adopté et en cours de mise en œuvre	CLOS
11	Le Ministère du Plan a été inclus comme membre de plein droit du CoPil.	oct-18	PV COFIL	Inviter le Ministère du Plan lors des COFIL	UGP	Continu	Le Ministère du Plan participe régulièrement au COFIL	CLOS
12	Appuyer le RECA dans l'extension de ses services digitalisés au secteur de l'élevage	déc-18	PV COFIL	Tenir une rencontre avec RECA et définir les besoins et modalités d'appui	UGP	31/03/2021	Un appui en cours pour la promotion de E-extension dans l'élevage	Accompli
13	Créer un groupe de réflexion sur la question de l'élevage dans la facilité 1 du FISAN afin de nourrir la réflexion sur comment financer l'élevage	déc-18	PV COFIL	Mettre en place le groupe de réflexion et l'animer	UGP		La réflexion sur le financement de l'élevage est prise en compte dans le groupe PTF FISAN	Accompli
14	Faire ressortir les points de connexion entre la stratégie chaînes de valeur du PRADEL et les	déc-18	PV COFIL	Prendre en compte APCA, SNCA, CRA dans le	UGP		La CRA est prise en compte dans le dispositif d'appui	Clos

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
	structures intervenant dans les stratégies/politiques nationales en matière de conseil agricole (APCA, SNCA et les CRA)			document de stratégie opérationnelle du PRADEL			conseil, mais son rôle doit être renforcé/plus valorisé	
15	Document de stratégie opérationnelle de développement de chaînes de valeur animale du PRADEL est adopté	déc-18	PV COPIL	Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur			La stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur en cours de mise en œuvre	Accompli
16	Le rapport résultats 2018 du PRADEL est adopté	14/02/2019	PV COPIL					CLOS
17	La planification opérationnelle 2019 du PRADEL est adoptée	14/02/2019	PV COPIL					CLOS
18	Renforcer le dialogue opérationnel avec la direction du FISAN	14/02/2019	PV COPIL	Tenir des rencontres d'échange entre PRADEL et FISAN	UGP	Continu	Plusieurs réunions tenues avec le DG et les agents du FISAN	Accompli
19	Le manuel de procédure pour l'identification, la sélection et le financement des projets économiques et plans d'affaires (PEPA) des promoteurs des chaînes de valeur Bétail-viande, Lait et Aviculture dans les régions de Tahoua et Dosso est adopté sous réserve de la prise en compte des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COPIL	Mettre en œuvre le manuel	UGP	31/12/2019	La sélection des promoteurs a été effectuée	CLOS
20	La feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés	14/02/2019	PV COPIL	Mettre en œuvre la feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés		31/10/2021	L'étude de faisabilité de la laiterie a été réalisée et la recherche de financements en cours	Accompli

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
21	Le financement de 10 PPM des projets pilotes modernes est adopté	14/02/2019	PV COFIL	Réaliser les 10 PPM		31/12/2020	Les marchés publics ont été lancés et les offres évaluées et 34 femmes promotrices d'embouche bovine ont été financées	Accompli
22	Les lignes directrices pour l'appel à proposition portant sur l'établissement du portefeuille des bénéficiaires du PRADEL sont adoptées sous réserve de la prise en compte des observations du sièges d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL					CLOS
23	Le manuel de financement des infrastructures structurantes est adopté sous réserve des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL					CLOS
24	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua sont dorénavant membres du COFIL de PRADEL	14/02/2019	PV COFIL	Informier et inviter les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua aux sessions du COFIL de PRADEL	UGP	Continu	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua participent désormais au COFIL de PRADEL	CLOS
25	Approbation de la création du fonds de garantie et de la proposition de réaménagement budgétaire sous réserve du quitus du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL	Mettre en place le fonds de garantie	UGP	31/12/2020	Le mécanisme de garantie a été élaboré Une IMF contractualisée 2 IMF en cours de contractualisation	Accompli
26	Le COFIL autorise le PRADEL à recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	14/02/2019	PV COFIL	Recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	UGP	31/08/2019	ATN Gouvernance et résilience pastorale recruté	CLOS
27	Le COFIL autorise le PRADEL à recruter un Aide Comptable	14/02/2019	PV COFIL	Recruter un Aide Comptable	UGP	31/08/2019	L'aide comptable a été recruté	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
28	Il est autorisé le recrutement d'un Expert marchés Publics à prendre en charge sur le budget du PRADEL (50%) et le budget du PASS (50%) par la coopération belge.	28/06/2019	PV COFIL	Recrutement de l'Expert Marchés publics	UGP	04/12/2019	Un expert Marchés publics recruté et pris fonction en décembre 2019	CLOS
29	Accompagner le processus du Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua. A cet effet, le PRADEL doit commencer par financer l'organisation d'un atelier pour la validation de la feuille de route d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la région de Tahoua suivant le guide national d'élaboration des SAF	24/10/2019	PV COFIL	Financer l'atelier d'adoption de la feuille de route et accompagner le processus SAF	UGP	31/03/2020	Atelier de validation organisé (difficultés liées au fait que Conseil Régional exige la mise à disposition directe des fonds alors qu'aucune convention de subside n'existe entre le conseil régional et Enabel)	CLOS
30	Le bilan de la mise en œuvre des activités du 01 janvier au 30 septembre 2019 est adopté	24/10/2019	PV COFIL					CLOS
31	Le rapport de l'étude sur la situation de référence des indicateurs du PRADEL est adopté sous réserve d'éliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	24/10/2019	PV COFIL	Eliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	UGP	31/12/2019	Une enquête exhaustive réalisée a permis de déterminer les valeurs de référence des indicateurs recomposés et d'autres indicateurs pour lesquels l'étude situation de référence n'a pas été assez fiable	CLOS
32	Accélérer le processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	26/02/20	PV COFIL	Suivi du processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	UGP	31/12/2020	Nouveau protocole sur les perdiems est déjà en vigueur	CLOS
33	Assurer un suivi de haut niveau de la convention Enabel-FISAN	26/02/20	PV COFIL	Mettre en place un comité de suivi de la convention PRADEL-FISAN	UGP	30/06/2020	Plusieurs réunions tenues entre l'équipe FISAN et l'ATN Entrepreneuriat et Financement. Des réunions mensuelles sont	Accompli

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
							régulièrement tenues et ont permis la signature de la convention FISAN-YARDA TARKA MAGIA. Des négociations en cours avec Capital Finance, HINFANI et ARK	
34	Calculer la contribution de l'ETAT pour l'intégrer dans les dépenses du projet (en termes de contribution financière, d'exonération, salaires, contribution physique (de bâtiments, eau, électricité, etc.) dans les rapports de résultats	26/02/20	PV COFIL	Tenir une fiche de suivi des la contribution de l'Etat dans la mise en œuvre du projet. Etablir une situation de l'état d'avancement de la contribution	UGP	Continu	Une fiche est déjà tenue par le RAF du projet	EN COURS
35	Inviter le FISAN, l'ANCFIT et le Ministère de l'Entreprenariat des jeunes au COFIL du PRADEL, comme observateurs des prochains COFIL	26/02/20	PV COFIL	Envoyer des lettres d'information aux responsables de FISAN, l'ANCFIT et du Ministère de l'Entreprenariat des jeunes de la décision du COFIL du PRADEL de les intégrer dans les membres du COFIL comme observateurs	UGP	30/06/2020	L'ANCFIT, le FISAN et Le Ministère de l'entreprenariat des jeunes ont été invités et ont participé à la session extraordinaire du COFIL du PRADEL Tenu le 10 juin 2020	CLOS
36	Organiser un atelier sur les subsides et les gros marchés d'ici avril 2020, en impliquant le MAG/EL	26/02/20 26/02/20	PV COFIL PV COFIL	Elaborer tous les TDR relatifs aux subsides et marchés publics	UGP	30/04/2020	Tous les TDR sont élaborés et centralisés au niveau du projet	CLOS
				Tenir l'atelier de validation des TDR	UGP	30/04/2020	Réalisé	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
37	Organiser une réunion tripartite MAG/EL – VSF – PRADEL autour de la question de formation des auxiliaires d'élevage à l'école des Surveillants d'élevage de Maradi	26/02/20	PV COFIL	Rédiger et envoyer des lettres à VSF et au MAG/EL à réunion tripartite et tenir la réunion	UGP	30/06/2020	Réunion tripartite tenue entre MAG/EL - VSF/B et PRADEL et décision prise de poursuivre dans le format actuel déjà convenu. Les prochaines collaborations devront changer	CLOS
38	La délégation de certaines activités des objectifs spécifiques 3 et 4 du PRADEL au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est approuvé	10/06/2020	PV COFIL	Elaborer et soumettre la demande d'opportunité d'octroi direct	UGP	30/06/2020	Demande d'opportunité introduite et acceptée	CLOS
				Recruter un prestataire et réaliser l'analyse organisationnelle	UGP	30/09/2020	Prestataire recruté et analyse organisationnelle réalisée	CLOS
				Solliciter une demande de proposition au MAGEL	UGP	31/07/2020	Demande de proposition d'action envoyée	CLOS
				Réceptionner et analyser la demande d proposition du MAGEL	UGP	31/10/2020	Proposition d'actions formulée et envoyée par le MAGEL à Enabel et analysée	CLOS
				Elaborer et soumettre convention de subside	UGP	30/11/2020	Projet de convention de subside élaboré mais abandonné car impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un compte bancaire	CLOS
39	Le transfert de certaines activités de renforcement de capacités du PRADEL à l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) est approuvé.	10/06/2020	PV COFIL	Transférer les activités à IRC	UGP	31/07/2020	Les activités ont été transférées à IRC	CLOS
40	La proposition de glissement de la période de mise en œuvre de six (6) mois du PRADEL (31/01/2022) est approuvée.	10/06/2020	PV COFIL	Faire la planification du budget et des actions en	UGP	15/10/2020	La planification financière et opérationnelle a été revue	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
				tenant compte de cet aménagement				
41	La note de position du Management sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du PRADEL est approuvée	10/06/2020	PV COPIL	Mettre en œuvre le plan d'actions contenu dans la note de position	UGP	Continu	La planification financière et opérationnelle a été revue	Accompli
42	Le recrutement d'un contrôleur de gestion supplémentaire est approuvé par le COPIL	10/06/2020	PV COPIL	Recruter le contrôleur de gestion	UGP	31/12/2020	Le processus de recrutement du contrôleur de gestion est lancé	Accompli
42	Le rapport de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan opérationnel 2021 est adopté.	03/11/2021	PV COPIL		UGP	03/11/2021		CLOS
43	Le prochain COPIL se tiendra dans la 2e semaine de mars 2022 à Gaya, juste après l'édition du Salon "Sahel-Niger 2022" qui se tiendra du 25 février au 02 mars 2022. Ce COPIL sera précédé d'une visite de terrain qui portera sur la laiterie de Gaya et les 2 centres de collecte de lait.	03/11/2021	PV COPIL	Préparer et tenir le COPIL à Gaya	UGP	04/03/2022	Préparer les TDR, le budget; envoyer les lettres d'invitation et faire les réservations de la salle de réunion et les hôtels en collaboration avec la coordination régionale de Dosso	Prévu
44	Le réaménagement budgétaire est adopté	03/11/2021	PV COPIL					CLOS
45	Le COPIL approuve les Projets Pilotes Modèles et accorde son autorisation pour leur transfert aux promoteurs	03/11/2021	PV COPIL					CLOS

10.4 Matrice de monitoring complète

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
IMPACT: Les populations impliquées dans des activités liées à l'élevage familial dans les régions de Tahoua, Dosso sont accompagnées pour rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants														
OG1. Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%	35%	37%	35,5		36		36,5		37					
OUTCOME 1: Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes														
Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	387 170,83	638 831,86	387 170,83	387 170,83	464 604,99	407 255,77	596 243,07	616 648	638 831,86	1 028 501	645 220,18	705 406,76	638 831,86	705 406,76
Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	401 347,73	662 223,75	401 347,73	401 347,73	481 617,27	476 088,50	618 075,50	318 059	662 223,75	616 513	682 090,46	680 047,71	662 223,75	680 047,71

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
Production d'oeufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)	626 223	1033267,29	626 223	626 223	751 467,12	758 001,42	964 382,80	1 049 375	1 033 267,29	1 141 627	1 064 265,31	705 406,76	1 033 267,29	705 406,76
Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL	1 202 022	1 983 335,8	1 202 022	1 202 022	1 442 426,1	1 461 309,8	1 851 113,4	1 285 405	1 983 335,8	1 225 188	2 042 835,9	4 251 633,33	1 983 335,83	4 251 633,33
Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL	153 865	253 877,3	153 865	153 865	184 638,0	95 903	236 952,1	316 916	253 877,3	319 925	261 493,6	426 172,19	253 877,25	426 172,19
Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	4%	7,4%	4%	4%	5%	-5%	6,9%	29%	7,4%	68%	8%	110%	7%	110%
Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	37%	62%	37%	37%	47%	-4%	57%	88%	62%	29%	64%	94%	62%	94%
Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL	39%	64%	39%	39%	47%	5%	60%	56%	64%	36%	66%	5%	64%	5%
I.1.4. Nombre d'emploi, équivalent- emploi crée et/ou consolidé par les entreprises financées par PRADEL	0	2 634	0	0	20	34	1 580	3 743	1 034	3 661	2 634,00	2 385	2634	2 385
OUTPUT 1.1. : Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions														
1.1.1. Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	0	5	5	5	0	NA	0	NA	1	1		NA	5	6

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
OUTPUT 1.2. : Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention														
R1.2.1. Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL	0	1000	150	74,8	300	224,30	300	754,06	250	1572		NA	1000	2625,16
1.2.2. Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	5	9	0	0	8	3	8	7	8	9	9	NA	9	9
OUTPUT 1.3. : L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné														
R1.3.1. Nombre d'acteurs (groupement, individus..) qui ont été accompagnés	0	1430	0	0	20	1324	593	1427	988	1427	1430	1427	1430	1427
R1.3.2. Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embrionnaire au stade émergent ou autonome	0	30%	0%	0	0%	NA	15%	6%	30%	14%	30%	15%	30%	15%
OUTPUT 1.4. : Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels														
R1.4.1. Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	0	710	0	0	10	42	454	47	195	370	50	71	710	530

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
R1.4.2.Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	0	80%	0%	0	0%	NA	60%	IS en finition	80%		80%	75%	80%	75%
OUTPUT 1.5. : La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées														
R1.5.1. Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles	0	60%	0%	0%	0%	0%	30%	ND	60%		60%	82%	60%	82%
Objectif spécifique 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement														
OS2.1 Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	3,00%	-30%	NA	NA	- 20,0	-6,00%	-25,00%	-20%	-30,00%	-70%			-30%	-70%
NER1606911 Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en oeuvre des aménagements pastoraux	0	1000	NA	NA	NA	NA		911		960			1000	960
OS2.2 Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques	1%	25%	NA	NA	10,00%	0%	15,00%	NA	20,00%	21,00%			25%	21%
OS2.3 Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé	17%	35%	20,00%	17%	25,00%	23%	30,00%	57%	35,00%	72%			35%	72%

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
OS2.4 Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	58,0%	66,0%	0	0	63,00%	60,00%	66,00%	67%	-				66%	67%
OUTPUT 2.1. : Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus														
R2.1.1.Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	0	100%	0%	0%	100%	100%	100%	100%	100%	100%			100%	100%
R2.1.2. Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement	0	80%	0%	0	20%	100%	50%	86%	80%	91%			80%	91%
R2.1.3. Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en oeuvre des aménagements pastoraux	0	1000	NA	NA	NA	NA	1000	960					1000	960
OUTPUT 2.2. : Les systèmes et les canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés														
R2.2.1 Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits	0%	70%	0%		0%	NA	50%	91%	70%	90%			70%	90%

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenu Année 2	Vcible Année 3	Vobtenu Année 3	Vcible Année 4	Vobtenu Année 4	Vcible Année 5	Vobtenu Année 5	Vcible finale	Vobtenu finale
Objectif spécifique 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées														
OS3.1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	Degré 1	Degré 3	Degré 0		Degré 2	Degré 2	Degré 3	Dégré 2	Degré 3	Dégré 2			Degré 3	Dégré 2
OUTPUT 3.1. : Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs														
3.1.1. Nombre (nouveau) de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	0	8	NA	NA	8	8							8	8
R3.1.2. % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	45%	70%	45%	45%	55%	58%	60%	100%	70%	100%			70%	100%

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenue Année 2	Vcible Année 3	Vobtenue Année 3	Vcible Année 4	Vobtenue Année 4	Vcible Année 5	Vobtenue Année 5	Vcible finale	Vobtenue finale
OUTPUT 3.2. : Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables														
3.2.1. Nombre de modèles d'actions spécifiques de résilience en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	0	3	3	3	1	4	1	0	1	0			3	7
OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur est renforcée														
IV.1. Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH)	2,4	4,0	2,4	2,4	3,5	3	4	3,6	4	3,7			4	3,7
IV.2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	2,00	4,00	2	2	3,15	2,1	3,2	3,1	4	3,7			4	3,7
OUTPUT 4.1. : Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques														

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenu Année 2	Vcible Année 3	Vobtenu Année 3	Vcible Année 4	Vobtenu Année 4	Vcible Année 5	Vobtenu Année 5	Vcible finale	Vobtenu finale
4.1.1. Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	0	11	1	1	3	3	3	5	1	1	1	1	11	11
OUTPUT 4.2. : La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées														
4.2.1. Nombre d'espaces de coordination/ concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL	0	3	2	2	2	2	3	2	3	2			3	2
4.2.2. Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	0	75%	0	0	25%	19%	50%	67%	75%	67%	75%		75%	67%
OUTPUT 4.3. : Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur														
4.3.1. Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAG/EL et ses STD etc.)	2	5	3	2	4	4	5	4	5	4			5	4
4.3.2. Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	14%	75%	0%	0%	NA	14%	50%	76%	75%	92%			75%	92%

Résultats / indicateurs	Valeur de base	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vobtenu Année 1	Vcible Année 2	Vobtenu Année 2	Vcible Année 3	Vobtenu Année 3	Vcible Année 4	Vobtenu Année 4	Vcible Année 5	Vobtenu Année 5	Vcible finale	Vobtenu finale
OUTPUT 4.4. : Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques														
4.4.1.Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	0	5	0	0	1	1	1	0	1	1	2		5	2
OUTPUT 4.5. : Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus														
4.5.1.Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	0	25280	0	0	9040	0	10840	19 131	5400	2062			25280	21 193

10.5 Ressources en termes de communication

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquez également les documents, publications en lien avec l'apprentissage stratégique.

1. Six (6) notes de capitalisation

- La professionnalisation et la viabilité des acteurs des chaînes de valeur animales au Niger : Enjeux et efficacité de l'appui-conseil de proximité
- L'amélioration de l'aviculture semi-moderne au Niger
- Gestion durable des conflits : La contribution des aménagements Pastoraux au Niger
- Promotion des cultures fourragères : Une contribution à l'augmentation du disponible fourrager au Niger
- Accès au financement des filières animales au Niger : Efficacité des subventions adossées à un crédit et des fonds de garantie
- Le Groupement d'Entreprises Intégrées et Collaboratives : Une approche pour l'amélioration de la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur animales au Niger.

2. Reportages vidéo

- a. PRADEL
- b. Promotion des cultures fourragères
- c. Promotion de la Régénération Naturelle Assistée
- d. Récupération des Terres
- e. Promotion du Kilishi (viande séchée)
- f. Speech de la Représentante Résidente présentant le PRADEL
- g. Capsule sur entrepreneuriat Féminin
- h. Capsule sur le groupement d'entreprise intégrées et collaboratives – GEIC-lait
- i. Capsule sur l'aviculture

10.6 Personnel de l'intervention

Nom et prénom	Genre	Fonction	Date d'entrée	Date de fin contrat
Personnel d'appui PRADEL				
Ali Abdoulaye	M	Chauffeur	01/07/2019	31/01/2022
Moussa Mohamed Habsatou	F	Assistante admin	16/11/2017	31/01/2023
Amadou Djidou	M	Chauffeur	06/11/2017	31/01/2023
Souleymane Boubacar	M	Collaborateur Polyvalent	16/11/2017	31/01/2023
Roukaya Fakani Aliane	F	Assistante admin Dosso	01/02/2018	31/01/2023
Hama Salifou	M	Chauffeur	01/03/2022	31/01/2023
Soumana Adamou	M	Chauffeur	01/03/2022	31/01/2023
Yahanatou Ahmed Abdoulaye	F	Assistante Admin Fin	01/03/2022	31/01/2023
Dourhamane Adamou Noma	M	Officier Suivi et Evaluation	18/06/2018	31/01/2023
DJAFAROU Abdoul-Rachide	M	Assistant Admin Fin Dosso	17/08/2020	31/01/2023
Abdoul-Razak Harouna M	M	Assistant Admin Fin Tahoua	01/03/2021	31/01/2023
Soumaila Abdoulaye	M	Chauffeur	17/03/2021	31/01/2023
Adamou Kossokoye	M	Chauffeur	01/07/2019	31/01/2022
Boubacar Goumey	M	Contrôleur de Gestion (ressource partagée)	01/01/2018	30/06/2022
Soumana Abdoulaye	M	Expert Marchés Publics (ressource partagée)	01/12/2019	31/01/2021
Personnel technique PRADEL				
Nom et prénom		Fonction	Date d'entrée	Date de fin contrat
Mahaman saidou	M	ATN Aménagement Pastoral	16/11/2016	31/01/2022

Nom et prénom	Genre	Fonction	Date d'entrée	Date de fin contrat
Ousseini Hamadou	M	ATN Entrepreneuriat & Financement	01/02/2018	31/03/2022
Amadou Moussa Abdoulaye	M	ATN Coordonnateur & Renforcement Capacités Dosso	01/02/2018	31/01/2023
Saa Gado	F	ATN Action sociale & genre Do	01/02/2018	31/01/2022
Oumarou Abdou	M	ATN Coordonnateur & Renforcement Capacités Tahoua	01/02/2018	31/01/2023
Dr Ibrahima Mahamadou	M	ATN Gouvernance & Résilience	15/07/2019	31/01/2022
Alka Moumouni	M	ATN Suivi des Infrastructures	18/07/2019	31/01/2023
Abdou DOUDOU	M	ATN Entrepreneuriat Féminin	01/04/2021	31/01/2023
Tambo Djibo Alhousseini	M	ATN Entrepreneuriat Féminin	03/05/2021	31/01/2023
Bafadé Adamou Mourtala	M	ATN GEIC	03/05/2021	31/01/2023
Fatouma Bachir Maman	F	ATN GEIC	03/05/2021	31/01/2023
Mahamadou Kabirou Moussa	M	ATN GEIC	03/05/2021	31/01/2023
Maidadji Kaka Ibrahim	M	ATN GEIC	14/05/2021	31/01/2023
Experts Internationaux				
Mamadou Bassirou SARR	M	Expert Filières & Chaines de Valeur	15/09/2017	31/08/2022
Kadré Kader NIAONE	M	Intervention Manager	01/01/2018	31/01/2023
Yannick MBIYA ILUNGA		Expert Contractualisation (ressource partagée avec d'autres projets)	01/11/2020	31/12/2023

10.7 Marchés publics

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1 60691 1-10002	NER1606 911_B01 0200	NER336- Travaux de balisage des aires de pâturage dans les régions de Dosso et Tahoua pour 2020	45 420,00	29 793 567	0	-	45 420,00	29 794 157	45 419,84	29 793 462	-0,16	- 105	0	0	Entreprise OULD
NER1 60691 1-10003	NER1606 911_B01 0200	Lot1: Equipements de surface 5 stations de pompage pastorales dans les régions de Dosso et Tahoua	243 339,12	159 619 999	0	-	243 339,12	159 623 163	243 339,00	159 619 920	-0,12	- 79	0	0	Entreprise SAIDOU ALSO
NER1 60691 1-10004	NER1606 911_A04 0100	Lot1 NER329- Travaux de construction de la laiterie de Gaya et 2 centres de collecte de lait	130 027,76	85 292 619	6 733,00	4 416 558	136 760,76	89 710 956	125 349,75	82 224 046	-11 411,01	- 7 485 280	0	0	Entreprise EMSA
NER1 60691 1-10005	NER1606 911_A04 0100	Lot1 NER333- Fourniture, équipements et appareillage de laboratoire de la laiterie de Gaya	292 566,39	191 910 971	0	-	292 566,39	191 914 775	292 246,60	191 701 203	-319,79	- 209 773	0	0	HIBBO & GROUNGA TECHNOLOGIE
NER1 60691 1-10006	NER1606 911_A04 0100	Contrôle des travaux de construction et des installations de la laiterie de Gaya	71 499,00	46 900 270	12 501,00	8 200 118	84 000,00	55 101 480	83 999,61	55 100 132	-0,39	- 256	0	0	Cabinet GS ARCHI
NER1 60691 1-10008	NER1606 911_A04 0200	Lot1-NER337-Réalisat. complément Infrastruct. publiqu. d'appui à l'élevage régions Dosso et Tahoua	78 929,89	51 774 614	8 009,73	5 254 038	86 939,62	57 029 783	86 939,62	57 028 652	0	-	0	0	EUCEB//Entreprise Urbaine de Construction de batiments TP

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10010	NER1606911_B010300	Lot 1 NER324/ Sélection Opérateurs économiques spécialisés en ingénierie sociale	55 114,85	36 152 972	0	-	55 114,85	36 153 688	44 558,17	29 228 244	-10 556,68	- 6 924 865	0	0	ONG ADESP
NER1606911-10012	NER1606911_D020200	Impression de supports et documents/mise en œuvre du plan de communication MAG/EL	35 669,26	23 397 501	0	-	35 669,26	23 397 964	35 669,26	23 397 501	0	-	0	0	Tondo-les Beaux Arts (Infographie-Consultation- Impression (ICI))
NER1606911-10013	NER1606911_D030100	NER339- Fourniture d'équipements de mise en oeuvre du système de suivi évaluation du MAG/EL	99 719,95	65 411 999	0	-	99 719,95	65 413 296	99 719,95	65 411 999	0	-	0	0	DIGI-MEDIA SARLU
NER1606911-10014	NER1606911_A020200	Fourniture matériels et produits vétérinaires aux services publics d'élevage en santé animale	23 478,67	15 400 998	0	-	23 478,67	15 401 303	23 478,67	15 400 998	0	-	0	0	CAMAVET-SARL
NER1606911-10015	NER1606911_A030100	NER276/PRADEL/2019 Sélection prestataires d'appui conseils des promoteurs - Dosso	290 628,00	190 639 471	44 575,00	29 239 283	335 203,00	219 883 112	335 142,22	219 838 885	-60,78	- 39 870	0	0	VSF-B au NIGER
NER1606911-10016	NER1606911_A030100	NER 290/PRADEL/2019- Sélection de prestataire d'appui-conseil aux promoteurs de la région de Tahoua	281 954,00	184 949 700	0	-	281 954,00	184 953 365	281 954,00	184 949 700	0	-	0	0	PARTNERS for INNOVATION SARL NIGER

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10017	NER1606911_A030100	NER 287/PRADEL/2020- Etude faisabilité 2 centres de formation prof.et entrepreneuriat en élevage	65 961,17	43 267 691	0	-	65 961,17	43 268 549	65 961,17	43 267 691	0	-	0	0	SINERGI
NER1606911-10018	NER1606911_D010100	NER 291 PRADEL/2019- Analyse diagnostic Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) élevage	49 650,00	32 568 265	2 150,00	1 410 308	51 800,00	33 979 246	51 800,00	33 978 573	0	-	0	0	IRAM - INSTITUT DE RECHERCHES ET D'APPLICATIONS DES METHODES DE DEVELOPPEMENT - SASU
NER1606911-10019	NER1606911_D010100	NER 288/PRADEL/Enabel/2019 Elaboration Plan Nat. Filière Lait &Aviculture- Lait	45 095,00	29 580 381	8 615,00	5 651 070	53 710,00	35 232 149	53 710,00	35 231 450	0	-	0	0	I&D - INSTITUTIONS ET DEVELOPPEMENT
NER1606911-10020	NER1606911_D010100	NER 288/PRADEL/2019 - Lot 2- Etude d'élaboration Plans Nationaux Filières Lait & Avicul.- Aviculture	51 159,00	33 558 104	9 150,00	6 002 007	60 309,00	39 560 895	60 309,00	39 560 111	0	-	0	0	COSINUS CONSEILS
NER1606911-10021	NER1606911_B010200	NER293/PRADEL/2019 Lot1 - Réalisation de six puits cimentés dans les régions de Dosso et Tahoua	37 200,61	24 402 001	10 732,41	7 039 999	47 933,02	31 442 623	42 673,53	27 992 001	-5 259,49	- 3 450 068	0	0	Entreprise DAN LARBAWA ET FILS
NER1606911-10022	NER1606911_B010200	NER293/PRADEL/2019 Lot2-Réalisation de 6 puits cimentés pastoraux dans les régions de Dosso & Tahoua	84 939,71	55 716 797	24 266,83	15 917 997	109 206,54	71 636 214	103 099,97	67 629 147	-6 106,57	- 4 005 727	0	0	Entreprise SAIDOU ALSO

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10023	NER1606911_A030200	Lot1- NER294/PRADEL/2019 - Marché Fourniture d'équipements et intrants aux promoteurs projets pilotes	53 216,00	34 907 408	0	-	53 216,00	34 908 100	49 117,00	32 218 640	-4 099,00	- 2 688 821	0	0	KEDY CORP/Industrie- Ingénierie- Construction
NER1606911-10024	NER1606911_A030200	NER 294/PRADEL/2019 Lot2- Marché Fourniture d'équipements et intrants aux promoteurs projets pilotes	24 456,63	16 042 498	0	-	24 456,63	16 042 816	24 456,63	16 042 498	0	-	0	0	Saidou Alzouma Abdoulaye/Prom moteur e ferme SAA /Maoua
NER1606911-10025	NER1606911_A030200	Lot1 NER299/PRADEL/2019 - Construction, réhabilitation infrastructures projets pilotes modèles	139 382,00	91 428 599	0	-	139 382,00	91 430 411	138 822,54	91 061 617	-559,46	- 366 989	0	0	EFOP-NIGER
NER1606911-10026	NER1606911_A030200	Lot2- NER299/PRADEL/2019- Travaux construction, réhabilitation infrastructures projets pilote modèle	74 299,00	48 736 949	0	-	74 299,00	48 737 915	69 097,04	45 324 687	-5 201,96	- 3 412 330	0	0	ENTREPRISE BABATI (Batiment&trava ux public)
NER1606911-10027	NER1606911_B010200	ER 304/PRADEL/2019 Lot1-Marché balisage couloirs de passage	33 392,36	21 903 952	0	-	33 392,36	21 904 386	30 899,76	20 268 914	-2 492,60	- 1 635 071	0	0	Entreprise WASSARA
NER1606911-10028	NER1606911_B010200	NER304/PRADEL/2019- Lot2 Marché balisage couloirs de passage	74 619,71	48 947 321	0	-	74 619,71	48 948 291	74 598,88	48 933 658	-20,83	- 13 664	0	0	Entreprise WASSARA

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10029	NER1606911_B010200	NER268/PRADEL/2018 Sélection BE pour études de faisabilité, contrôle et surveillance aménagements	29 003,43	19 025 003	0	-	29 003,43	19 025 380	21 837,00	14 324 133	-7 166,43	- 4 700 963	0	0	SCITI-INGENERIE
NER1606911-10030	NER1606911_A020200	NER310/PRADEL/2019 Lot1 Fourniture d'équipements de protection, d'hématologie et matériel de protozo	71 774,00	47 080 658	0	-	71 774,00	47 081 591	64 596,94	42 372 815	-7 177,06	- 4 707 936	0	0	MEDICAL ITEMS
NER1606911-10031	NER1606911_B010200	NER306/PRADEL/2019 Lot1-Marché récupération des terres pastorales dégradées	369 693,00	242 502 711	0	-	369 693,00	242 507 517	369 693,00	242 502 711	0	-	0	0	ONG ILAF
NER1606911-10032	NER1606911_B010200	NER306/PRADEL/2019 Lot2-Récupération terres pastorales dégradées dans les régions de Dosso et Tahoua	172 654,80	113 254 125	0	-	172 654,80	113 256 369	172 654,00	113 253 600	-0,8	- 525	0	0	ONG ASV/ACTION POUR UN SAHEL VERT
NER1606911-10033	NER1606911_B010200	NER312/PRADEL/2019-3 Forages pour stations de pompage pastorales dans les régions de Dosso et Tahoua	365 466,03	239 730 001	78 816,14	51 699 999	444 282,17	291 435 775	389 684,54	255 616 302	-54 597,63	- 35 814 407	0	0	FORACO-Niger S.A
NER1606911-10034	NER1606911_D030100	NER279/PRADEL/2019 Elaboration du dispositif de suivi et évaluation du MAG/EL	37 040,42	24 296 923	10 976,58	7 200 164	48 017,00	31 497 711	48 017,00	31 497 087	0	-	0	0	Initiatives Conseil International

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1 60691 1-10039	NER1606 911_A03 0200	Travaux de réalisation de projets pilotes modèles - 2ème génération	113 313,56	74 328 823	0	-	113 313,56	74 330 296	113 313,50	74 328 784	-0,06	- 39	0	0	Entreprise Chérif Mohamed
NER1 60691 1-10039	NER1606 911_A03 0200	Travaux de réalisation de projets pilotes modèles - 2ème génération	131 929,36	86 539 987	0	-	131 929,36	86 541 702	131 920,36	86 534 084	-9	- 5 904	0	0	EU/CB//Entreprise Urbaine de Construction de bâtiments TP
NER1 60691 1-10040	NER1606 911_A03 0200	Lot 1 NER365- Fournitures & équipements projets pilotes modèles 2ème génération	99 333,00	65 158 177	0	-	99 333,00	65 159 468	91 193,00	59 818 687	-8 140,00	- 5 339 596	0	0	KEDY CORP//Industrie-Ingénierie-Construction
NER1 60691 1-10041	NER1606 911_A04 0100	Fourniture matériels de Labo, mat. premières emballage et équipement Laiterie et centre collecte lait	89 625,00	58 790 146	0	-	89 625,00	58 791 311	71 343,30	46 798 137	-18 281,70	- 11 992 247	0	0	HIBBO & GROUNGA TECHNOLOGIE
NER1 60691 1-10042	NER1606 911_A04 0100	Assistance internationale pour la réalisation de la Laiterie de Gaya	0	0	0	-	0	0	0	0	0	-	0	0	Marché annulé
NER1 60691 1-10046	NER1606 911_B01 0300	Lot2. NER 324/ PRADEL/2020- Sélection d'opérateurs économiques spécialisés ingénierie sociale-Lot 2	47 609,83	31 230 001	0	-	47 609,83	31 230 620	40 591,38	26 626 200	-7 018,45	- 4 603 893	0	0	ONG VEDDN

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10048	NER1606911_A030100	Lot 1-NER355- Appui conseil entrepreneuriat en élevage à 10 PPM et prestataire d'appui conseil-Dosso	28 540,00	18 721 013	8 768,41	5 751 700	37 308,41	24 473 198	37 308,00	24 472 444	-0,41	- 269	0	0	2minvest SA
NER1606911-10049	NER1606911_A030100	Lot2 - NER 355 Accompagnement entrepreneuriat en élevage 10 Projets pilotes modèles et prestataires	36 025,00	23 630 851	10 766,71	7 062 499	46 791,71	30 693 958	45 939,00	30 134 009	-852,71	- 559 352	0	0	2minvest SA
NER1606911-10050	NER1606911_A040100	Lot2-NER329- Travaux de construction de la laiterie de Gaya et 2 centres de collecte de	197 017,00	129 234 680	0	-	197 017,00	129 237 241	186 550,15	122 368 877	-10 466,85	- 6 865 940	0	0	Entreprise Chérif Mohamed
NER1606911-10051	NER1606911_A040100	Energie et équipements solaires centres collecte lait et laiterie Gaya	35 055,00	22 994 573	0	-	35 055,00	22 995 028	35 055,00	22 994 573	0	-	0	0	SEMTEF
NER1606911-10051	NER1606911_A040100	Energie et équipements solaires centres collecte lait et laiterie Gaya	113 588,32	74 509 054	0	-	113 588,32	74 510 530	113 588,32	74 509 054	0	-	0	0	SOCIETE INGENIERIE INTEGRALE SARLU
NER1606911-10052	NER1606911_B010200	NER354 -Lot2- Equipements de surface de 5 stations de pompage dans les régions de Dosso et de Tahoua	158 937,14	104 255 930	0	-	158 937,14	104 257 996	158 937,00	104 255 838	-0,14	- 92	0	0	SNS (Société Niger Services)

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1 60691 1-10053	NER1606 911_A04 0200	Lot 2-NER337- Réalisation complément infrastruct. publiqu. d'appui à l'élevage région Tahoua et Dosso	123 556,39	81 047 679	3 031,00	1 988 206	126 587,39	83 037 530	126 587,39	83 035 885	0	-	0	0	Entreprise Mahamadou Siddo
NER1 60691 1-10055	NER1606 911_A04 0100	NER372 Etude modèle gestion, cahier de charges, manuel procéd. laiterie Gaya, centres collecte lait	6 250,00	4 099 731	0	-	6 250,00	4 099 813	6 250,00	4 099 731	0	-	0	0	SOWOU MOUSTAPHA
NER1 60691 1-10056	NER1606 911_A04 0100	NER383: Opérateur mécanisme traçabilité subvention promoteurs PRADEL	63 266,32	41 499 985	0	-	63 266,32	41 500 808	63 266,32	41 499 985	0	-	0	0	CAGECFI SA
NER1 60691 1-10060	NER1606 911_A01 0200	Etude élaboration stratégie entrepreneuriat féminin	8 733,00	5 728 472	0	-	8 733,00	5 728 586	8 720,00	5 719 945	-13	- 8 528	0	0	Mme Saidou BARAZE Hindatou LABO / Consultante Directrice du Cabinet LABORI-DEV
NER1 60691 1-10061	NER1606 911_A04 0200	Travaux adduction d'eau au niveau des infrastructures structurantes	138 670,00	90 961 557	0	-	138 670,00	90 963 360	138 670,00	90 961 557	0	-	0	0	Entreprise MOHAMEDINE ABDULKARIM
NER1 60691 1-10062	NER1606 911_A04 0200	Approvisionnement Aliments centres collecte lait et aliment volaille - Projet collaboratif GEIC	48 524,80	31 830 182	0	-	48 524,80	31 830 813	48 514,67	31 823 537	-10,13	- 6 645	0	0	AVINIGER S.A

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1 60691 1-10063	NER1606 911_A04 0200	Lot 2- Fourniture matériels de Labo, matières premières, emballage et équipements Laiterie Gaya et	0	0	0	-	0	0	0	0	0	-	0	0	Non attribué
NER1 60691 1-10064	NER1606 911_A04 0100	Sélection agence communication pour la charte graphique, branding et lancement Laiterie Gaya	4 650,00	3 050 200	0	-	4 650,00	3 050 261	4 650,00	3 050 200	0	-	0	0	DEDUS (Studio de Création Graphiques)
NER1 60691 1-10065	NER1606 911_A05 0200	Service de facilitation des capitalisations du PRADEL	20 811,00	13 651 121	0	-	20 811,00	13 651 392	20 811,00	13 651 121	0	-	0	0	KIT Royal Institute
NER1 60691 1-10069	NER1606 911_Z02 0100	Achats 4 matériels roulants-motos pour ATN Animation GEIC	14 025,31	9 200 000	0	-	14 025,31	9 200 183	14 025,31	9 200 000	0	-	0	0	CFAO MOTORS NIGER
NER1 60691 1-10070	NER1606 911_Z02 0200	Fourniture mobiliers de bureau pour ATNs Entreprenariat et Animation GEIC	4 009,22	2 629 876	0	-	4 009,22	2 629 928	4 009,22	2 629 876	0	-	0	0	BUROPA SARL (PAPETERIE-MOBILIERS-CONSOMMABLES INFORMATIQUES)
NER1 60691 1-10071	NER1606 911_Z02 0300	Fourniture de matériels informatiques pour ATNs PRADEL	12 112,07	7 944 997	0	-	12 112,07	7 945 155	12 112,07	7 944 997	0	-	0	0	ORDISYS DEVELOPPEMENT SARL

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10072	NER1606911_A030100	Reproduction de support d'information et de sensibilisation sur l'élevage au profit des STD	24 671,97	16 183 751	0	-	24 671,97	16 184 072	24 671,97	16 183 751	0	-	0	0	ORDISYS DEVELOPPEMENT SARL
NER1606911-10073	NER1606911_A030200	NER365-Lot2- Fournitures & équipements projets pilotes modèles 2ème génération post-MTR	50 550,00	33 158 626	0	-	50 550,00	33 159 284	45 683,63	29 966 497	-4 866,37	- 3 192 193	0	0	AVINIGER S.A
NER1606911-10074	NER1606911_A040100	Lot 3- Fourniture matériels de Labo, matières premières, emballage et équipements Laiterie Gaya et	0	0	0	-	0	0	0	0	0	-	0	0	Non attribué
NER1606911-10076	NER1606911_A030200	Formation de 4 maçons et construction de 10 biodigesteurs Faso Bio 15 dans les communes PRADEL	24 907,45	16 338 216	0	-	24 907,45	16 338 540	24 907,45	16 338 216	0	-	0	0	Coopérative de Construction de Bio digesteurs (SAHEL VERT DE DIORI)
NER1606911-10085	NER1606911_A030100	Prestation de service relative à la formation GERME niveau I au profit de 40 femmes entrepreneures	7 352,00	4 822 596	0	-	7 352,00	4 822 691	7 352,00	4 822 596	0	-	0	0	2-1 training and consulting

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10086	NER1606911_A040100	Transport, fourniture, instalat. et mise en service équipements centres collecte lait Yaya & Dogueraoua	66 500,00	43 621 141	0	-	66 500,00	43 622 005	66 500,00	43 621 141	0	-	0	0	MEDICAL ITEMS
NER1606911-10087	NER1606911_A040100	Fournit, instal. mise en service matériel & réactifs labo laiterie Gaya & 4 centres collecte lait	23 000,00	15 087 011	0	-	23 000,00	15 087 310	0	0	-23 000	- 15 087 310	0	0	Non exécuté
NER1606911-10088	NER1606911_A040100	Travaux d'aménagement complémentaire de la laiterie de Gaya et de deux centres de collecte de lait d	23 584,27	15 470 267	0	-	23 584,27	15 470 574	23 584,27	15 470 267	0	-	0	0	EUCB//Entreprise Urbaine de Construction de batiments TP
NER1606911-10090	NER1606911_A040100	Fourniture d'équipements divers aux unités laitières et avicoles	8 678,92	5 692 998	0	-	8 678,92	5 693 111	8 678,92	5 692 998	0	-	0	0	ETS AGRO NIGER BUSINESS
NER1606911-10093	NER1606911_D040200	Sélection d'1 consultant pour l'élaboration d'un manuel de procédures de l'IPBVCP	8 430,43	5 530 000	0	-	8 430,43	5 530 109	8 430,43	5 530 000	0	-	0	0	FOURNISSEUR INFORMEL-ENABEL NIGER (DIVERSES PRESTATIONS)

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10094	NER1606911_A030200	Relance NER 365 : Fourniture, l'installation, des équipements, matériels et intrants PPM2G	0	0	0	-	0	0	0	0	0	-	0	0	Annulé
NER1606911-10096	NER1606911_B010200	Repêchage de corps étrangers , développement & nettoyage station pompage pastorale Salam Aleykoum	24 757,72	16 240 000	0	-	24 757,72	16 240 322	24 757,72	16 240 000	0	-	0	0	FORACO-Niger S.A
NER1606911-10101	NER1606911_A040100	Achèvement des travaux d'aménagement de la laiterie de Gaya et de 2 centres de collecte de lait de T	16 157,71	10 598 763	0	-	16 157,71	10 598 973	16 157,71	10 598 763	0	-	0	0	EUCEB//Entreprise Urbaine de Construction de batiments TP
NER1606911-10104	NER1606911_Z040100	Evaluation finale partielle du PRADEL (OS2, OS3 et OS4)	27 898,00	18 299 888	0	-	27 898,00	18 300 251	27 898,00	18 299 888	0	-	0	0	ADE S.A.
NER1606911-10122	NER1606911_A040200	Travaux de réalisation d'un hangar au niveau du complexe d'abattage de Dosso	15 417,76	10 113 388	0	-	15 417,76	10 113 588	15 417,76	10 113 388	0	-	0	0	Entreprise Mahamadou Sidido
NER1606911-10123	NER1606911_B010200	Transformation de champs solaires monoblocs en champs parallèles avec dispositif antivol	16 058,86	10 533 922	0	-	16 058,86	10 534 130	16 058,86	10 533 922	0	-	0	0	EUCEB//Entreprise Urbaine de Construction de batiments TP

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1 60691 1-10124	NER1606 911_A03 0200	Réalisations d'ouvrages hydrauliques au niveau des Projets Pilotes Modèles	90 615,00	59 439 544	0	-	90 615,00	59 440 722	70 785,00	46 431 916	-19 830,00	- 13 007 885	0	0	Entreprise MOHAMEDINE ABDULKARIM
NER1 60691 1-10131	NER1606 911_Z04 0100	Evaluation finale OS 1 prenant en compte l'évaluation partielle OS2,3 et 4 déjà réalisée	11675	7 658 298	0	-	11675	7 658 450	11675	7 658 298	0	-	0	0	Gerda Heyde
NER1 60691 11015 7	NER1606 911_A03 0100	Sélection d'un consultant chargé de l'assistance technique perlée à 8 unités transformat° laitière	0	0	0	-	0	0	0	0	0	-	0	0	Annulé
NER1 60691 1-10160	NER1606 911_A03 0200	Sélection opérateur techniq chargé des finitions du soudage, rectificat°, montage de Laiterie Gaya	10 450,00	6 854 751	0	-	10 450,00	6 854 887	10 450,00	6 854 751	0	-	0	0	ALPES INDUSTRIES SERVICES INTERNATIONAL LIMITED (ALPES)
NER1 60691 1-10162	NER1606 911_Z04 0100	Sélection d'un cabinet chargé de la mesure des indicateurs Objectif spécifique 1 du PRADEL	21 253,05	13 941 086,92	-	-	21 253,05	13 941 363	21 253,05	13 941 086,92	-	-	-	-	International Business Consulting (IBC Niger)
NER1 60691 1-10177	NER1606 911_A04 0100	Fourniture de matériels & équipements de travaux de rectification et finition de la laiterie de Gaya	32 640,60	21 410 830	0	-	32 640,60	21 411 254	0	0	0	-	32 640,60	21410830	ALPES INDUSTRIES SERVICES INTERNATIONAL LIMITED (ALPES)

External Reference Number	Project Budgetline Act.	Title of the tender	Awarded amount in €	Montant attribué en FCFA	Amended amount in €	Montant avenant en FCFA	Total amount in €	Montant total marché en FCFA	Amount paid in €	Montant payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA	Attributaires
NER1606911-10243	NER1606911_A040100	FOURNITURE ET POSE D'UNE POMPE IMMERGEE HYBRIDE SOLAIRE DEBIT 5 A 6 M3/H, HTM = 250 M CE / PUISSANCE	22 500,00	14 759 033	0	-	22 500,00	14 759 325	22 500,00	14 759 033	0	-	0	0	Entreprise MOHAMEDINE ABDOULKARIM
Total			5 450 029,82	3 574 985 211	239 091,81	156 833 946	5 689 121,63	3 731 893 116	5 448 961,45	3 574 284 406	-207 519,58	-136 126 619	32 640,60	21 410 830	

10.8 Subsidies

External Reference Number	Partner (T)	Title of the grant	Award date	Start date	End date	Awarded amount in €	Montant accordé en FCFA	Amount paid in €	Montant total payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA
NER160691 1-10011	ASUSUN RAYA KARKARA	Octroi subsides en garantie des crédits aux promoteurs des Projets économiques -ARK	15/06/2021	15/06/2021	15/11/2022	62 228,00	40 818 892	37 980,00	24 913 247	-24 248,00	-15 905 645	0	-
NER160691 1-10035	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales	Financement d'investissements structurants dans le domaine de l'élevage sous maîtrise d'ouvrage comm	20/12/2019	01/01/2020	31/07/2021	609 315,15	399 684 538	581 036,00	381 134 631	-28 279,15	-18 549 906	0	-
NER160691 1-10036	VSF-B au NIGER	Promotion de services vétérinaires privés de proximité (SVPP) dans les régions de Dosso et de Tahoua	13/05/2019	01/06/2019	30/09/2021	381 349,00	250 148 546	342 214,00	224 477 669	-39 135,00	-25 670 877	0	-
NER160691 1-10038	COOPEC YARDA TARKA MAGGIA (Cooperative d'Epargne et de crédit)	Subsides en garantie des impayés des crédits des IMF partenaires de PRADEL- Tahoua- Yarda T. M	06/06/2020	15/06/2020	31/07/2022	85 367,35	55 997 311	63 217,00	41 467 634	-22 150,35	-14 529 677	0	-
NER160691 1-10043	COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT CSF HINFANI	Subside en garantie des créances irrécouvrables Région de Dosso - HINFANI	15/06/2021	15/06/2021	15/11/2022	65 111,00	42 710 016	40 600,00	26 631 854	-24 511,00	-16 078 162	0	-

External Reference Number	Partner (T)	Title of the grant	Award date	Start date	End date	Awarded amount in €	Montant accordé en FCFA	Amount paid in €	Montant total payé en FCFA	Cancelled amount in €	Montant annulé en FCFA	Available amount in €	Montant restant à payer en FCFA
NER160691-1-10044	Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN)	Financement projets économiques acteurs privés chaînes de valeur d'élevage Dosso et Tahoua-FISAN	15/01/2020	01/02/2020	30/06/2022	1 151 010,58	755 013 447	1 108 024,64	726 816 519	-42 985,94	-28 196 928	0	-
NER160691-1-10045		Délégation d'activités des objectifs spécifique 3 et 4 du PRADEL au MAGEL - Recommandations MTR				0	0	0	0	0	0	0	-
NER160691-1-10047	Capital finance/ Epargne HIMO	Subside en garantie des créances irrécouvrables Région de Dosso - Capital Finance	15/04/2021	15/04/2021	15/10/2022	72 412,00	47 499 158	47 171,00	30 942 148	-17 770,47	-11 656 664	7 470,53	4 900 444
NER160691-1-10067	OXFAM - Solidarite ASBL	Soutien aux initiatives en faveur du lait local et mise en place d'une marque de lait FaireNiger	15/04/2021	15/05/2021	31/01/2023	165 000,49	108 233 226	99 000,00	64 939 743	-13 113,75	-8 602 056	52 886,74	34 692 115
TOTAL						2 591 793,57	1 700 105 135	2 319 242,64	1 521 323 444	- 212 193,66	-139 189 917	60 357,27	39 592 558

10.9 Accords spécifiques de coopération

RAS

10.10 Équipements

INVENTAIRE DES MATERIELS DU PROJET AU 31/08/2022 -Matériels roulant

Code	Marque	Modèle	N° de série/ Chassis	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Code comptable	Mode fin.	Localisa tion	Affectation actuelle	Etat	Proposition d'affectation après REEL Mahita
RN IT 00078 NY	TOYOTA LAND CRUISER	HZJ76L- RKMRS-20	JTEEB71J10 7036718	01/11/2017	21 088 906	32 149,83	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	1 331	612 645	Régie	NIAMEY	Djidou Amadou	bon	MEL
RN IT 00494 NY	TOYOTA LAND CRUISER	HZJ76L- RKMRS-20	JTEEB71J40 7039340	01/02/2018	21 088 906	32 150,83	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	1 331	612 645	Régie	NIAMEY	Hama Salifou	bon	DREL Dosso
RN IT 00489 NY	TOYOTA HILUX DOUBLE CABINE	LAN25L- PRMDEN- U6	AHTFK8CD- 500323156	01/02/2018	16 398 341	24 999,11	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	1 336	612 645	Régie	NIAMEY	ALI Abdoulaye	bon	DGPIA
RN IT 00491 NY	TOYOTA HILUX DOUBLE CABINE	LAN25L- PRMDEN- U7	AHTFK8CD- 700323160	01/02/2018	16 398 341	24 999,11	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	1 336	612 645	Régie	NIAMEY	Adamou Kossokoye	bon	DDEL Madaoua
RN IT 1610 NY	TOYOTA LAND CRUISER	HZJ76L- RKMRS-20	JTEEB71J20 7045721	01/01/2019	21 088 906	32 149,83	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	180190015 23	612 645	Régie	Tahoua	Adamou Soumana	bon	DDEL Gaya
RN IT 1612 NY	TOYOTA LAND CRUISER	HZJ76L- RKMRS-20	JTEEB71J20 7045718	01/01/2019	21 088 906	32 150,83	TOYOTA MOTOR EUROPE NV/SA	180190015 23	612 645	Régie	Dosso	Abdoulaye Soumaila	bon	DREL Tahoua
IT 02152	YAMAHA	MOTO 125	DE02X11699	20/09/2021	2 300 000	3 506,32	CFAO MOTORS	22 121 007 448	612 645	Régie	Gaya	Mahamadou Kabirou Moussa	bon	DDEL Gaya

Code	Marque	Modèle	N° de série/ Chassis	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Code comptable	Mode fin.	Localisa tion	Affectation actuelle	Etat	Proposition d'affectation après REEL Mahita
IT 02153	YAMAHA	MOTO 125	DE02X11691 0	20/09/2021	2 300 000	3 506,32	CFAO MOTORS	22 121 007 448	612 645	Régie	Doutchi	Ibrahim Maidaji	bon	DDEL Doutchi
IT 02154	YAMAHA	MOTO 125	DE02X11569 8	20/09/2021	2 300 000	3 506,32	CFAO MOTORS	22 121 007 448	612 645	Régie	Konni	Tambo Djibo Alhousseini	bon	DDEL Konni
IT 02155	YAMAHA	MOTO 125	DE02X11690 6	20/09/2021	2 300 000	3 506,32	CFAO MOTORS	22 121 007 448	612 645	Régie	Tahoua	Fatouma Bachir Mamane	bon	DDEL Tahoua
6						192 624,82								

INVENTAIRE DES MATERIELS DU PROJET AU 31/08/2022 - Equipements Informatique

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/001/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	HP	Probook 450 G5	5CD7506YYQ	14/03/2018	640 414	976,30	SIME	226	Régie	Niamey	Responsable	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/002/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	HP	Probook 450 G5	5CD7506YYS	14/03/2018	640 414	976,30	SIME	226	Régie	Niamey	PMP	Hors d'usage	
PRADEL/Enabel/EI/003/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	HP	Probook 450 G5	5CD7506YYX	14/03/2018	640 414	976,30	SIME	227	Régie	Niamey	Coresponsable	Hors d'usage	
PRADEL/Enabel/EI/004/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	HP	Probook 450 G5	5CD7506YYL	14/03/2018	640 414	976,30	SIME	227	Régie	Niamey	CG	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/005/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660898	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1339	Régie	Niamey	Secrétaire	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/006/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660834	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1340	Régie	Niamey	ATN /EF	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/007/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660818	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1341	Régie	Niamey	ATN Aménagement	Volé	
PRADEL/Enabel/EI/008/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660906	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1342	Régie	Niamey	ATI Filières	Hors d'usage	
PRADEL/Enabel/EI/009/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660814	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1343	Régie	Niamey	ATN Suivi-Evaluation	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/010/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660806	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1344	Régie	Tahoua	Secrétaire	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/011/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660838	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1345	Régie	Tahoua	ATN CR/RC	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/012/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660810	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1346	Régie	Tahoua	ATN AS/G	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/013.2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660850	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1347	Régie	Dosso	Secrétaire	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/014/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660826	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1348	Régie	Dosso	ATN AS/G	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/015/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660858	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1349	Régie	Dosso	ATN CR/RC	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/016/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660854	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1350	Régie	Niamey	RAF	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/017/2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660798	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1351	Régie	Niamey	ATN S/Infrastructures	Volé	
PRADEL/Enabel/EI/018.2018	Ordinateur portable, souris, clé USB, Disk dur externe et sac	LENOVO	ThinkPad	92660798	06/01/2018	459 295	700,19	PRIMINFO -BLX	1352	Régie	Niamey	Egaré	Hors d'usage	
PRADEL/Enabel/EI/019/2018	Imprimante Laser couleur Multi fonction	HP	M477fnw	CNBKF35C	21/02/2018	625 000	952,81	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	RAFI	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/020/2018	Onduleur 1500 VA	EATON	1500 VA	N/A	21/02/2018	225 000	343,01	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	RAFI	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/021/2018	Photocopieur multifonction NEB	CANON	IR4525i	FE83882	09/02/2018	4 495 000	852,58 ⁶	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Secrétariat	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/022/2018	Imprimante Laser couleur HP 45 2 NW	HP	45 2 NW	VNF4D4396	09/02/2018	375 000	571,68	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Responsable National	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/023/2018	Imprimante Laser couleur HP 45 2 NW	HP	45 2 NW	VNC3C22658	09/02/2018	375 000	571,68	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Tahoua	Secrétariat/Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/024/2018	Imprimante Laser couleur HP 45 2 NW	HP	45 2 NW	VNB3C22654	09/02/2018	375 000	571,68	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Dosso	Secrétariat/Dosso	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/025/2018	Imprimante	HP	Officejet 4500 Desktop	CN182G25TO	09/02/2018	95 000	144,83	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Salle de réunion	Mauvais etat	
PRADEL/Enabel/EI/026/2018	Imprimante	HP	Officejet 4500 Desktop	CN182G25SS	09/02/2018	95 000	144,83	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Bureau ATN/Gouvernance Locale/Dr Ibrahim	Mauvais etat	
PRADEL/Enabel/EI/027/2018	Imprimante	HP	Officejet 4500 Desktop	CN182G 25T3	09/02/2018	95 000	144,83	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Bureau ATI/Filière	Mauvais etat	
PRADEL/Enabel/EI/028/2018	Imprimante	HP	Officejet 4500 Desktop	CN553690WZ	09/02/2018	95 000	144,83	Groupe KANF - Electronics SARLU	130	Régie	Niamey	Bureau Corresponsable /Kader	Mauvais etat	
PRADEL/Enabel/EI/029/2018	Copieur	RICHO MP2553SP	3R8263/ D182-63	E745K250632	03/09/2018	1 975 000	3010,87	Groupe KANF - Electronics SARLU	1255	Régie	Dosso	Secrétariat/Dosso	Passable	
PRADEL/Enabel/EI/030/2018	Copieur	RICHO MP2553SP	3R8263/ D182-63	E745K2507032	03/09/2018	1 975 000	3010,87	Groupe KANF - Electronics SARLU	1255	Régie	Tahoua	Secrétariat/Tahoua	Passable	
PRADEL/Enabel/EI/031/2018	Serveur Réseaux HP	HP	ML 350 G9	C22703002N	03/09/2018	3 750 000	5716,84	Groupe KANF - Electronics SARLU	1255	Régie	Niamey	Bureau/Responsable N	neuf	
PRADEL/Enabel/EI/032/2019	Ordinateur portable	HP	Probook	5CD847773J	05/07/2019	550 000	838,47	NIGER TECHNOLOGIE	22119003207	Régie	Niamey	Aide comptable	Hors usage	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/033/2019	Ordinateur portable	HP	Probook	5CD9204KVQ	05/07/2019	550 000	838,47	NIGER TECHNOLOGIE	22119003207	Régie	Niamey	ATN /GL	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EI/034/2019	Ordinateur portable	HP	Probook	5CD9204KVQ	10/07/2019	863 000	315,64 ¹	GAMMA INFORMATIQUE	22119003207	Régie	Niamey	CG	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EI/035/2019	Ordinateur portable	LENOVO	ThinkPad E590	PF-1YWQL2,19/11	23/12/2019	635 000	968,05	ORDISYS	22119006966	Régie	Niamey	Coresponsable	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EI/036/2019	Ordinateur portable	LENOVO	ThinkPad E590	PF-1MBBNT	23/12/2019	635 000	968,05	ORDISYS	22119006966	Régie	Niamey	MP/Abdoulaye	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/037/2019	Ordinateur portable	LENOVO	ThinkPad E590	PF-1ZTP74 19/11	23/12/2019	635 000	968,05	ORDISYS	22119006966	Régie	Niamey	MP/Adamou	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/038/2019	Ordinateur portable	LENOVO	ThinkPad E590	PF-1ZV1HE 19/11	23/12/2019	635 000	968,05	ORDISYS	22119006966	Régie	Niamey	ATN/ Suivi infrastruc	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/039/2019	Ordinateur portable	LENOVO	ThinkPad E590	PF-1YTE48 19/11	23/12/2019	635 000	968,05	ORDISYS	22119006966	Régie	Niamey	ATN/AP	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/040/2020	Imprimante	HP	Laserjet M130 FW	VNFAD43496	06/04/2020	380 000	579,31	ORDISYS	221190002519	Régie	Niamey	Sécretariat	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/041/2020	Imprimante	HP	Laserjet M130 FW	VNF4D07685	06/04/2020	380 000	579,31	ORDISYS	221190002519	Régie	Niamey	CL	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/042/2020	Imprimante	HP	Laserjet M130 FW	VNF	06/04/2020	380 000	579,31	ORDISYS	221190002519	Régie	Niamey	Coresponsable	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/043/2020	Ordinateur portable	HP	Envy	TJ1943154C	06/04/2020	698 000	064,09 ¹	ORDISYS	22120002519	Régie	Niamey	ATI /Filière	Hors usage	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/044/2020	Ordinateur portable	LENOVO	Notebook		10/11/2020	725 000	105,26 ¹	ORDISYS	2212007796	Régie	Niamey	ATN /Gouvernance Locale	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EI/045/2021	Ordinateur portable	HP	Envy R5	8CG0105	08/04/2021	710 000	082,39 ¹	ORDISYS		Régie	Gaya /Dosso	ATN GIEC Gaya	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/046/2021	Ordinateur portable	HP	Envy R5	8CG0245/PR1	08/04/2021	710 000	082,39 ¹	ORDISYS		Régie	Doutchi /Dosso	ATN GIEC Doutchi	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EI/047/2021	Ordinateur portable	HP	Envy R5	8CG0133	08/04/2021	710 000	082,39 ¹	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/048/2021	Ordinateur portable	HP	Envy R5	8CG9506	08/04/2021	710 000	082,39 ¹	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC /Konni/Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/049/2021	Ordinateur portable	HP	Envy R5	8CG0245/PR2	08/04/2021	710 000	082,39 ¹	ORDISYS		Régie	Niamey	Magasin	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/050/2021	Imprimante	HP	Laserjet pro MFP M428 fd	CNBKN4F31L	08/04/2021	370 000	564,06	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/051/2021	Imprimante	HP	Laserjet pro MFP M428 fd	CNBKM3TF6F	08/04/2021	370 000	564,06	ORDISYS		Régie	Gaya /Dosso	ATN GIEC Gaya	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/052/2021	Imprimante	HP	Laserjet pro MFP M428 fd	CNBKNF36G	08/04/2021	370 000	564,06	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC /Konni/Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/053/2021	Imprimante	HP	Laserjet pro MFP M428 fd	CNBKM880VC	08/04/2021	370 000	564,06	ORDISYS		Régie	Doutchi /Dosso	ATN GIEC Doutchi	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/054/2021	Videoprojecteur	EPSON	EB-E10 multimedia projector	X89T0Z00516	08/04/2021	390 000	594,55	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC Tahoua	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EI/055/2021	Videoprojecteur	EPSON	EB-E10 multimedia projector	X89T0Z00520	08/04/2021	390 000	594,55	ORDISYS		Régie	Gaya /Dosso	ATN GIEC Gaya	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/056/2021	Videoprojecteur	EPSON	EB-E10 multimedia projector	X89T0Z00710	08/04/2021	390 000	594,55	ORDISYS		Régie	Tahoua	ATN GIEC /Konni/Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EI/057/2021	Videoprojecteur	EPSON	EB-E10 multimedia projector	X89T0Z00786	08/04/2021	390 000	594,55	ORDISYS		Régie	Doutchi /Dosso	ATN GIEC Doutchi	Bon	
	Materiel informatiques	57				37 832 779								

Equipements Mobiliers 31/08/2022 (603210)

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/030/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	30/01/2018	234 000	356,73	SHIVAM GENERAL TRADING		Régie	Niamey	PM	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/031/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	500 000	762,25	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / ATN Gouvernance	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/032/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	500 000	762,25	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / Correspondable	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/033/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	500 000	762,25	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau /ATI Filières	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/034/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	500 000	762,25	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / Responsable	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/035/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Salle de Réunion	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/036/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Salle de Réunion	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/037/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / Secrétariat	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/038/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / Admin-Fin	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/039/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau / ATN AP et Infrastructure	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/040/2018	Split 2 CV	N/A	N/A	N/A	04/01/2018	650 000	990,92	OGIVE/Benin	79	Régie	Niamey	Bureau ATN Suivi-Evaluation	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/041/2018	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	18/05/2018	250 000	381,12	Entreprise Laouali NOMA	460	Régie	Pradel Dosso	Antenne Dosso	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/042/2018	Ventilateur Orbite	N/A	N/A	N/A	30/01/2018	25 000	38,11	SHIVAM GENERAL TRADING		Régie	Niamey	PM	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/043/2018	Refrigerateur SHARP 165 Litres	N/A	SARP	A02982	15/12/2018	215 000	327,77	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Cuisine	Défectueux	
PRADEL/Enabel/EM/044/2018	Refrigerateur SHARP 20 u 2 portes congelateur	N/A	SARP	A07015	02/08/2018	265 000	403,99	buropa	1229	Régie	Dosso	Bureau / Secretariat Dosso	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/045/2018	Refrigerateur SHARP 20 u 2 portes congelateur	N/A	SARP	A0413	02/08/2018	265 000	403,99	buropa	1229	Régie	Tahoua	Bureau / Secretariat Tahoua	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/046/2018	Microonde monofonction LG MS2382BB	N/A	LG	508T AEFD A237	15/12/2018	145 000	221,05	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Cuisine	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/047/2018	Cafetière électrique Listo CF L4b	N/A	LF	L4b	15/12/2018	85 000	129,58	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Cuisine	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/069/2018	GPS de poche	Garmin	MAP 64	N/A	03/09/2018	150 000	228,67	KANF ELECTRONICS		Régie	Tahoua	Bureau / Secretariat / Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/070/2018	GPS de poche	Garmin	MAP 64	N/A	03/09/2018	150 000	228,67	KANF ELECTRONICS		Régie	Dosso	Bureau / Secretariat / Dosso	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/073/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Responsable	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/074/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Corresponsable	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/075/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / ATN Gouvernance	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/076/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / Comptable	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/077/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / Aide Comptable	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/078/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / ATI Filière	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/079/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / ATN Infrastructure	Passable	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/080/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / ATN AP	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/081/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / ATN SE	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/082/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / Entrepreneuriat	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/083/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / PM	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/084/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau / RC	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/085/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau /ATN Genre	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/086/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Dosso	Bureau /Secretariat	Passable	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/087/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Tahoua	Bureau /ATN Genre	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/088/2018	Stabilisateur de tension type1 MERCURY AVR A2000	Type1 MERCURY	AVR A2000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Tahoua	Bureau /RC	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/088/2018	Stabilisateur de tension type2 MERCURY AVR A2000	Type2 MERCURY	AVR A3000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Secrétaire	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/088/2018	Stabilisateur de tension type2 MERCURY AVR A2000	Type2 MERCURY	AVR A3000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Niamey	RN	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/088/2018	Stabilisateur de tension type2MERCURY AVR A2000	Type2 MERCURY	AVR A3000	N/A	22/12/2017	45 000	68,60	DIGI Media	21	Régie	Niamey	Cuisine	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/093/2018	Coffre Fort		SI 510D 60KG	N/A	02/08/2018	180 000	274,41	BUROPA		Régie	Tahoua	Sécretariat	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/094/2018	Coffre Fort		SI 510D 60KG	N/A	02/08/2018	180 000	274,41	BUROPA		Régie	Dosso	Sécretariat	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/095/2019	Chaise Direction Ortop	N/A	N/A	N/A	05/03/2019	176 000	268,31	MULTICICOM SARLU		Régie	Dosso	Bureau / ATN Genre	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/096/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	Secrétaire	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/097/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	Comptable	Neuf	
PRADEL/Enabel/EM/098/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	Contrôleur de gestion	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/099/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	ACL	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/100/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	PM	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/101/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	ATN/Infrastructure	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/102/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	ATN/AP	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/103/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	ATN / Entrepreneuriat	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/104/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	RN	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/105/2019	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	11/07/2019	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	ATN/GL	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/106/2019	Split 1,5 CV	N/A	N/A	N/A	28/10/2019	200 000	304,90	JONAS ANDRE ETS,FROIS		Régie	Tahoua	Bureau / RC	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/107/2019	Regulateur	500 kv	N/A	N/A	28/10/2019	65 000	99,09	JONAS ANDRE ETS,FROIS		Régie	Tahoua	Bureau / RC	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
PRADEL/Enabel/EM/108/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	120 000	182,94	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	Coresponsable	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/109/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	120 000	182,94	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Niamey	RN	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/110/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Dosso	Bureau / Secrétaire	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/111/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Dosso	Bureau /ATN Genre	Hors usage	
PRADEL/Enabel/EM/112/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Dosso	Bureau / RC	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/113/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Tahoua	Bureau / Secrétaire	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/114/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Tahoua	Bureau /ATN Genre	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/115/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	65 000	99,09	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Tahoua	Bureau / RC	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/116/2020	Fauteuil de bureau Importé	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	120 000	182,94	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Dosso	ACL	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/117/2020	Bureau en bois 3 tiroirs	N/A	Importé	N/A	17/02/2020	75 000	114,34	Mahamadu KARAM KARMA		Régie	Dosso	ACL	Passable	
PRADEL/Enabel/EM/118/2020	Coffre Fort	N/A	135 KG	N/A	25/03/2020	275 000	419,23	GROUE PAPETERIE CADEAUX		Régie	Niamey	Sécretariat	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/119/2020	Video projecteur	Espon H683B	EB-S05	N/A	02/12/2020	374 000	570,16	DIGI MEDIA SARLU		Régie	Niamey	Salle de reunion	Bon	

Code	Désignation	Marque	Modèle	N° de série	Date d'acquisition	Montant monnaie locale	Montant Euro	Nom du fournisseur	Référence pièce comptable	Mode fin.	Localisation	Affectation	Etat	
	avec sac de protection													
PRADEL/Enabel/EM/120/2020	Video projecteur avec sac de protection	Espon H683B	EB-S05	N/A	02/12/2020	374 000	570,16	DIGI MEDIA SARLU		Régie	Niamey	Bureau PM	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/121/2020	Video projecteur avec sac de protection	Espon H683B	EB-S05	N/A	02/12/2020	374 000	570,16	DIGI MEDIA SARLU		Régie	Tahoua	Tahoua	Bon	
PRADEL/Enabel/EM/122/2021	Régulateur de tension	DV-5000	220-240 V	N/A	08/04/2021	220 000	335,39	ORDISYS		Régie	Niamey	Tahoua	ATN GIEC Tahoua	
PRADEL/Enabel/EM/123/2021	Régulateur de tension	DV-5000	220-240 V	N/A	08/04/2021	220 000	335,39	ORDISYS		Régie	Niamey	Gaya /Dosso	ATN GIEC Gaya	
PRADEL/Enabel/EM/124/2021	Régulateur de tension	DV-5000	220-240 V	N/A	08/04/2021	220 000	335,39	ORDISYS		Régie	Niamey	Tahoua	ATN GIEC /Konni/Tahoua	
PRADEL/Enabel/EM/125/2021	Régulateur de tension	DV-5000	220-240 V	N/A	08/04/2021	220 000	335,39	ORDISYS		Régie	Niamey	Doutchi /Dosso	ATN GIEC Doutchi	
128							32 613							